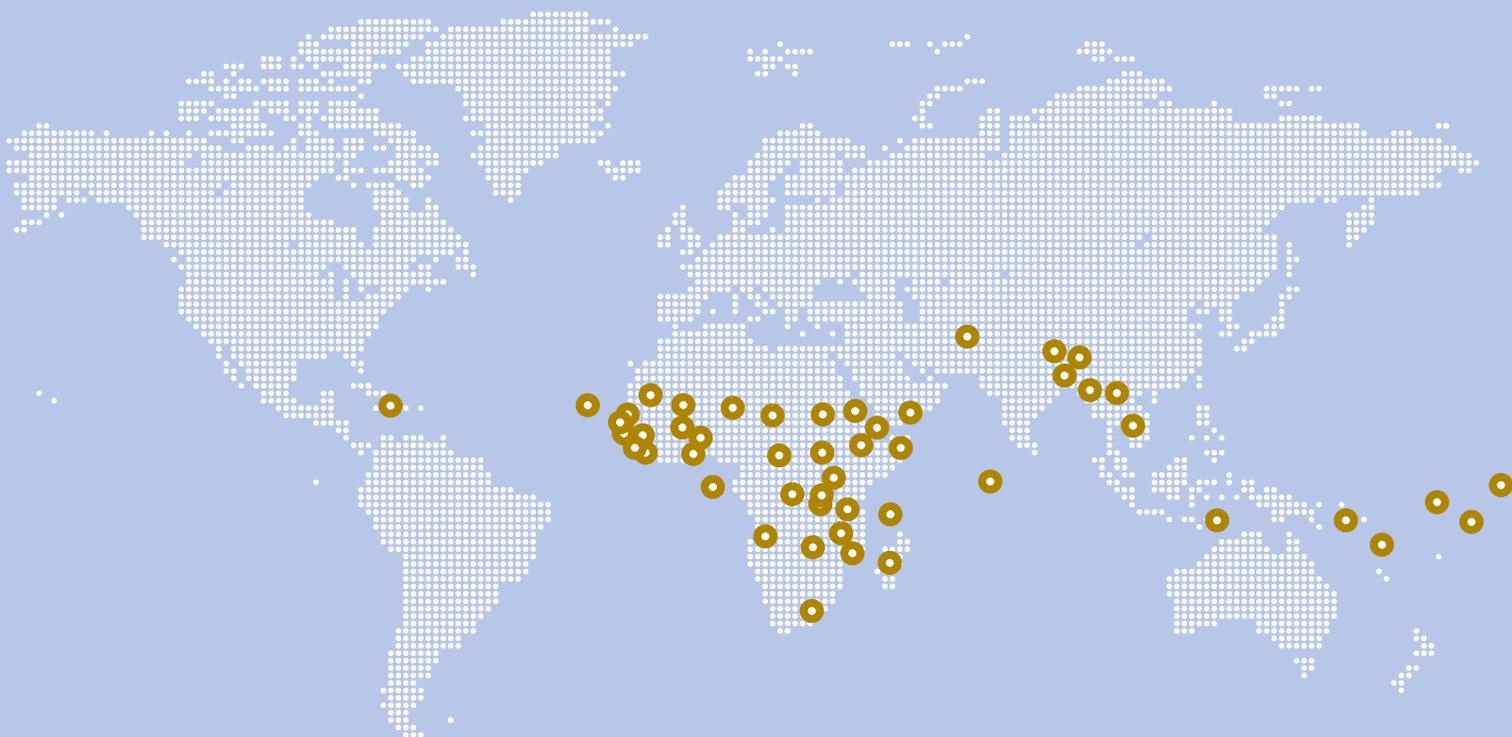


# Rapport Annuel 2020



Résilience par le commerce à l'aube d'une nouvelle décennie

# Zones d'intervention



## Amériques

Haïti

## Afrique

Angola  
Bénin  
Burkina Faso  
Burundi  
Cabo Verde\*  
Comores  
Djibouti  
Érythrée  
Éthiopie  
Gambie  
Guinée  
Guinée équatoriale\*  
Guinée-Bissau  
Lesotho  
Libéria  
Madagascar  
Malawi  
Mali  
Mauritanie  
Mozambique

Niger  
Ouganda  
République  
centrafricaine  
République  
démocratique du  
Congo  
Rwanda  
Sao  
Tomé-et-Principe  
Sénégal  
Sierra Leone  
Somalie  
Soudan  
Soudan du Sud  
Tanzanie  
Tchad  
Togo  
Zambie

## Asie

Afghanistan  
Bangladesh  
Bhoutan  
Cambodge  
Maldives\*  
Myanmar  
Népal  
RDP lao  
Timor-Leste

## Moyen-Orient

Yémen

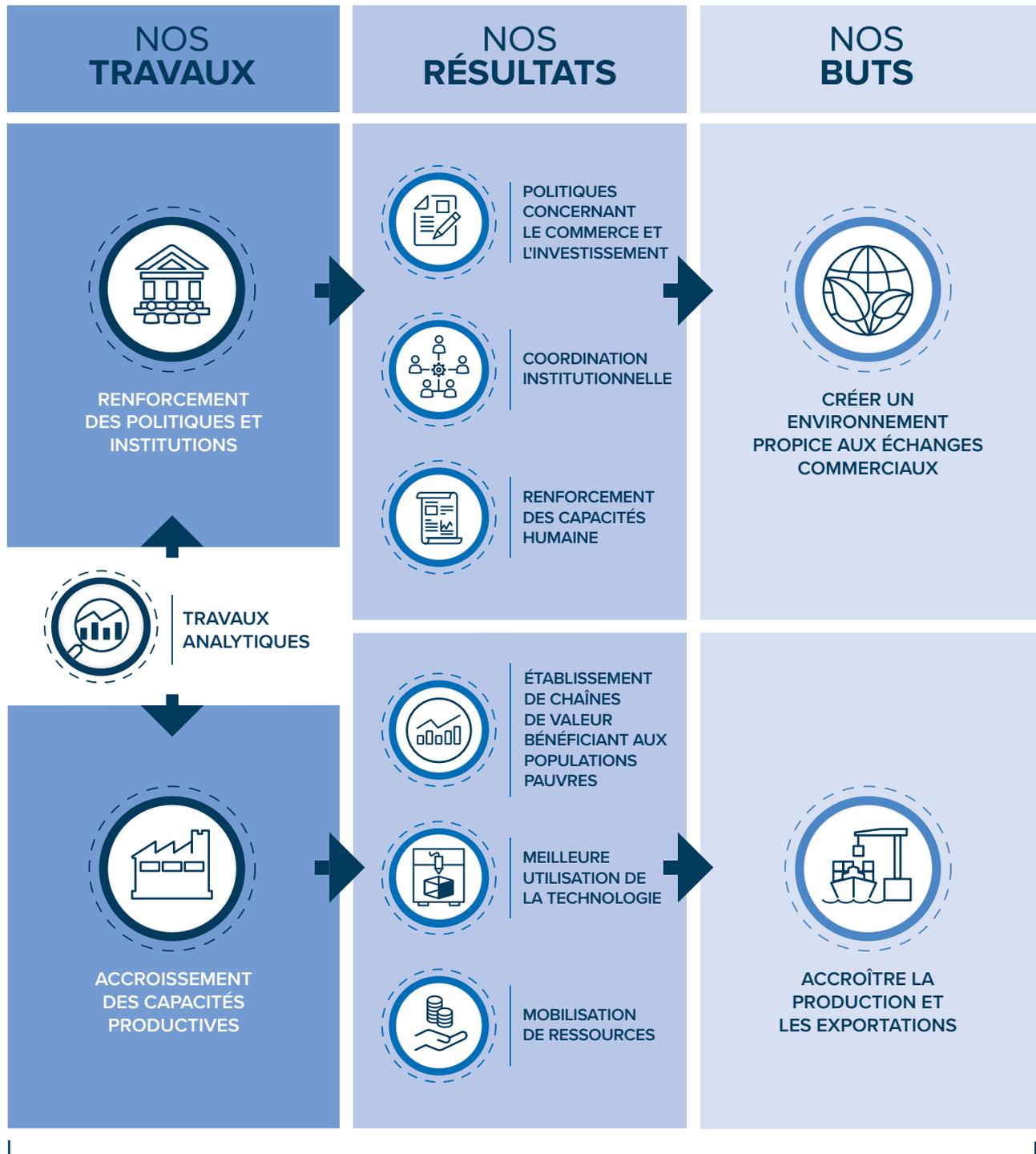
## Pacifique

Îles Salomon  
Kiribati  
Samoa\*  
Tuvalu  
Vanuatu\*

\* Pays sortis de la catégorie des PMA

# Fonctionnement du CIR

## LE COMMERCE INCLUSIF POUR UNE VIE MEILLEURE



PROCESSUS PILOTÉ PAR LES PAYS

PARTENARIATS MONDIAUX & LOCAUX



# Table des matières

**2** Zones d'intervention

---

**3** Fonctionnement du CIR

---

**6** Avant-propos

---

**8** Principaux résultats de 2020

---

**10** Contributions du CIR  
aux objectifs de  
développement durable

---

**12** Faire face à la COVID-19

---

**115** Abréviations

---

**116** Notes de fin

---

**17** Doter les PMA des moyens  
nécessaires pour utiliser le  
commerce et l'investissement  
dans l'intérêt du développement  
durable et de la lutte contre la  
pauvreté

---

**18** **But n° 1** – Améliorer l'environnement  
commercial pour une croissance  
inclusive et durable des PMA

**20** **Objectif n° 1:** Améliorer les cadres  
politiques et réglementaires reposant  
sur des données probantes pour le  
commerce et l'investissement

**22** **Objectif n° 2:** Renforcer la coordination  
des institutions pour le développement  
du commerce et l'investissement

**24** **Objectif n° 3:** Renforcer les capacités  
en matière de formulation et la mise en  
œuvre des politiques

**26** **But n° 2** – Accroître les exportations  
et l'accès des PMA aux marchés  
internationaux

**28** **Objectif n° 4:** Améliorer la  
participation des pays du CIR aux  
chaînes de valeur stratégiques pour  
une connectivité accrue aux marchés

**30** **Objectif n° 5:** Améliorer l'utilisation de  
la technologie dans la production et  
les services pour certaines chaînes de  
valeur

**32** **Objectif n° 6:** Aider les pays du  
CIR à mobiliser (directement ou  
indirectement) des financements  
supplémentaires en faveur de la  
capacité de production



## 35 Priorités transversales pour un commerce inclusif

- 36 Autonomisation économique des femmes
- 42 Commerce électronique
- 44 Durabilité environnementale
- 46 Investissement
- 48 Sortie de la catégorie des PMA
- 50 Pays fragiles et touchés par des conflits
- 52 MPME



## 55 Points forts du programme

- 56 Suivi, évaluation et apprentissage (SEA)
- 64 Mobilisation de ressources, partenariats et communication au service des résultats
- 71 Mise à jour sur la situation financière



## 79 Annexes

- 80 Résultats par indicateur
- 91 Projets de renforcement des capacités institutionnelles
- 104 Capacités productives, projets régionaux et thématiques



# Avant-propos

## Bienvenue à cette édition 2020 du Rapport annuel du Cadre intégré renforcé (CIR)



Au début de l'année 2020, malgré des difficultés liées aux tensions commerciales, au rythme rapide du progrès technologique, aux changements climatiques et une réduction des prix des produits de base, les échanges commerciaux mondiaux suivaient une évolution positive. Et puis, il y a eu la pandémie. En plus de la crise sanitaire, la COVID-19 a déclenché une crise économique et sociale sans précédent, en particulier pour les pays les moins avancés (PMA). Le rôle bien spécifique du CIR et des interventions menées par l'intermédiaire des systèmes nationaux n'a jamais été aussi essentiel.

Depuis sa création en 2008, le CIR contribue à la croissance, au développement durable et à la lutte contre la pauvreté dans les PMA grâce

au commerce. En renforçant les politiques commerciales et en développant les exportations vers de nouveaux débouchés, nous aidons les PMA à participer davantage, et à mieux s'intégrer, au système commercial mondial.

Cependant, la COVID-19 a mis en lumière la vulnérabilité des PMA et nous rappelle pourquoi il faut poursuivre dans cette voie. Du fait de la pandémie, les PMA devraient obtenir leurs pires résultats économiques depuis 30 ans. Avec la contraction de la demande mondiale pour les matières premières, et les perturbations des chaînes d'approvisionnement et des marchés de biens et de services (y compris les voyages et le tourisme), en 2020 la capacité du commerce de contribuer au succès des économies des PMA a été fortement réduite. Le commerce dans les PMA a été particulièrement touché, chutant de 10,3% au cours de l'année par rapport à une moyenne mondiale de 7,7%.

Néanmoins, la pandémie a incité beaucoup de PMA à accélérer leur transition pour adopter de nouvelles technologies, notamment le commerce électronique, qui leur seront sans aucun doute utiles à l'avenir. Par exemple, le Cambodge a lancé une stratégie ambitieuse pour le commerce électronique, contribuant à faciliter une plus grande implication des femmes et des jeunes entreprises du secteur.

Dans ce contexte difficile, les échanges se poursuivent, avec 37 nouvelles transactions sur les marchés internationaux en 2020 soutenues par le CIR, ce qui signifie qu'à ce jour, le CIR a directement contribué à plus de 469 millions d'USD d'exportations additionnelles. Je suis heureux que le CIR ait pu accompagner les adaptations rapides des pays face à la COVID-19, avec par exemple en Zambie une évaluation de l'impact sur le tourisme ou plus largement une analyse des conséquences possibles pour les pays en cours de reclassement. Le CIR s'est adapté au nouvel environnement par l'adoption rapide d'un plan de continuité des activités, la gestion agile des risques émergents et la mise en œuvre de flexibilités pour la réalisation des projets.

Au total, les ressources allouées au Fonds d'affectation spéciale pour le CIR (FASCIR) s'élèvent actuellement à 141 millions d'USD, grâce à de nouveaux apports de l'Allemagne, de l'Estonie et de la Finlande en 2020. Comme toujours, nos remerciements vont aux donateurs, d'hier et d'aujourd'hui.

Je profite de cette occasion pour remercier chaleureusement les pays du CIR, ainsi que nos partenaires et les donateurs, qui ont œuvré sans relâche au cours de l'année écoulée pour relever les défis et saisir les opportunités. Ensemble, nous avançons à grands pas vers nos objectifs communs. Je voudrais remercier tout particulièrement la

Dre Ngozi Okonjo Iweala, Directrice générale de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et son prédécesseur M. Roberto Azevêdo; S.E. M. Mikael Anzén, Président du Comité directeur du CIR, et son prédécesseur S.E. M. Morten Jespersen; S.E. M. Mani Prasad Bhattacharai, Président du Conseil du CIR; ainsi que tous les membres du Conseil du CIR pour les orientations données et pour leur engagement en faveur d'un commerce inclusif dans les PMA.

Enfin, je remercie mes collègues du Secrétariat exécutif du CIR (SE) et du Gestionnaire du Fonds d'affectation spéciale pour le CIR (GFAS) pour leur constance, leur soutien et leur esprit de collaboration tout au long de cette année inédite. Si le CIR a su s'adapter face aux difficultés liées à la COVID-19 et continuer à produire des résultats, c'est uniquement grâce au dévouement et à l'attitude innovante d'une équipe formidable. J'aimerais pour finir rendre hommage à deux membres importants de cette équipe qui ont pris leur retraite: M. Mbaye Ndiaye du SE et M. Bonaventure Traoré du GFAS.



Ratnakar Adhikari  
Directeur exécutif  
Secrétariat exécutif du CIR à l'OMC

# Principaux résultats de 2020



## Créer un environnement commercial propice à une croissance inclusive et durable

**46** pays du CIR ont intégré le commerce dans leur plan national de développement, dont **1** pays supplémentaire en 2020.

**45** pays du CIR disposent de mécanismes effectifs de coordination dans le domaine commercial, et de stratégies sectorielles intégrant le commerce, dont **1** de plus en 2020.



## Amélioration des cadres politiques et réglementaires fondés sur des données factuelles pour le commerce et l'investissement

**44** règlements liés au commerce et à l'investissement ont été adoptés par les pays du CIR, y compris **8** en 2020.



**397** mesures prises visant à améliorer la législation et la participation à divers processus et réunions, y compris **66** en 2020.

## Renforcement de la coordination institutionnelle pour le développement du commerce et l'investissement

**40** pays du CIR ont intégré des équipes spécialistes du commerce (UNMO) dans leur dispositif gouvernemental, y compris **5** pays de plus en 2020.



**45** pays du CIR disposent de mécanismes de coordination public privé, y compris **1** pays de plus en 2020.

## Renforcement des capacités de formulation et de mise en œuvre des politiques

**37,000+** personnes formées dans des domaines liés à l'investissement et au commerce grâce aux projets du CIR, y compris plus de **9 000** en 2020.



**42** pays du CIR disposent d'outils de communication de renseignements liés à l'investissement et au commerce pour diverses parties prenantes, y compris **3** pays de plus en 2020.





## Accroissement des exportations et de l'accès aux marchés internationaux pour les PMA

**29,000+** tonnes de production générée grâce aux interventions du CIR, y compris **3 000 tonnes** de plus en 2020.

**159** nouveaux marchés internationaux pénétrés avec l'aide du CIR, dont **37** en 2020.



Amélioration de la participation des pays du CIR aux chaînes de valeur stratégiques pour une connectivité accrue aux marchés

**56%** de bénéficiaires de projets du CIR relatifs aux capacités de production à ce jour, **2%** de plus par rapport à 2019.



**13,000+** micro, petites et moyennes entreprises (MPME) soutenues par des initiatives du CIR, en hausse de **plus de 1 900**.

Amélioration de l'utilisation de la technologie dans la production et les services pour certaines chaînes de valeur

**62** initiatives en matière de commerce électronique entreprises par des pays du CIR, y compris **19** nouvelles en 2020.



**74** nouvelles technologies adoptées dans le cadre de projets du CIR, y compris **11** en 2020.

Appui aux pays du CIR pour mobiliser des investissements supplémentaires en faveur de la capacité de production

**34** projets du CIR mobilisant des ressources du secteur privé, y compris **10** de plus en 2020.



**242** projets financés par les partenaires de développement liés à la matrice des actions de l'EDIC, soit **28** de plus en 2020.



# Contributions du CIR aux objectifs de développement durable

Les progrès dans la réalisation des ODD apporteront  
**des avantages directs aux PMA.**

Le commerce étant une question transversale,  
les travaux du CIR sont directement liés  
à un certain nombre d'ODD.

**8** TRAVAIL DÉCENT  
ET CROISSANCE  
ÉCONOMIQUE



## **La cible 8.a**

invite la communauté internationale à  
“accroître l'appui apporté dans le cadre  
de l'initiative Aide pour le commerce aux  
pays en développement, en particulier aux  
pays les moins avancés, y compris par  
l'intermédiaire du Cadre intégré renforcé.”



**16**—Grâce au soutien du CIR, **40 ministères du commerce** ont été renforcés par l'intégration d'équipes de projet spécialisées dans la mise en œuvre de projets d'Aide pour le commerce, qui contribueront à soutenir l'établissement des politiques et de l'infrastructure requises pour une intégration effective dans le système commercial mondial et qui interviendront en période postconflit.

**17**—En tant que cadre aux niveaux mondial et local qui rassemble les PMA autour du commerce et de l'investissement, les partenaires financiers du CIR, les organisations du CIR et d'autres partenaires des connaissances, le programme du CIR incarne pleinement l'esprit de partenariat de l'ODD 17.

**1**—Le CIR contribue à encourager l'activité économique dans les PMA en augmentant les exportations et en soutenant des initiatives qui favorisent la croissance et le développement durables. Les bénéficiaires sont souvent des petits exploitants agricoles – parmi les plus pauvres de la planète. On estime que **plus de 31 000 emplois** ont été créés à ce jour grâce aux contributions des projets du CIR.

**2**—Les travaux du CIR visant à accroître la productivité agricole dans les PMA intègrent les petits exploitants agricoles dans les chaînes d'approvisionnement, promeuvent la sécurité sanitaire des produits alimentaires et offrent de nouvelles possibilités d'emploi aux personnes les plus vulnérables. En 2020, le CIR a soutenu la production de **plus de 3 000 tonnes métriques** de produits liés à l'agriculture.

**5**—L'autonomisation des femmes et des filles sous tend les interventions du CIR. Notre initiative "Rendre les femmes plus autonomes, dynamiser les échanges" garantit des interventions à la fois ciblées et transversales pour soutenir les femmes entrepreneurs et productrices, les travailleuses, les commerçantes transfrontalières et les femmes qui détiennent des MPME. En 2020, **56%** des bénéficiaires du CIR étaient des femmes.

**13**—Le CIR s'emploie à recenser les vulnérabilités et à accroître la résilience là où c'est le plus nécessaire. Les projets du CIR, y compris en lien avec le miel et la gomme arabique, contribuent à renforcer ou à maintenir un couvert forestier essentiel, tout en créant des moyens de subsistance.

**12**—Le CIR encourage l'utilisation rationnelle des ressources, soutient les technologies respectueuses de l'environnement et encourage les changements de comportement en faveur de la durabilité.

**10**—Le CIR s'emploie à accroître les possibilités économiques et à réduire les inégalités dans le monde grâce au commerce et fournit un appui aux PMA sur la voie de leur reclassement et dans le cadre de celui-ci. Les projets du CIR ciblent également les personnes les plus vulnérables, y compris les femmes et les jeunes, et ont permis à ce jour de renforcer les compétences de **plus de 30 000 jeunes**.

**9**—Le CIR aide les PMA à ajouter de la valeur aux produits, à intégrer le commerce dans les plans d'infrastructure (comme pour les technologies de l'information et de la communication (TIC) ou le transport) et à tirer profit de la technologie pour améliorer les échanges commerciaux. En 2020, **11 nouvelles technologies** ont été adoptées grâce au soutien du CIR visant à améliorer la production.

**8**—À ce jour, les donateurs du CIR ont investi **312.76 millions d'USD** en faveur des PMA par l'intermédiaire du CIR, contribuant ainsi à la réalisation de la cible 8.a des ODD.



# Faire face à la COVID-19



Avec plus d'un million de cas déclarés de COVID-19 dans les PMA en 2020, tous les intervenants sur le terrain ont vite pris conscience de la gravité de la situation. Le modèle exclusif du CIR nous a permis de nous adapter rapidement grâce à un **plan de continuité des activités** afin de poursuivre la mise en œuvre des projets, tout en prenant des précautions pour protéger la santé du personnel et des bénéficiaires. Par exemple, des activités prévues ont été rapidement déplacées en ligne, qu'il s'agisse de plusieurs événements virtuels organisés ou co-organisés par le CIR ou des nombreuses initiatives locales. Même si ce format n'offre pas tous les avantages des rencontres en face-à-face, il s'est avéré efficace du point de vue des coûts et très modulable. **Trois points forts** propres à notre approche programmatique globale expliquent que le CIR ait pu s'adapter ainsi aux circonstances pour préserver la mise en œuvre, même à plus petite échelle: l'accent mis sur une forte appropriation nationale, la capacité de mobiliser des partenariats, ainsi que l'engagement et le dynamisme du Conseil du CIR.

**La forte appropriation nationale** occupe une place centrale dans l'approche du CIR, puisque les programmes sont ancrés dans les ministères du commerce. Au début de la pandémie, alors que plusieurs partenaires de développement fermaient leurs bureaux à titre temporaire dans les pays et que le personnel international regagnait son pays, cette particularité du CIR a joué un rôle majeur. Plusieurs partenaires de développement nous ont contacté pour avoir des nouvelles de la situation liée à la COVID-19, et ont obtenu rapidement des informations relayées par les Unités nationales de mise en œuvre du CIR (UNMO); un réseau de collaboration étroit construit au fil des ans. Il est apparu clairement au début de la crise que les équipes nationales du CIR étaient une présence fiable et constante; le personnel a relevé le défi, dans des unités clés au sein des ministères, et s'est attaqué de front aux conséquences socio-économiques. Même si au départ beaucoup de fonctionnaires des UNMO ont travaillé depuis chez eux, ils sont restés sur place et sont retournés au bureau dès que possible.



L'échange d'informations n'ayant pas été interrompu, même lorsque des projets avaient été suspendus les activités ont pu reprendre rapidement.

S'appuyant sur le vaste réseau de relations du CIR avec les ministères du commerce, le SE et le GFAS ont **mobilisé des partenariats mondiaux** pour faire en sorte que l'échange de renseignements soit constant et élargi. Par exemple, des séminaires en ligne ont permis de présenter les difficultés rencontrées et les enseignements tirés pour assurer fermement la continuité du programme au niveau des pays. Dans le contexte de la pandémie, le CIR a travaillé avec un large éventail d'organisations pour mieux répondre aux besoins des PMA et préparer la reprise. Nous avons par exemple travaillé avec les ministères du commerce pour que nos interventions aient un maximum d'effets sur le terrain, et collaboré avec des organisations homologues pour mettre en évidence les retombées de la COVID-19 sur le commerce des PMA et envisager des mesures pour une reprise durable. Les partenariats avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), l'Organisation mondiale du tourisme (OMT), l'Association mondiale des organismes de promotion de l'investissement, la Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique (CESAP) et le Secrétariat du Commonwealth ont permis d'organiser une série d'activités en ligne sur les conséquences de la COVID-19 pour le reclassement des PMA, le secteur touristique, et les pays fragiles et affectés par des conflits. De même, en partenariat avec l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), le Groupe de la Banque mondiale, Bamboo Capital Partners et responsAbility Investments, le CIR a organisé un événement virtuel sur le thème [«Comment un financement novateur du commerce peut aider les PMA à se rétablir de la COVID-19»](#). Dans la perspective de la cinquième Conférence des Nations Unies sur les PMA, le CIR



a rejoint l'OCDE, la Fondation pour les études et recherches sur le développement international, le Bureau de la Haute Représentante des Nations Unies pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement (UN-OHRLS) et beaucoup d'autres partenaires pour co-organiser l'événement [«Vers ONU PMA 5: Pour se relever de la COVID-19»](#).



Conscient que le programme affrontait en 2020 des défis sans précédent, **le Conseil du CIR a vite agi** pour éviter tout blocage. En canalisant rapidement les retours d'information adressés aux bureaux nationaux, le SE et le GFAS ont pu présenter au Conseil du CIR des demandes prioritaires, afin qu'il puisse prendre des décisions rapides pour améliorer la résilience au niveau local. On peut citer à cet égard l'approbation de la prorogation des délais d'approbation des projets à petite échelle de décembre 2020 à juin 2021, l'approbation de la date de clôture des projets nouvellement approuvés en 2020, au cas par cas et jusqu'en décembre 2023, l'approbation d'une prolongation additionnelle sans coût pour les projets en cours sur une base ad hoc et sur demande des pays afin de compenser le temps perdu en raison de la COVID-19, et des indications claires sur les priorités pour les projets en réserve.

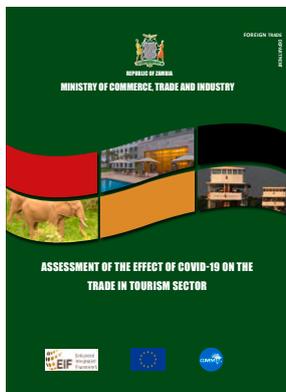
La réponse apportée s'est appuyée sur une démarche très active et des évaluations régulières par l'intermédiaire de **l'Équipe spéciale COVID-19 du CIR**, fournissant des renseignements actualisés sur le plan de continuité des activités et de l'analyse des risques au Conseil du CIR et à d'autres parties prenantes. Cette période incertaine a aussi servi à encourager l'innovation et à améliorer les outils de gestion des risques pour les pays du CIR et pour l'ensemble du programme.



## Enseignements tirés

Nous avons mené une enquête pour recueillir les meilleures pratiques, puis organisé un séminaire en ligne pour présenter les enseignements tirés; les pays du CIR ont ainsi été réunis pour examiner les conclusions de l'enquête afin de réfléchir ensemble aux moyens d'adapter et d'intégrer ces pratiques à leurs projets en cours.

Plusieurs mesures notables prises pour faire face à la COVID-19 observées au niveau des pays et des projets ont été portées à l'attention du réseau mondial des ministères du commerce du CIR. Au Rwanda par exemple, le commerce électronique a été un outil majeur pendant les confinements de 2020; les gestionnaires de projets du CIR se sont rapidement mobilisés pour encourager la population à faire des achats en ligne et une liste des plates-formes de commerce électronique a commencé à être publiée régulièrement en partenariat avec la Chambre des technologies de l'information et de la communication (TIC) et le Ministère des TIC et de l'innovation. Plus au sud, en



Zambie, une analyse rapide a été effectuée avec le soutien du CIR concernant l'impact sur le secteur touristique et des recommandations pour la reprise. Au Népal, plusieurs séries de consultations ont été menées et un rapport sur la COVID-19 et le reclassement

des PMA a pu être publié. En Sierra Leone, l'UNMO a participé directement à l'élaboration d'un programme d'action national pour répondre à la pandémie, y compris en facilitant l'accès aux devises pour les négociants.

L'initiative SheTrades du Centre du commerce international (ITC) a proposé des formations à l'utilisation d'une boîte à outils de gestion de crise liée à la COVID-19, pour fournir aux dirigeantes d'entreprises participantes des instruments de gestion des risques et les aider à concevoir leurs propres plans d'action.

Il ressort deux points principaux des informations recueillies tout au long de l'année écoulée.

Premièrement, les mesures programmatiques qui ont eu une incidence sur l'approche du CIR entrent dans quatre catégories distinctes: **préparation, adaptation, établissement de liens et suivi**. Deuxièmement, plusieurs thématiques prioritaires se sont dessinées, y compris **le commerce électronique, la coopération régionale, l'investissement, la facilitation des échanges et les nouveaux débouchés de marché**.

## Perspectives pour l'avenir

Maintenant que le CIR envisage d'aller de l'avant compte tenu des enseignements retenus, des difficultés subsistent au niveau programmatique. Pour un suivi efficace, au niveau des projets comme de l'ensemble du programme, il faut que les missions dans les pays reprennent aussi tôt que possible. Par ailleurs, la pandémie a coïncidé avec la diminution progressive des ressources du Fonds d'affectation spéciale pour la Phase Deux du CIR, ce qui a placé celui-ci dans une position délicate pour répondre efficacement à toutes les demandes de financement des PMA.

En fin de compte, en 2020 la pandémie a obligé le programme du CIR à **devenir plus flexible**. Il a ainsi fallu adapter certains domaines pour atteindre les objectifs fondamentaux et élaborer ou améliorer rapidement des outils et des méthodes qui renforceront le programme à l'issue de la pandémie. Le programme et son réseau mondial sont aujourd'hui plus connectés, plus résilients et plus conscients des opportunités et des défis qui se font jour. Au moment de la rédaction de ce Rapport annuel, des risques subsistent dans toutes les régions, et le SE et le GFAS continueront de suivre la situation dans la perspective d'une «revitalisation» et d'une «accélération», pour faire en sorte que les résultats du programme soient livrés dans les délais recommandés par le Conseil du CIR.





### Soutenir les entrepreneuses zambiennes à travers la pandémie

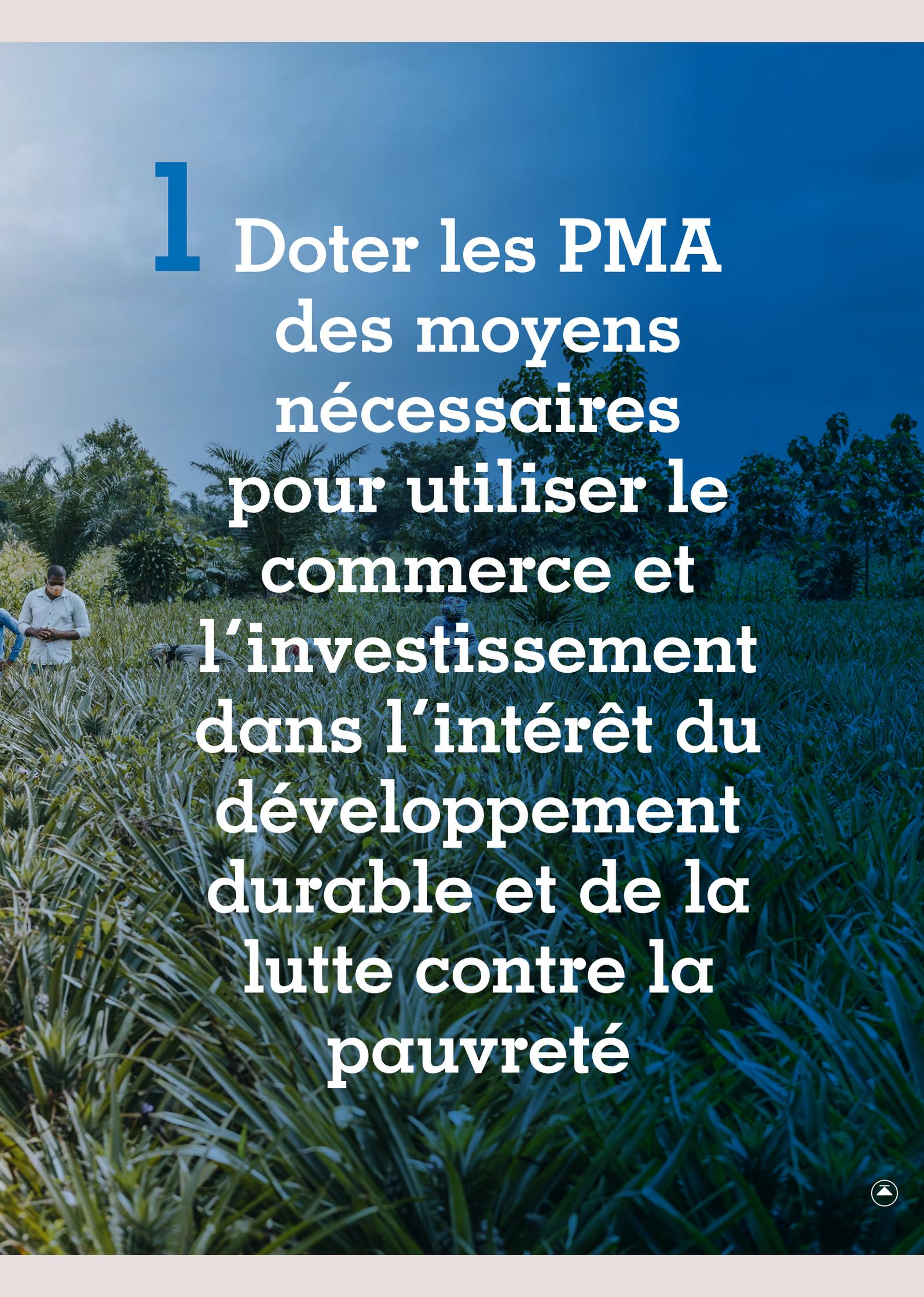
La pandémie de COVID-19 a durement frappé les entreprises des PMA, et en particulier celles qui sont dirigées par des femmes. Constatant l'impact des perturbations des flux commerciaux sur les bénéficiaires, SheTrades Zambie, une initiative de l'ITC soutenue par le CIR, a rapidement réagi pour apporter une aide. Une série de séminaires en ligne destinés aux entrepreneuses a été conçue avec des partenaires mondiaux – dont United Parcel Service, Maersk et VISA - pour aider à identifier des courants d'échanges, renforcer les compétences en matière de gestion des crises et des imprévus et faire évoluer les opérations et stratégies commerciales. Bon nombre de résultats positifs ont été obtenus: notamment, plusieurs entreprises ont réorienté leur production vers des articles d'hygiène, et d'autres ont pu fournir différents produits liés à la COVID-19, comme des masques. Ce projet a non seulement aidé des entreprises dirigées par des femmes à s'adapter à des circonstances difficiles, mais il a aussi contribué à fournir des produits indispensables à la communauté.



**“Le commerce a pour but d’améliorer la vie des gens. Dans les pays les moins avancés, un soutien ciblé aux réformes politiques et à la connexion des entreprises aux chaînes de valeur internationales peut jouer un rôle essentiel pour traduire les opportunités commerciales en revenus plus élevés et en meilleurs emplois sur le terrain. C’est ce type de soutien qu’apporte le CIR.”**

*Dr Ngozi Okonjo-Iweala,  
Directrice générale de l’OMC*





# 1 Doter les PMA des moyens nécessaires pour utiliser le commerce et l'investissement dans l'intérêt du développement durable et de la lutte contre la pauvreté



# But n°1 Améliorer l'environnement commercial pour une croissance inclusive et durable des PMA

Les entreprises ont besoin de politiques et d'institutions favorables pour fonctionner de manière efficace et contribuer à l'emploi d'un plus grand nombre de personnes et à la croissance inclusive dans les PMA. Le CIR investit afin d'améliorer les cadres politiques et réglementaires, de renforcer la coordination autour d'une vision commune et de développer les compétences et la capacité requises pour produire des résultats.

L'intégration dans le système commercial mondial repose sur la formulation claire des priorités commerciales dans les plans nationaux de développement et l'établissement de mécanismes de coordination et de stratégies sectorielles.



## 46 pays du CIR ont intégré le commerce dans leurs plans nationaux de développement

Grâce à des analyses financées par le CIR et à un engagement proactif dans le processus de développement, 46 pays (y compris 1 de plus en 2020) ont désormais ancré le commerce dans leurs plans nationaux de développement. Alors que ces plans entrent dans de nouveaux cycles de planification, l'engagement doit être poursuivi. Par exemple, le Bangladesh et l'Ouganda ont tous deux lancé de nouveaux plans en 2020 en s'appuyant sur les contributions apportées par les EDIC du CIR.



## 45 pays du CIR ont établi des mécanismes de coordination en matière commerciale

Malgré les difficultés dues à la COVID-19, le CIR a trouvé le moyen de continuer à réunir les décideurs politiques, les représentants des entreprises et la société civile. En 2020, 1 pays supplémentaire a indiqué avoir établi des mécanismes de coordination en matière commerciale. Face aux difficultés liées à la COVID-19, nombre d'entre eux ont opté pour des engagements virtuels au cours de l'année. Qu'il s'agisse de la Commission interinstitutionnelle du Bénin chargée du suivi et de la mise en application des accords de l'OMC, du Comité directeur national (CDN) d'Haïti ou du Comité national de développement du commerce au Vanuatu, ces comités sont adaptés aux situations nationales.



## Intégration du commerce dans le Plan national de développement de la Guinée équatoriale

Le Plan national de développement de la **Guinée équatoriale** pour 2020-2035 inclut le commerce. L'UNMO a apporté un appui technique à l'élaboration du Plan, intégrant les priorités recensées dans l'EDIC. Bien que ce ne soit que le début, les premiers résultats de ce processus indiquent une augmentation de la collaboration entre les ministères en lien avec le commerce, une meilleure compréhension du rôle du commerce dans l'économie et une motivation accrue en faveur d'autres contributions budgétaires dans des domaines liés au commerce.



## Soutien au processus d'accession de l'Éthiopie à l'OMC

**L'Éthiopie** a récemment réalisé un grand pas en réactivant formellement ses négociations d'accession à l'OMC. Le processus d'accession de ce pays avait commencé en 2003 mais, malgré d'importants progrès, la dynamique avait marqué le pas au début de la dernière décennie. En 2018, un recentrage d'Addis-Abeba avait conduit à l'établissement d'une équipe technique

de 35 membres – composée de représentants d'un grand nombre de ministères – qui avait réussi à relancer les activités du Groupe de travail. Le CIR avait, entre autres choses, soutenu ces activités en facilitant les réunions virtuelles et en fournissant une aide en matière d'infrastructure informatique pour la poursuite du processus d'accession malgré les restrictions liées à la COVID-19.

## Lancement par le Lesotho de sa Stratégie commerciale nationale

Le **Lesotho** a lancé sa Stratégie commerciale nationale qui lui sert d'outil pour la mise en application de la nouvelle Politique commerciale nationale. La Stratégie vise à guider le développement commercial du Lesotho pendant les cinq prochaines années et a été conçue et approuvée par le Gouvernement en collaboration avec le secteur privé et d'autres parties prenantes, et avec l'assistance technique de l'ITC. Elle comprend un plan d'action au niveau national priorisé et détaillé contenant des recommandations pour remédier aux contraintes auxquelles font face les exportateurs

et pour tirer profit de leurs points forts et des possibilités. La Stratégie s'articule autour de trois secteurs prioritaires (horticulture, textiles et vêtements, et industrie légère) et contient trois objectifs stratégiques: renforcer la compétitivité de l'écosystème d'affaires et améliorer la facilitation des échanges; intensifier les relations commerciales existantes et élargir les débouchés pour les exportations; ainsi qu'accroître la capacité de production nationale et diversifier l'éventail des produits exportés.



## Objectif n° 1: Améliorer les cadres politiques et réglementaires reposant sur des données probantes pour le commerce et l'investissement

Aider les PMA en soutenant leur capacité de formuler des politiques grâce à des recherches fondées sur des éléments factuels est au cœur de la mission du CIR visant à intégrer effectivement les PMA dans le système commercial mondial. En 2020, les EDIC ont contribué à évaluer les impacts de la COVID-19 sur les PMA, à orienter les politiques et à mettre l'accent sur des considérations spécifiques aux fins de l'autonomisation des femmes et des jeunes.

En sus des EDIC, les projets et les équipes du CIR ont fourni des analyses supplémentaires par le biais d'études spécifiques. Celles-ci portent sur des domaines comme l'agriculture, la technologie et le commerce, par le biais d'évaluations de l'impact de la COVID-19 sur les PMA en cours de reclassement ([voir la section sur le reclassement](#)). Des études visant à développer des stratégies sectorielles, par exemple pour les services, l'agriculture et l'industrie manufacturière, ont également été préparées.

Malgré les restrictions en matière de voyages et de rencontres physiques, les pays du CIR ont continué de s'engager pour accélérer les progrès concernant les moteurs clés de l'intégration commerciale. À titre d'exemple concernant 2020, citons le soutien aux processus d'accession à l'OMC de la Guinée équatoriale, de l'Éthiopie et du Soudan du Sud et les préparatifs pour un soutien futur au Timor-Leste; la participation à un dialogue avec l'Union africaine concernant la COVID-19, l'agriculture et la sécurité alimentaire; ainsi que l'encouragement à renforcer la prise en compte de l'égalité des sexes dans les marchés publics, de même que les efforts pour améliorer la législation sanitaire et phytosanitaire en Zambie.

À ce jour, **44 nouvelles réglementations** soutenant le commerce et l'investissement ont été adoptées dans les pays du CIR, une mesure clé pour passer de la politique à la réalité. Le Bénin, par exemple, a approuvé une loi sur la promotion et le développement des MPME, ainsi qu'un nouveau code des investissements reprenant les priorités établies dans l'EDIC. Au Malawi, la Loi sur le contrôle des marchandises a été adoptée, ce qui accroît la prévisibilité pour les importateurs et les exportateurs; et, au Népal, un amendement à la Loi sur les entreprises industrielles a désormais été adopté.

### Résultats clés



**8 EDIC en préparation en 2020, fournissant des données de base pour des politiques en matière de commerce et des investissements.**



**2 nouvelles politiques relatives au commerce et à l'investissement mises au point en 2020, portant le total de ce type de politiques à 46 à l'heure actuelle.**



## L'EDIC actualisée du Bhoutan remédie aux difficultés liées à la COVID-19

Malgré les importantes difficultés posées par la COVID-19, le projet de rapport concernant la mise à jour de l'EDIC du Bhoutan a été établi en 2020 avec la volonté de conserver l'élan du pays vers une croissance solide et la stabilité macroéconomique.

Il était essentiel d'anticiper le reclassement et les impacts possibles de la COVID-19 dans la préparation de l'EDIC actualisée de 2020. Chaque chapitre contient ainsi une petite description des impacts de la pandémie sur un secteur particulier, ainsi que les mesures d'atténuation proposées et les actions entreprises par les pouvoirs publics et le secteur privé. Des

mesures spécifiques ont été proposées pour faire face à la COVID-19 et planifier le reclassement des pays. Parmi les principales mesures proposées dans l'EDIC actualisée, mentionnons le caractère indispensable d'une réponse nationale à la pandémie et d'un soutien financier aux personnes touchées par la COVID-19 (en particulier les jeunes et les femmes) et au secteur privé. La mise à jour invitait également à commanditer des études d'impact concernant les secteurs les plus touchés comme le tourisme, la construction, le transport, le transit et la logistique.



## Objectif n°2: Renforcer la coordination des institutions pour le développement du commerce et l'investissement

Le CIR continue de s'employer à renforcer les cadres institutionnels dans les PMA, notamment en ce qui concerne la capacité technique à soutenir l'Aide pour le commerce ainsi que les mécanismes de dialogue gouvernement-donateurs et public-privé. Plus de quatre-vingts pour cent (80 %) des mécanismes de dialogues public-privé signalés en 2020 comprenaient des associations de femmes. En moyenne, en 2020, un peu moins de cinq réunions ont été organisées dans les pays du CIR. Toutefois, l'impact des restrictions liées à la COVID-19 est clair car la majorité de ces réunions ont eu lieu pendant la première moitié de l'année. Parmi les pays ayant présenté un rapport, les mécanismes plus vastes de dialogue formel avec les donateurs se sont réunis en moyenne à deux reprises. Dans certains pays, il est indiqué qu'il n'a pas été possible d'organiser des réunions en raison des restrictions liées à la COVID-19.

### Résultats clés



**40** pays du CIR ont intégré les fonctions des UNMO dans le dispositif gouvernemental, dont **5** de plus remplissant les critères d'intégration en 2020.



**45** pays du CIR disposent de mécanismes de coordination public-privé, dont **1** de plus en 2020.



## Promouvoir le dialogue public privé local en RDP lao



©UNMO RDP lao



©UNMO RDP lao



©UNMO RDP lao

Le CIR s’emploie à résoudre les problèmes du secteur privé en RDP lao en facilitant le dialogue entre les secteurs public et privé dans certaines parties du pays qui sont centrales dans la production de maïs, de riz et de thé. Malgré la COVID-19, l’équipe de projet a réussi à planifier un ensemble de réunions de dialogue formel tant dans la première que dans la deuxième partie de l’année.

Des documents de synthèse sur 22 questions prioritaires visaient à débloquer les contraintes commerciales, dont 2 qui avaient déjà été résolues (concernant les complications lors de l’importation d’intrants et les coûts élevés des inspections d’usines) et 12 autres concernant lesquelles «d’importants progrès» avaient été réalisés.

Dans le cadre de cette intervention, la capacité avait été renforcée dans des domaines clés, y compris pour les responsables locaux et le public en général en ce qui concerne des manières plus simples de lancer de nouvelles entreprises.

**“Offrir de nouvelles manières plus efficaces de lancer des petites entreprises a permis à davantage de personnes dans des zones reculées de tirer profit du commerce”** a dit M. Aphisid Sengsourivong, Directeur général adjoint du Département de l’enregistrement et de la gestion des entreprises, Ministère de l’industrie et du commerce.



## Objectif n° 3: Renforcer les capacités en matière de formulation et la mise en œuvre des politiques

Le CIR offre une formation aux parties prenantes des PMA afin de garantir qu'elles aient les compétences nécessaires pour tirer profit au maximum des avantages de la participation au système commercial mondial. En œuvrant dans le cadre des systèmes nationaux, nous sommes en mesure de cibler des échelons – en mettant l'accent sur les groupes marginalisés, nous pouvons faire en sorte que les femmes et les MPME soient incluses. Dans le cadre des projets menés par le CIR au cours de l'année, une formation a été dispensée pour renforcer les compétences locales requises pour traiter les questions commerciales complexes et s'adapter à un environnement commercial qui évolue rapidement, ainsi que pour développer une collaboration solide avec les partenaires pertinents au-delà des organisations participantes du CIR. Les pays du CIR continuent de renforcer la capacité d'informer et de communiquer de manière plus efficace. En Ouganda, par exemple, en soutien au renforcement des liens des producteurs d'artisanat, une exposition nationale a été organisée au profit de plus de 10 000 personnes et de nombreuses autres en ont bénéficié grâce à des campagnes sur les stations de télévision et de radiodiffusion nationales.

### Résultats clés



#### Plus de 9 000 personnes

(dont 49% de femmes) des secteurs public et privé, ainsi que de la société civile ont participé à des activités de formation du CIR en 2020. Les formations ont porté, entre autres, sur la facilitation des échanges, les négociations commerciales, le commerce électronique, les langues et les TIC. Grâce à des liens novateurs avec des partenaires tels que la Société internationale islamique de financement du commerce et la Chambre de commerce internationale (CCI), le CIR s'emploie également à renforcer les capacités en matière de financement du commerce dans les PMA.



## Renforcement des capacités axé sur le commerce au Togo

En 2020, un projet mené par le CIR au Togo a renforcé la capacité institutionnelle afin de contribuer à garantir le caractère durable des filières commerciales nationales du karité et de la noix de cajou.

Le karité est une culture d'exportation essentielle pour le Togo. Avec une production oscillant entre 20 000 et 25 000 tonnes d'amandes par an, le Togo est le septième plus grand producteur de karité dans le monde. Selon l'Alliance globale du karité (AGK), les parties prenantes estiment que la production pourrait encore être considérablement augmentée.<sup>1</sup>

Dispensées dans le cadre de plus de 170 MPME et au profit de près de 1 000 participants (dont environ un quart étaient des jeunes), les formations ont porté notamment sur les réglementations et procédures commerciales; la formulation et la mise en œuvre de la politique commerciale; le lien entre le secteur privé

et la politique commerciale; le financement du commerce; l'Aide pour le commerce; les règlements et procédures d'exportation; ainsi que sur le leadership et la gestion.

*“Cette formation m’a apporté les connaissances nécessaires pour mieux comprendre comment améliorer les réglementations et les procédures au profit de l’efficacité. Ces connaissances sont essentielles pour contribuer à améliorer les capacités d’exportation du Togo.”* a dit M. Katchali Batchassi, Directeur du commerce extérieur au Ministère du commerce, qui a participé à un des ateliers.



**Pour plus de renseignements sur ce projet, consultez les [Nouvelles de l'Aide pour le commerce](#)**



# But n°2 Accroître les exportations et l'accès des PMA aux marchés internationaux

Aider les PMA à tirer profit des chaînes de valeur stratégiques et à se connecter aux marchés internationaux est essentiel pour le développement et est au cœur des activités du CIR. Pour ce faire, le CIR suit une approche en trois volets mettant l'accent sur l'amélioration de l'accès aux chaînes de valeur, sur le renforcement de l'accès aux technologies destinées à être utilisées dans la production de biens et services, ainsi que sur la mobilisation d'investissements pouvant contribuer à accroître les capacités de production. Le CIR contribue à soutenir les possibilités commerciales régionales et internationales pour les PMA grâce à des activités telles que la mise en relation de fournisseurs avec des acheteurs lors de foires commerciales; l'apport d'un appui au renforcement des capacités de production; le soutien pour garantir que les entreprises – en particulier les MPME – respectent les normes en matière d'exportation; et la facilitation des échanges. Lorsque cela est possible, les activités sont abordées de manière à garantir que l'égalité des sexes et l'impact environnemental soient dûment pris en compte.



Plus de **3 000 tonnes métriques** ont été produites en 2020 par des bénéficiaires directs de projets du CIR, alors que le soutien à l'ensemble du secteur a joué un rôle dans la production de plus de **175 000 tonnes métriques** au niveau national.



**37 nouvelles transactions commerciales internationales soutenues par le CIR** –

comme les exportations de miel du Burundi à destination des Émirats arabes unis, d'Oman et du Sénégal; de beurre de karité du Mali à destination du Sénégal; et de manioc des Îles Salomon à destination de l'Australie.



## Augmentation des exportations de karité et de noix de cajou à destination des marchés internationaux

Les noix de cajou et les amandes de karité sont des cultures essentielles pour les PMA de **l'Afrique de l'Ouest**. Quatre pays de la région – **le Bénin, le Burkina Faso, le Mali et le Togo** – sont responsables d'une part importante de la production mondiale de karité. Les amandes de karité ont l'avantage supplémentaire d'être une source d'alimentation et de présenter des vertus médicinales qui suscitent un intérêt croissant de la part des consommateurs du monde entier. Augmenter les exportations de ces cultures clés pour répondre à la demande présente des possibilités économiques importantes et requiert l'intégration dans le système commercial mondial.

La filière du karité offre des possibilités directes de contribuer à réduire la pauvreté dans la région et est particulièrement utile pour améliorer la vie des femmes – selon les estimations, quelque 4 millions de femmes seraient employées dans le sous-secteur d'exportation du karité rien qu'en Afrique de l'Ouest.



**Pour plus de renseignements, consultez: [les Nouvelles de l'Aide pour le commerce.](#)<sup>2</sup>**

### Mali

Le **Mali** a connu un succès remarquable s'agissant d'accroître le volume de ses exportations de karité vers des marchés tels que l'Allemagne, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, les États-Unis d'Amérique, la France, le Gabon, le Sénégal et la Tunisie. En 2020, le Mali a exporté 311 tonnes métriques de karité, en hausse de 17% en glissement annuel. Le projet a soutenu la formation des femmes à la gestion de coopératives, au traitement du karité et à la transformation de produits du karité pour les récoltes 2019 et 2020.

### Togo

Le CIR a aidé le **Togo** à lancer la campagne de commercialisation 2019-2020 des noix de cajou et, malgré la pandémie de COVID-19, une augmentation de la production et des exportations a été enregistrée. Avec une production de 19 000 tonnes métriques de produit brut en 2020, le projet a contribué à faciliter plus de 53 000 tonnes métriques de production à ce jour. Le projet a également permis de former plus de 2 000 personnes concernant les pratiques de la chaîne de valeur, les structures des coopératives, ainsi que les réglementations et les procédures d'exportation.

## Améliorer le secteur du tourisme au Bhoutan grâce au renforcement du suivi électronique

Le tourisme contribue largement à l'économie du **Bhoutan**. Le pays aborde le tourisme selon une approche «forte valeur, faible impact» qui amène un nombre relativement faible de touristes très rémunérateurs dans le pays. Afin de contribuer à renforcer la capacité du Bhoutan de suivre ces voyageurs entrants ou sortants et de contribuer à mieux se remettre des effets de la COVID-19, en 2020, le gouvernement a accru sa capacité de collecte de données électroniques afin d'obtenir des données plus précises. La première enquête sur le tourisme national et le tourisme émetteur au Bhoutan a été réalisée en 2020 et a permis au gouvernement d'établir pour la première fois un ensemble de données de base sur le tourisme récepteur et émetteur. Ce projet a compris la mise au point d'un tableau de bord statistique sur le tourisme, qui est actuellement testé. Le tableau associé aux statistiques et à la formation permettra aux responsables politiques et aux entreprises actives dans ce secteur de prendre des décisions plus éclairées.



## Objectif n° 4: Améliorer la participation des pays du CIR aux chaînes de valeur stratégiques pour une connectivité accrue aux marchés

La connexion aux chaînes de valeur régionales et mondiales est un élément essentiel de toute stratégie visant à stimuler les exportations. Tout en mettant l'accent sur l'égalité des genres et l'environnement, le CIR contribue de manière significative au renforcement des compétences afin de participer aux chaînes de valeur mondiales et régionales, de lever les obstacles à la facilitation des échanges et de s'engager tout particulièrement avec les MPME.

### Résultats clés



**Plus de 9 000 bénéficiaires (dont 7 617 femmes et 1 643 jeunes)** ont suivi des formations financées par le CIR au cours de l'année afin d'améliorer leur participation aux chaînes de valeur, ce qui porte le total cumulé à **148 459**. Il s'agit notamment de formations consacrées à la gestion financière des producteurs de gomme arabique au Mali, et de formations destinées à améliorer le respect des prescriptions SPS pour les producteurs de sésame au Niger. Un autre type de soutien consiste à développer des compétences pour aider les producteurs à développer des produits à valeur ajoutée à base de manioc dans les Îles Salomon.



**21 actions visant à faciliter les échanges** ont été menées en 2020, portant le total cumulé à **74**. Ces actions comprenaient le soutien à la réforme de l'Agence de promotion des importations et des exportations au Bénin; un centre d'information à guichet unique pour la facilitation des échanges au Bhoutan; et le soutien d'un plan pour la mise en œuvre de l'Accord de l'OMC sur la facilitation des échanges aux Comores. À Madagascar, un portail d'informations commerciales est en cours de développement; et en Mauritanie, le CIR a contribué à la création du Comité national de facilitation des échanges. Les structures du CIR en Zambie ont soutenu le dialogue qui a contribué à l'adoption de la Loi sur la gestion des frontières et la facilitation des échanges, et de même en RDP lao, elles ont soutenu le dialogue public-privé sur la facilitation des échanges.

*“Ce projet a favorisé de nouvelles discussions et créé de nouvelles opportunités pour améliorer la facilitation des échanges. Nous saluons cette initiative d'échange d'informations, qui constitue une occasion remarquable pour les organismes gouvernementaux et les entreprises de bénéficier de l'expertise de chacun”*, a déclaré Phouvieng Phongsa, Directeur général du Département de la planification, qui relève du Ministère de l'industrie et du commerce de la RDP lao.



## Favoriser l'accès du miel éthiopien aux marchés internationaux



L'Éthiopie pratique depuis longtemps l'apiculture et est le plus grand producteur de miel et de cire d'abeille d'Afrique.<sup>3</sup> La majeure partie des récoltes sert à répondre à la demande intérieure, mais la demande internationale augmente. La mise à jour de l'EDIC de 2016 de l'Éthiopie souligne le potentiel de l'industrie du miel et note que la mise en conformité avec les normes internationales et une éventuelle certification relative à l'indication géographique sont des éléments à prendre en considération.

*“Le miel éthiopien est d'excellente qualité, mais il est essentiel de se mettre en conformité avec les normes des marchés internationaux; cela est important en termes de développement de la capacité”* a déclaré Mesgenu Argä Moach, Ministre d'État du commerce et de l'industrie de l'Éthiopie aux Nouvelles de l'Aide pour le commerce.

Dans ce contexte, un partenariat entre le CIR et le Centre international sur la physiologie et l'écologie des insectes (CIPE) travaille avec 2 650 personnes pour aider à développer des coopératives afin de stimuler le développement du secteur. Grâce à l'appui du projet, ces coopératives ont produit à ce jour 30 tonnes métriques de miel, générant ainsi 274 000 USD de revenus provenant du miel de table et de la cire d'abeille raffinée.

**Pour plus de renseignements sur ce projet, consultez les [Nouvelles de l'Aide pour le commerce](#).**



## Malgré la fermeture des frontières, les Tuvalu maintiennent leurs liens commerciaux mondiaux

Compte tenu du risque que le système de santé du pays ne soit pas équipé pour faire face à la pandémie de COVID-19, le gouvernement des Tuvalu a pris la décision difficile de fermer complètement ses frontières. Étant donné que l'économie de cette nation insulaire du Pacifique dépend largement du commerce et du tourisme, un certain nombre de Tuvaluans ont été gravement affectés par cette fermeture. Ainsi, lorsqu'il a fallu prendre une décision quant à la suite à donner à la foire commerciale annuelle de Talofa (financée par le CIR), ce ne fut pas chose facile. En fin de compte, les organisateurs ont décidé que, même si les étrangers ne pourraient pas y assister, la foire

encouragerait le commerce intérieur et aiderait le secteur privé en cette période difficile.<sup>4</sup>

*“Nous voulions que la communauté sache que ce n'est pas parce que nos frontières sont fermées que nos entreprises le sont aussi”* a déclaré Darryl Farshid Ikbal, spécialiste chargé de l'appui du CIR du Ministère du commerce des Tuvalu, à Pacific Trade Invest NZ.

Le maintien de la foire commerciale de Talofa lui permettra de conserver sa dynamique et de préserver les connexions des Tuvalu aux chaînes de valeur.



## Objectif n° 5: Améliorer l'utilisation de la technologie dans la production et les services pour certaines chaînes de valeur

Le CIR s'emploie à faire en sorte que les PMA disposent des technologies et des compétences dont ils ont besoin pour s'engager activement sur de nouveaux marchés et développer leurs infrastructures de commerce électronique. La croissance rapide du secteur des technologies au niveau mondial peut être un défi pour les PMA, mais l'environnement actuel offre des perspectives. Les progrès dans l'utilisation des technologies numériques ont été particulièrement rapides depuis le début de la crise liée à la COVID-19, ce qui souligne la nécessité pour les PMA d'être correctement équipés en nouvelles technologies afin de pouvoir tirer pleinement parti des avantages du commerce.

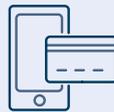
Les projets financés par le CIR contribuent à développer davantage les capacités des PMA et à les aider à monter dans la chaîne de valeur. Par ailleurs, le CIR s'emploie à fournir un soutien en matière de développement des compétences technologiques en mettant l'accent sur les groupes prioritaires (les femmes, les jeunes et les MPME) afin que les technologies offrent à la fois les outils nécessaires et de nouvelles possibilités de carrière aux personnes les plus marginalisées. En collaboration avec des partenaires stratégiques tels que la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), le CIR soutient également des stratégies visant à faire en sorte que les PMA soient prêts à tirer pleinement parti des nouvelles possibilités commerciales qu'offrent les évolutions du commerce électronique.

### Résultats clés



#### 11 nouvelles technologies, y compris

des nouvelles méthodes de transformation des noix de karité pour obtenir du beurre de karité de plus grande valeur et des technologies permettant de se lancer dans la vente en ligne, ont été adoptées en 2020 grâce à des projets financés par le CIR, ce qui porte leur nombre total à **74**.



**19 actions en faveur du commerce électronique** ont été menées en 2020 par les pays du CIR, portant le total cumulé à **62**. Grâce aux compétences acquises lors d'une formation au commerce électronique destinée aux femmes au Bénin, les participantes ont commencé à vendre leurs produits en ligne. Le Bhoutan s'est employé à former des fonctionnaires et des négociants dans des domaines liés au commerce électronique. Sur le plan politique, le Cambodge a lancé une stratégie en matière de commerce électronique; les Comores ont commencé à élaborer une politique relative au commerce électronique; et le Népal a établi une stratégie en matière de commerce électronique et est en train d'élaborer un projet de loi sur le commerce électronique. Au Rwanda, un projet du CIR consacré au commerce électronique continue d'encourager l'utilisation de nouvelles méthodes de paiement électronique et une coordination accrue entre les acteurs clés.



## Veiller à ce que le commerce alimentaire de Vanuatu se poursuive malgré la COVID-19

En transférant l'approbation des permis de biosécurité en ligne, le Vanuatu dispose d'un outil essentiel pour poursuivre le commerce sûr des produits alimentaires. Lancé en mars 2020, le module de guichet unique réduit considérablement les risques liés à l'impact sur le commerce résultant de la mise en œuvre de politiques de restriction des mouvements et de distanciation sociale. Il présente également des

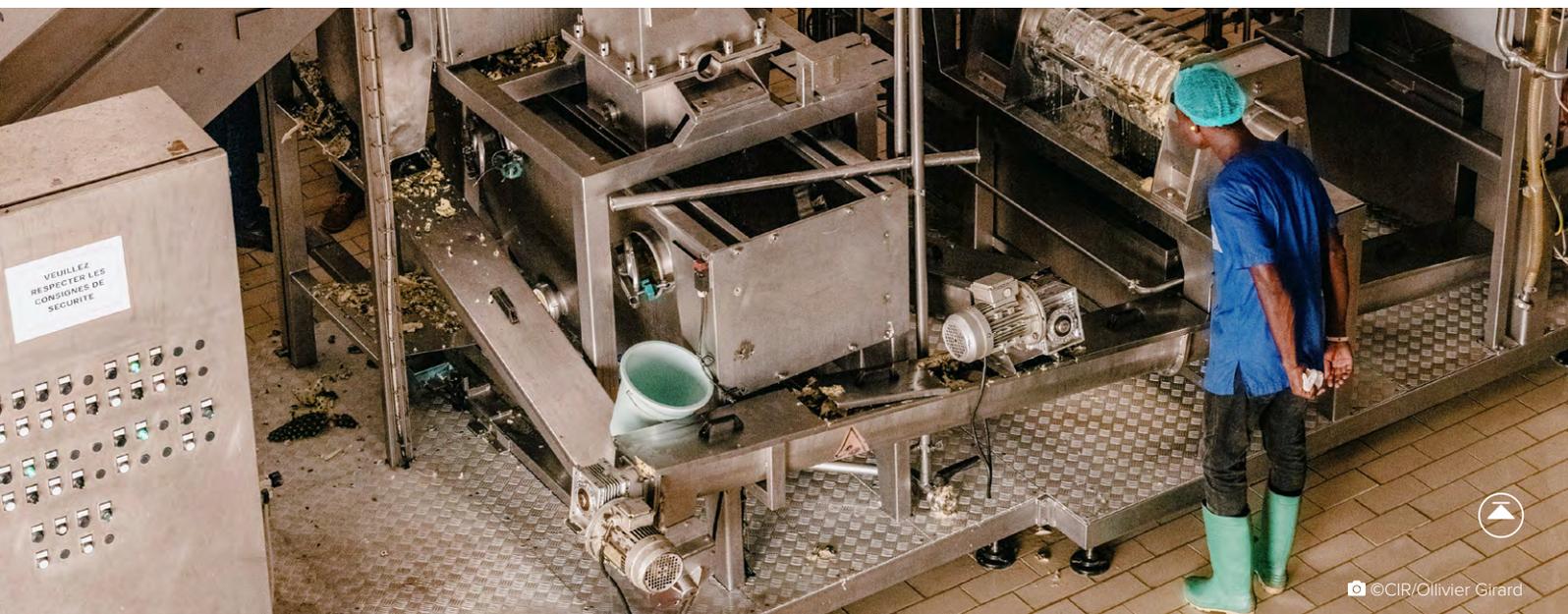
avantages environnementaux supplémentaires, notamment une réduction des déplacements en avion et en véhicule et une réduction de 85 % de l'utilisation du papier. Depuis son lancement en mars 2020, le système a traité 4 535 demandes, réduisant les délais de traitement de 4 à 6 jours à seulement 10 minutes.

## Amélioration de l'infrastructure nationale de la qualité en Guinée

En 2020, un projet pilote du CIR visant à améliorer les services de laboratoire de l'Office national de contrôle de qualité (ONCQ) de la Guinée a contribué à renforcer la capacité du pays à commercialiser en toute sécurité des aliments et des boissons par les voies établies. Les équipements et les formations de personnel associées ont déjà aidé à renforcer les chaînes de valeur, à suivre le rythme des progrès technologiques au niveau mondial et à se conformer aux normes internationales. Les investissements réalisés à ce jour ont permis d'accroître la productivité avec environ

250 échantillons analysés par mois, contre 150 par le passé.

*«Aujourd'hui, nous nous félicitons de l'acquisition de cet équipement et nous pouvons dire aux bailleurs de fonds, qui sont nos partenaires, que nous sommes réellement prêts à analyser tous les produits alimentaires qui sont importés» a déclaré Mohamed Kadiatou Sylla, Directeur général de l'ONCQ de la Guinée.*



## Objectif n° 6: Aider les pays du CIR à mobiliser (directement ou indirectement) des financements supplémentaires en faveur de la capacité de production

Il est essentiel de mobiliser des investissements de l'Aide pour le commerce et du secteur privé pour renforcer les capacités de production locales afin que les PMA puissent participer pleinement au système commercial mondial. Le CIR aide les PMA à déterminer quels sont les investissements les plus stratégiques en matière de soutien et il mobilise un soutien en leur faveur auprès de partenaires de développement, de ressources gouvernementales et du secteur privé. En veillant à ce que les projets viennent se renforcer les uns sur les autres et notamment sur d'autres projets soutenus par d'autres partenaires, le CIR peut contribuer à faire en sorte que les investissements produisent des effets à grande échelle.

Les priorités actuelles sont notamment les suivantes: mobiliser des partenariats thématiques avec des partenaires non traditionnels, aidant ainsi les PMA à mobiliser des ressources externes et nationales grâce à l'application et au suivi consciencieux des matrices des actions de l'EDIC; créer un cadre visant à favoriser l'investissement du secteur privé; et utiliser des plates-formes électroniques pour améliorer la communication, le partage de renseignements, la présentation de rapports et la transparence.

Il est important de noter qu'en tant que cadre rassemblant des partenaires de l'Aide pour le commerce le CIR a redoublé d'efforts pour mobiliser l'expertise des organisations partenaires du CIR et les connaissances stratégiques d'autres partenaires, notamment le Secrétariat du Forum des îles du Pacifique (SFIP), la Société internationale islamique de financement du commerce, le Secrétariat du Commonwealth, l'Alliance mondiale pour la facilitation des échanges, le Mécanisme pour l'Accord sur la facilitation des échanges, l'ICIPE, la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ), et bien d'autres encore.

En 2020, le CIR a investi d'importantes ressources pour stimuler et soutenir de nouvelles formes d'investissement du secteur privé et il a engagé des discussions portant sur les liens avec le domaine de l'investissement d'impact et le financement mixte.

### Résultats clés



Plus de **2,3 milliards d'USD** dans le cadre de **242 projets liés aux matrices des actions des EDIC** ont été investis par des partenaires de développement depuis le début du CIR. Le CIR contribue à accroître l'efficacité des investissements de l'Aide pour le commerce en les orientant vers les priorités nationales.



Plus de **100 millions d'USD** de cofinancement de la part des gouvernements et des partenaires de développement ont été mobilisés dans le cadre de **172** projets du CIR à ce jour, dont **10,6 millions d'USD** supplémentaires en 2020.



Plus d'informations sur [Regard du CIR sur le financement du commerce.](#)



## Mobiliser des fonds pour les priorités commerciales

**Togo:** L'engagement du gouvernement togolais envers le projet du CIR s'est manifesté par une augmentation de 400% de la contribution du gouvernement au projet depuis son lancement en 2018. Le projet a également mobilisé 250 000 USD supplémentaires par l'intermédiaire d'un fonds d'affectation spéciale multidonateurs pour l'entrepreneuriat des jeunes et l'innovation, dépassant ainsi l'objectif de mobilisation externe du projet.

**AGK:** À ce jour, l'AGK a mobilisé 337,587 USD de financement additionnel de la part d'autres donateurs, atteignant ainsi 58% du montant visé au cours de la première année. L'engagement

financier des partenaires du secteur privé a désormais atteint 607 857 USD, dépassant ainsi la valeur visée de 270 000 USD. On estime que plus de 210 emplois à temps plein ont été créés pour des femmes grâce aux contributions de cette intervention.

**Burundi:** À la suite du lobbying en faveur de la construction d'installations frigorifiques à l'aéroport de Bujumbura, le gouvernement a alloué 1,2 million d'USD dans son budget pour 2021 pour entreprendre le projet. Il s'agit d'une priorité essentielle de la matrice des actions de l'EDIC du Burundi.





# 2

## Priorités transversales pour un commerce inclusif

“Pour la Norvège, l’engagement que nous avons pris pour atteindre les objectifs de développement durable et de ne laisser personne de côté signifie un engagement encore plus fort envers les pays les moins avancés. Face à la pandémie, un soutien continu pour accroître l’accès au commerce et aux investissements est plus important que jamais, et le CIR est un partenaire clé dans ces efforts.”

*Bård Vegar Solhjell, Directeur général de l’Agence norvégienne pour la coopération au développement (Norad)*



# Autonomisation économique des femmes



La COVID-19 a mis en évidence et amplifié de nombreuses inégalités dans le monde et plus particulièrement en ce qui concerne les questions liées au genre. Selon l'ITC, les femmes ont été affectées de manière disproportionnée par la pandémie car elles ont tendance à gagner moins et à occuper des emplois précaires, souvent non rémunérés.<sup>5</sup> Cette réalité souligne qu'il est urgent d'accélérer la mise en œuvre de programmes visant à parvenir à l'égalité des sexes et à autonomiser les femmes et les filles – comme le prévoit l'ODD 5.

Le CIR s'emploie depuis des années à contribuer à l'autonomisation des femmes grâce au commerce et plus récemment par l'intermédiaire de son initiative «Rendre les femmes plus autonomes, dynamiser les échanges». Lancée en 2019, cette initiative vise à transformer la vie économique de 50 000 femmes entrepreneurs, productrices, commerçantes transfrontalières, travailleuses et femmes propriétaires de MPME.

Cette initiative, qui en est à sa deuxième année, a renforcé le soutien aux associations professionnelles de femmes; et soutenu les chaînes de valeur mondiales et régionales dans des domaines où les femmes jouent déjà un rôle important (l'agriculture et le tourisme, par exemple). L'initiative collabore également avec des partenaires stratégiques pour promouvoir des initiatives prometteuses telles que la plate-forme SheTrades lancée par l'ITC, le partenariat EQUALS de l'Union internationale des télécommunications (UIT) et l'initiative de formation sur le commerce et le genre de la CNUCED.

L'engagement du CIR en faveur de la participation des femmes au commerce contribue à renforcer les économies dans leur ensemble et à faire en sorte que les communautés soient fortifiées et prêtes pour une croissance durable. C'est pourquoi l'ensemble des travaux du CIR – de l'élaboration des EDIC aux politiques et aux projets – s'inscrit dans une optique respectueuse de l'égalité des genres.



## «Rendre les femmes plus autonomes, dynamiser les échanges»

Cette initiative est au cœur de l'action menée par le CIR en vue de contribuer à la réalisation de l'ODD 5:

“Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles”.

Pour atteindre son but, le CIR s'appuie sur deux axes de travail:

**1. Incorporer les principes d'autonomisation des femmes dans les cadres politiques et réglementaires nationaux.**



**2. Renforcer les capacités productives des MPME dirigées par des femmes et améliorer l'aptitude de ces entreprises à progresser dans la chaîne de valeur et à exploiter les marchés régionaux et internationaux.**

Le CIR renforce les partenariats existants et en crée de nouveaux pour contribuer à transformer les moyens de subsistance économique des femmes. En 2020, outre nos projets existants, dont nombre mettent particulièrement l'accent sur les femmes (par exemple, les projets SheTrades menés en collaboration avec l'ITC en Gambie, au Rwanda et en Zambie), nous avons approuvé au seul titre de l'initiative «Rendre les femmes plus autonomes, dynamiser les échanges» les quatre projets thématiques suivants.

- En partenariat avec la CNUCED, le projet du CIR portant sur la promotion d'une politique commerciale tenant compte de la dimension de genre dans les PMA mettra au point un cours d'apprentissage en ligne pour renforcer les capacités dans 30 PMA et, ainsi, contribuer à élaborer des cadres politiques et réglementaires liés au commerce favorables à l'égalité des sexes et dont les femmes peuvent profiter.
- En partenariat avec Fairtrade Australie-Nouvelle-Zélande, le projet du CIR concernant l'accès au marché international en tenant compte de la dimension de genre et de la résilience climatique par le biais du commerce équitable permettra d'ouvrir une école de cadres destinée aux femmes au Timor-Leste. Par ailleurs, le projet appuie des producteurs de café au Timor-Leste et des producteurs de fleurs en Éthiopie afin qu'ils exportent sur les marchés internationaux conformément aux normes du commerce équitable.
- En partenariat avec l'UIT, le projet portant sur l'amélioration de l'écosystème et des compétences numériques aux fins de l'autonomisation économique des femmes permettra d'améliorer l'écosystème et les compétences numériques de plus de 1 500 femmes en âge de travailler, dans les secteurs du café, du cacao et du textile et de l'habillement au Burundi, en Éthiopie et à Haïti, respectivement.
- En partenariat avec le Forum des femmes entrepreneurs d'Afrique de l'Est, le projet du CIR s'est concentré sur la génération de prix plus élevés et de nouveaux marchés pour les femmes participant aux chaînes de valeur du beurre de karité au Soudan du Sud et en Ouganda. Ce projet accroîtra la participation de 7 400 femmes et hommes dans les chaînes de valeur du beurre de karité au Soudan du Sud et en Ouganda, ce qui aura pour effet d'améliorer la qualité des produits, d'ouvrir de nouveaux marchés et d'augmenter les exportations, les prix, les recettes en devises et les revenus des participants.



## Faits nouveaux et résultats enregistrés depuis le lancement de l'initiative «Rendre les femmes plus autonomes, dynamiser les échanges»

### Points forts du programme

- Chaque nouveau projet approuvé par le CIR est évalué sur le plan de la parité des sexes, ce qui nous permet de vérifier que nos projets contiennent des mesures destinées à appuyer une plus grande inclusion des femmes dans le commerce.
- Plus de 50% de l'ensemble de nos investissements dans des projets de renforcement des capacités productives concernent des chaînes de valeur axées sur les femmes.
- La Banque mondiale, l'OMC, et d'autres organismes ont attiré l'attention sur le manque de données ventilées par sexe sur toute une série de questions, notant que le résultat est une image incomplète de la vie des femmes et des hommes. Le CIR a répondu à cette demande en exigeant que tous les projets recueillent des données ventilées par sexe afin de pouvoir suivre et évaluer les effets qu'ont les projets du CIR sur les femmes et les hommes.
- Les lignes directrices pour l'évaluation des projets du CIR rendent obligatoire la réalisation d'une analyse par sexe, laquelle favorise l'apprentissage ainsi que la diffusion des meilleures pratiques, des enseignements tirés et des résultats.



“Nous pourrions penser que les cours de formation au numérique sont essentiels aux jeunes étudiants, mais ils sont en fait tout aussi indispensables aux entrepreneurs, qui en ont besoin pour s'adapter dans une économie dont les activités ont de plus en plus lieu en ligne. Les femmes qui détiennent de petites entreprises dans les pays les moins avancés risquent d'être

laissées pour compte si elles ne parviennent pas à accéder à Internet, à trouver de nouveaux marchés, à gérer rapidement et facilement les transactions financières et à tirer pleinement parti des avantages que les outils numériques offrent aux entrepreneurs. Le projet de l'UIT, mis en œuvre dans le cadre du programme du CIR «Rendre les femmes plus autonomes, dynamiser les échanges», dote les femmes des compétences dont elles ont besoin pour prospérer et donne aux pouvoirs publics les outils nécessaires pour inclure les considérations liées à l'égalité des sexes dans les politiques et règlements de l'économie numérique.”

Doreen Bogdan-Martin, Directrice, Bureau de développement des télécommunications, UIT.



## Points forts au niveau national

- Les pays du CIR fournissent des travaux analytiques sur les analyses par sexe pour autonomiser davantage les femmes. L'ensemble des EDIC menées depuis 2018 comprenaient des analyses par sexe. L'intégration de la question de l'égalité des sexes dans une EDIC peut permettre à un PMA de mobiliser des ressources pour les femmes dans les initiatives axées sur le commerce en tant qu'élément d'un cadre global d'Aide pour le commerce.
- Dans les pays du CIR, les femmes participent de plus en plus aux dialogues sur les politiques et à la prise de décisions. Plus des trois quarts des comités de coordination commerciale qui ont présenté un rapport en 2020 ont fait participer des groupes de femmes dans le cadre des mécanismes de dialogues.
- Les pays du CIR donnent l'occasion aux entrepreneuses de renforcer leurs capacités et d'adopter de nouvelles technologies pour accéder à de nouveaux marchés. Plus de 10 000 femmes à ce jour ont adopté de nouvelles technologies pour améliorer leurs capacités de production.
- Plus de 88 000 femmes à ce jour ont bénéficié de cours de formation aux pratiques relatives aux chaînes de valeur, ce qui a amélioré leurs capacités de développer leurs entreprises et d'accéder à de nouveaux marchés.
- Grâce à la promotion et au soutien de l'intégration de la question de l'égalité des sexes dans les politiques commerciales, au moins 17 politiques relatives au commerce et à l'investissement qui tiennent compte de la parité ont été élaborées dans les PMA.



*« En RDP lao, nous mettons fortement l'accent sur l'autonomisation économique des femmes, un projet du CIR relatif à la promotion de la compétitivité à l'exportation est exécuté et une initiative de soutien à la durabilité est menée dans trois provinces reculées du nord; ainsi, nous pouvons créer des groupes de partenariats de production qui relient des centaines de productrices familiales de produits d'artisanat, de thé, de maïs et de riz aux chaînes de valeur, ce qui se traduit par un accroissement de la productivité et une amélioration des résultats à l'exportation des entreprises agricoles essentielles dans les zones pauvres. Cette situation illustre très bien l'importance de l'initiative «Rendre les femmes plus autonomes, dynamiser les échanges.»*

Mme Lattanaphone Vongsouthi, directrice d'UNMO, Ministère de l'industrie et du commerce, RDP lao.



## Les producteurs d'oignons de Gambie trouvent de nouveaux marchés

Quand les restrictions liées à la COVID-19 ont été imposées en Gambie, les agriculteurs ont été soumis à une pression intense. Les marchés locaux – où les agriculteurs ruraux vendent leurs produits – étaient fermés et les liaisons de transport nationales perturbées; par conséquent, les produits frais étaient bloqués dans les zones rurales et risquaient de s'avarier.

L'initiative SheTrades menée en Gambie – sous la direction de l'ITC et grâce aux financements de partenaires, y compris le CIR – a contribué à lever ces obstacles logistiques temporaires et à créer un cadre propice à des relations commerciales à plus long terme. Le projet a été axé sur les producteurs d'oignons car ce légume est apprécié en Gambie et les producteurs d'oignons – dont 90% sont des femmes – étaient au milieu de la période de récolte.

Le projet a permis de produire 16 tonnes d'oignons et de générer 10 000 USD de revenus pour ces agricultrices. Il a également contribué à établir de nouvelles chaînes de valeur de produits nationaux et, les ministères du commerce et de l'agriculture



étant à présent disposés à collaborer dans le cadre d'initiatives analogues, les agricultrices peuvent espérer viser des marchés d'exportation.

*“SheTrades m’a tirée d’un mauvais pas. Je tiens à remercier l’équipe de projet d’être intervenue.”* déclare Jonma Manneh Jukadou, une agricultrice de Dasilameh, dans la région d’Upper River, en Gambie.



## Réduire la fracture numérique entre hommes et femmes au Burundi, en Éthiopie et à Haïti

La différence d'accès aux technologies entre les hommes et les femmes diminue dans les pays développés, mais elle demeure importante dans les pays en développement – en particulier dans les PMA. À ce jour, dans les PMA africains, il existe un écart d'utilisation d'Internet de 31% en défaveur des femmes.<sup>6</sup> Devant cette situation, l'UIT et le CIR –en étroite collaboration avec le Partenariat mondial EQUALS pour l'égalité hommes-femmes à l'ère numérique – ont lancé un projet voué à améliorer l'environnement numérique et à renforcer les capacités numériques dans trois PMA cibles: le Burundi, l'Éthiopie et Haïti. En décembre 2020, dans le cadre du projet, un atelier virtuel a lieu à Bujumbura (Burundi). À cette occasion,



des femmes ont été initiées aux nouvelles technologies et aux nouveaux outils dans l'optique de favoriser la création, le développement et le maintien d'entreprises dans des marchés plus vastes. Plus de 85% des participantes ont dit que cette initiative les avait aidées à mieux comprendre la façon dont les technologies numériques et l'informatique pouvaient rendre leur entreprise plus concurrentielle et améliorer leurs perspectives professionnelles.

## Autonomiser les entrepreneuses d'Asie du Sud au moyen de cours de formation au commerce électronique

L'exploitation fructueuse du commerce électronique est essentielle pour permettre aux MPME de développer leurs activités et de s'intégrer dans des chaînes de valeur régionales et mondiales plus vastes, et ce fut particulièrement le cas en 2020. Le CIR s'emploie à renforcer les capacités en matière de commerce électronique parmi les MPME dirigées par des femmes en Asie du Sud dans le cadre du projet de la CESAP intitulé «Renforcement des capacités de certaines MPME dirigées par des femmes en matière de commerce électronique en Asie du Sud.» Ce projet s'appuie sur l'apprentissage en ligne pour développer les connaissances et les compétences par le biais des plates-formes électroniques visant à étendre les réseaux et à créer de nouvelles opportunités commerciales.

Des ateliers de lancement ont eu lieu au Népal, au Bangladesh et au Bhoutan en vue d'offrir des possibilités de formation aux bénéficiaires; et de permettre aux organisateurs de mieux comprendre

les besoins des parties prenantes et, ainsi, concevoir en conséquence les modules de formation en ligne. À ce jour, deux sites Web ont été lancés dans le cadre du projet.

[Le premier](#) fait fonction de site Web central pour l'apprentissage en ligne et les ressources et constitue une plate-forme pour le commerce électronique, et [le deuxième](#) sert de plate-forme permettant aux femmes d'enregistrer leur entreprise et de développer plus facilement les réseaux entre elles.

En décembre 2020, 300 entrepreneuses avaient suivi un cours de formation au marketing numérique et au commerce électronique dans le cadre du projet et, sur le portail du commerce électronique, 37 entrepreneuses, 12 clients et 79 produits uniques étaient enregistrés.



# Commerce électronique

La pandémie de COVID-19 suscite un intérêt et une utilisation accrue du commerce électronique, y compris dans les PMA.

Il ressort d'une vaste étude menée à l'échelle mondiale par la CNUCED que la pandémie de COVID-19 a modifié les comportements généraux des consommateurs et a précipité le passage à un monde plus numérisé d'une façon qui aura des effets durables.<sup>7</sup> Plusieurs secteurs s'emploient à adopter le commerce électronique aussi rapidement que possible et les pays qui n'arrivent pas à suivre risquent d'être laissés de côté. C'est l'une des raisons pour lesquelles le CIR fait une priorité de la réduction de la fracture numérique. Étant donné que seulement une personne sur cinq peut accéder à Internet dans les PMA,<sup>8</sup> il est essentiel de progresser dans ce domaine pour ces pays afin qu'ils puissent tirer parti du commerce électronique et des débouchés qu'offre le commerce numérique.

Le CIR aide les PMA à mettre à jour leurs politiques commerciales pour qu'elles tiennent compte des nouveautés technologiques telles que le commerce électronique. Pour ce faire, nous collaborons avec la CNUCED pour favoriser les évaluations de l'état de préparation au commerce électronique et les interventions complémentaires, qui permettent aux PMA de baliser leur chemin vers le développement numérique.

Dans son rapport publié en 2020 et intitulé «Fast-tracking implementation of eTrade Readiness Assessments», la CNUCED met en avant les travaux réalisés par le CIR quand elle évoque les avantages que présentent les partenariats multipartites à l'appui des initiatives relatives au commerce électronique: **«Dans le cadre de cet exercice de suivi, il a été noté combien le CIR avait aidé à l'élaboration de stratégies de commerce électronique nationales au Cambodge, au Myanmar et au Sénégal, travaux qui sont devenus des résultats du processus «eT Ready» entamé dans le cadre du dialogue entre les pouvoirs publics et les partenaires de développements.»**<sup>9</sup>



En 2020, **19 initiatives relatives au commerce électronique** ont eu lieu dans le cadre de projets du CIR, soit **62** au total. Ces initiatives comprennent des opérations concrètes, telles que des cours de formation au commerce électronique dédiés aux femmes dans des pays tels que le Bénin, la Gambie et la Zambie; des avancées dans l'élaboration de politiques de commerce électronique pour le Bhoutan et le Malawi, une nouvelle stratégie de commerce électronique pour le Cambodge et la mise en œuvre du commerce électronique au Népal.



## Tirer parti du commerce électronique au Cambodge

Le commerce électronique joue un rôle de plus en plus important dans l'économie cambodgienne. En novembre 2020, le gouvernement a lancé sa stratégie relative au commerce électronique, qui comprenait de nouvelles initiatives destinées à développer l'économie numérique et les politiques numériques des pouvoirs publics, à favoriser les start-up numériques et à appuyer le forum «Digital Cambodia», organisé chaque année. Les femmes sont saluées pour l'appui qu'elles ont apporté à la stratégie, en particulier dans le domaine du soutien à l'entrepreneuriat numérique destiné aux start-up de commerce électronique. La stratégie est la dernière initiative d'une série de mesures qui





©OMC/CIR/Ismail Badjie

révèlent que le Cambodge connaît l'importance du commerce électronique, en particulier pour ce qui est de jouer un rôle dans le système commercial mondial. La stratégie s'appuie sur la récente mise à jour de l'EDIC, qui comprenait une analyse importante des contraintes et des opportunités liées au commerce électronique.

## Appuyer les femmes au Bénin grâce à des initiatives de formation au commerce électronique

Les noix de karité occupant le troisième rang des exportations du Bénin<sup>10</sup>, le secteur du karité est une source d'emplois importante pour les citoyens

du pays. Conscient de ce fait, le CIR s'attelle à fournir un soutien spécifique aux femmes et à renforcer les capacités en matière de commerce électronique. Dans ce contexte, les femmes qui travaillent dans le secteur du karité ont suivi, au titre de ce projet, un cours de formation au commerce électronique et aux stratégies de stimulation de la commercialisation de produits à base de karité transformés. À l'issue de ces cours, certaines entrepreneuses ont créé des plates-formes de commerce électronique, tandis que d'autres ont mis à profit les enseignements qu'elles avaient tirés pour commercialiser des produits sur des plates-formes d'achat en ligne existantes. Le projet s'est révélé contribuer de manière positive à l'adoption des technologies au Bénin dans son ensemble, en plus d'avoir un effet particulier sur les revenus des femmes directement concernées.



# Durabilité environnementale



Toute économie florissante repose sur un environnement sain. Par conséquent, la croissance de l'activité économique et des exportations dans les PMA doit se faire de concert avec la durabilité. Les interventions environnementales peuvent contribuer à garantir la durabilité dans une économie en veillant à la prospérité du secteur agricole, en réduisant la consommation d'énergies ou encore en contribuant à éviter les effets négatifs du changement climatique – auquel les PMA sont particulièrement vulnérables. En outre, le commerce peut jouer son rôle dans une économie circulaire et donner accès à des mécanismes qui permettent de produire des richesses à partir de l'abondante biodiversité des PMA.

Voilà pourquoi la durabilité environnementale est un volet essentiel de tous les projets éventuels du CIR.

Chaque fois que possible, les projets sont élaborés compte tenu de la durabilité environnementale et les stratégies de croissance commerciale sont éclairées par leurs effets environnementaux tels que ceux mis au jour dans le cadre des EDIC.

Le CIR s'engage à aider les PMA à renforcer leurs capacités commerciales en mettant l'accent sur la création d'avantages environnementaux.

En 2020, dans le cadre de projets du CIR, **14 mesures particulières** directement liées à l'environnement ont été mises en œuvre. Ces mesures ont pris la forme, par exemple, d'initiatives de sensibilisation à la protection de la forêt au Bénin; d'un accroissement du nombre de systèmes écologiques de tannage du cuir au Tchad; et de l'amélioration de mesures d'incitation à la





gestion des ressources naturelles aux Comores. À Madagascar, le CIR a dispensé une formation aux pratiques de pêche durables à Madagascar; tandis qu'à Djibouti et au Soudan du Sud, des projets ont permis de former des fonctionnaires aux considérations commerciales et environnementales.

## Le Rwanda aborde la technologie sous l'angle de l'économie circulaire

La cadence d'adoption des nouvelles technologies s'est accélérée à un rythme soutenu ces dernières années – et nombre de PMA unissent leurs forces pour ne pas se faire distancer. Cependant, un corollaire fâcheux des nouvelles technologies est qu'il faut détruire les dispositifs obsolètes, qui contiennent souvent des éléments et des produits chimiques préjudiciables à l'environnement.

Sa politique nationale concernant les déchets électroniques, qui a été élaborée avec un appui initial de la part du CIR, a porté ses fruits, puisque le Rwanda dispose à présent d'installations de pointe pour le désassemblage et le recyclage des déchets électronique dans le cadre d'un partenariat public-privé. Déjà en état de marche, en 2020, les installations ont permis de récupérer 3 000 tonnes de déchets électroniques, de vendre ou de donner près de 2 000 ordinateurs remis à neuf à des écoles, de retransformer des matières qui approvisionneront le secteur manufacturier et le secteur de la construction et d'exporter des composantes qui seront transformées ultérieurement.



**Pour de plus amples renseignements, cliquez sur le lien**

[Nouvelles de l'Aide pour le commerce.](#)



# Investissement



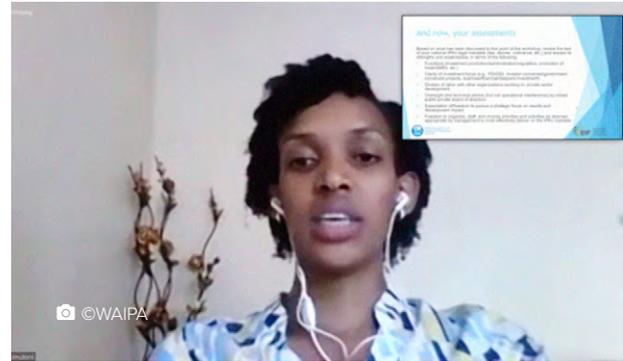
Dans une stratégie globale de développement du commerce, il est essentiel d'attirer des investissements en vue d'accroître la capacité de production. À ce titre, l'investissement est plus fermement ancré dans le plan stratégique du CIR pour la période 2019-2022, ce qui a ouvert la voie à un appui accru aux PMA dans les investissements liés au commerce. Les investissements, y compris l'investissement étranger direct (IED), offrent d'importantes possibilités pour ce qui est de générer des capitaux, de créer de nouvelles technologies, de transférer des compétences et de renforcer les réseaux nationaux et internationaux.

Le CIR s'attache à contribuer à mobiliser des investissements au moyen d'initiatives de renforcement des capacités ciblées afin que les PMA puissent créer un environnement propice aux investisseurs, notamment en concevant et en mettant en œuvre des stratégies appropriées pour attirer les investissements. Pour ce faire, le CIR collabore avec des organismes de promotion de l'investissement qui aident à trouver des investissements, à gérer les relations qui en découlent et à mieux relier les fonds aux cadres commerciaux dans les PMA. En outre, le CIR a lancé une série de séminaires en ligne et de notes de synthèse pour mieux faire connaître aux PMA la façon dont des mécanismes de financement du commerce innovants pourraient les aider à se remettre de la COVID-19. Pour de plus amples renseignements, veuillez consulter la section «[Transformation numérique – Événements internationaux](#)» qui figure plus loin dans le présent rapport.

Les projets et les équipes du CIR sur le terrain jouent leur rôle pour ce qui est de tirer parti des investissements. Par exemple, en Guinée, une place plus importante a été accordée au renforcement des mécanismes de contrôle de la qualité nationaux, ce qui a concouru à créer un partenariat

public-privé d'une valeur de 5 millions d'USD destiné à construire et à équiper un nouveau laboratoire. Dans le cadre du projet mené par le CIR au Mali, des cours de formation sur les possibilités et les stratégies en matière d'investissement ont eu lieu et l'équipe a collaboré avec des investisseurs pour obtenir plus de 1,5 million d'USD aux fins du renforcement des capacités dans le domaine de la production du beurre de karité.





## Activités de formation sur mesure destinées à améliorer les conditions relatives à l'investissement dans les PMA

En janvier 2020, le CIR a lancé son partenariat avec l'Association mondiale des organismes de promotion de l'investissement en vue de renforcer les capacités et les compétences des organismes de promotion de l'investissement, des UNMO et des fonctionnaires dans **20 PMA**.

Ce projet sur deux ans vise avant tout à améliorer le climat des affaires et les conditions relatives à l'investissement dans les PMA. En outre, il contribuera à favoriser les initiatives destinées à attirer des investissements durables et à attribuer des ressources en direction des secteurs liés au développement qui participeront de la réalisation des ODD – en particulier l'ODD 17.5, qui préconise l'adoption et la mise en œuvre de dispositifs visant à encourager l'investissement en faveur des PMA.



# Sortie de la catégorie des PMA



Pour tous les PMA, le reclassement est un jalon important sur la voie du développement. Il signifie que les indicateurs économiques et sociaux d'un pays – le revenu national brut par habitant, l'indice de vulnérabilité environnementale et l'indice du capital humain – évoluent dans le bon sens.

La COVID-19 a porté préjudice à ces indicateurs dans nombre de pays, y compris dans les PMA. L'année passée, les exportations des PMA ont souffert, les chaînes d'approvisionnement ont été perturbées, les commandes à l'exportation ont été annulées et le tourisme a pratiquement été au point mort.<sup>11</sup> Les PMA s'emploient à faire face aux effets de la pandémie et leurs démarches peuvent bloquer les progrès socioéconomiques – et, par conséquent, les perspectives de sortie de la catégorie des PMA. Le Bangladesh, ainsi que la RDP lao et le Népal, qui devaient sortir de la catégorie des PMA en 2024, bénéficieront désormais d'une période de transition prolongée de cinq ans.<sup>12</sup>

Outre le Vanuatu, qui a été reclassé en 2020, quatre autres PMA (l'Angola, le Bhoutan, les Îles Salomon et Sao Tomé-et-Principe) devraient être reclassés. Les décisions relatives au reclassement du Timor-Leste et du Myanmar devraient être prises en 2024. D'autres pays – y compris Kiribati et les Tuvalu – sont sur le point de faire l'objet d'une recommandation de reclassement. L'appui du CIR sera essentiel pour tous ces pays à mesure qu'ils avancent sur cette voie au fondement d'un développement continu, en particulier compte tenu des difficultés supplémentaires qui accompagnent la COVID-19.

## Évaluer les implications commerciales du reclassement des PMA

Avec l'appui du CIR, l'OMC a élaboré 19 rapports thématiques et par pays évaluant les implications commerciales du reclassement, dont les conclusions ont été regroupées dans deux rapports de synthèse (voir [mai 2020](#) et [juillet 2020](#)). À la suite de la flambée de COVID-19, une analyse spécifique a également été conduite en vue d'évaluer les effets qu'avait la pandémie sur [le commerce](#) et [la santé](#) dans les PMA en cours de reclassement. Par ailleurs, en 2020, une étude sectorielle relative aux conséquences de la sortie de la catégorie des PMA pour le textile et l'habillement a été lancée en collaboration avec plusieurs agences des Nations Unies, dont le Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies.

Cet ensemble de travaux a contribué à mieux faire connaître cette question aux PMA et à accroître leur participation à ce sujet, et l'on a constaté une augmentation du nombre de présentations relatives au reclassement des PMA (3) faites par les PMA<sup>13</sup> et d'interventions au sujet de la sortie de la catégorie des PMA (36).<sup>14</sup> Ce succès s'explique en partie par le fait que plus de 600 hauts fonctionnaires issus de 12 PMA sortants ont assisté à plusieurs exposés. De surcroît, des PMA en cours de reclassement, comme le Vanuatu, ont eu recours aux stratégies fondées sur des données factuelles en ce qui concerne la sortie de la catégorie des PMA et ce sujet est aussi devenu partie intégrante des

**Pour de plus amples renseignements, cliquez sur les liens**

[Mai 2020](#)

[Juillet 2020](#)

[Le commerce](#)

[La santé](#)





©CIR/José Carlos Alexandre

documents de politique nationale de sept PMA sortants, en l'espèce l'Angola, le Bangladesh, le Bhoutan, Kiribati, le Népal, la RDP lao et le Vanuatu. En outre, des questions relatives au reclassement ont été analysées dans les examens des politiques commerciales de quatre PMA sortant (le Bangladesh, le Népal, la RDP lao et le Vanuatu). Enfin, à l'instar de la mise à jour de l'EDIC du Bhoutan, qui contient un chapitre spécialement consacré à la sortie de la catégorie des PMA, de tels chapitres seront incorporés dans les EDIC des autres PMA en voie de reclassement.

## Félicitations, Vanuatu!

C'est en 2012 que le Vanuatu a franchi, pour la première fois, le seuil qu'il devait atteindre pour sortir de la catégorie des PMA, mais il s'est heurté à des difficultés considérables dans la voie de son reclassement. Le changement climatique et les catastrophes naturelles – y compris les ravages profonds causés par le cyclone Pam en 2015 – ont repoussé la date initiale de reclassement de cette nation insulaire du Pacifique et la COVID-19 a gravement nui aux envois de fonds et aux recettes éventuelles du tourisme. Le Vanuatu a persévéré malgré tout et est sorti de la catégorie des PMA le 4 décembre 2020. **D'après António Guterres, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, le reclassement du Vanuatu témoigne d'années d'efforts qui ont abouti à des gains durables en matière de développement, obtenus à grand prix.** Le pays restera vulnérable aux chocs extérieurs dans les années à venir, mais le CIR continuera de l'appuyer pendant une durée pouvant aller jusqu'à cinq ans après son reclassement.

## Examiner les conséquences qu'à la COVID-19 pour la sortie de la catégorie des PMA

En mai 2020, le CIR a organisé une séance de questions-réponses avec des experts au sujet de la sortie de la catégorie des PMA, à laquelle plus de 155 personnes ont assisté en direct et qui a comptabilisé plus de 200 vues en flux continu ou en enregistrement. S.E. Mme Mere Falemaka, Représentante permanente de la Délégation permanente du Forum des îles du Pacifique auprès de l'OMC, faisait partie des intervenants de la séance, de même que M. Daniel Gay, qui a fait part de la contribution du Secrétariat du Commonwealth, et Mme Jodie Keane, de l'Overseas Development Institute. Le groupe d'experts a procédé à un échange de vues au sujet des conséquences que la pandémie de COVID-19 aurait sur la sortie de la catégorie des PMA et des mesures que les pays eux-mêmes et les partenaires de développement devaient prendre pour atténuer ces effets.

En décembre 2020, quelque 100 représentants des délégations basées à Genève, hauts fonctionnaires des PMA et représentants d'organismes internationaux (y compris le CIR) ont participé à un séminaire en ligne axé sur les conséquences de la COVID-19 pour la sortie de la catégorie des PMA. Les experts ont fait observer les conséquences uniques avec lesquelles les PMA étaient aux prises du fait de la pandémie – telles que leur dépendance vis-à-vis des exportations de produits de base; la rigidité possible de la chaîne d'approvisionnement dans les chaînes de valeur mondiales; leurs capacités numériques limitées; et leur dépendance économique à l'égard du secteur des voyages – et ont rappelé que les PMA tarderaient davantage que les autres pays à se rétablir sur le plan économique. Cela étant, nombre de débats ont porté sur la façon dont la communauté internationale pourrait au mieux contribuer à aider les PMA à venir à bout de ces difficultés et à conserver leur élan en vue de leur reclassement.



# Pays fragiles et touchés par des conflits



Même au sein des PMA, les pays fragiles et touchés par des conflits font partie des pays les plus vulnérables de la planète. Dans bien des cas, les possibilités en matière de commerce et d'investissement peuvent être une bouée de sauvetage à laquelle se raccrocher pour reconstruire et établir des mesures économiques de promotion de la paix.

Le CIR intervient dans nombre de PMA touchés par des conflits et fragiles. Le CIR adopte une ligne de conduite soigneusement adaptée aux capacités et aux besoins propres à chacune de ces économies. Les projets sont axés sur le renforcement des capacités institutionnelles et l'établissement de partenariats avec les organisations partenaires du CIR sur le terrain pour contribuer à faire en sorte que les infrastructures de base soient établies à l'appui du commerce et du développement. De surcroît, les projets visent à autonomiser les femmes et la jeunesse et à établir des fondations qui permettent de tirer des avantages inclusifs à partir des progrès économiques et, par-là, d'aboutir à de plus grandes chances de parvenir à une paix durable.

Bien des économies fragiles dépendent de ressources naturelles non transformées, ce qui les laisse à la merci des fluctuations des prix des produits de base. D'autres se situent dans des zones sujettes aux catastrophes naturelles, phénomènes qui peuvent réduire à néant les infrastructures et, dans le même temps, paralyser une économie. Le CIR s'attache à avancer de manière progressive dans le but, à terme, de créer un environnement stable à même d'attirer des investissements et de s'intégrer dans le système commercial mondial.

Le lancement de projets dans des pays fragiles et touchés par des conflits comporte certains risques, mais le CIR est fermement attaché au principe de ne laisser aucun PMA pour compte et il dispose d'une stratégie de mise en œuvre spéciale dans ces situations.



## Appui au commerce en Afghanistan

Pour appuyer de nombreux pays, il convient de s'adapter. Après une période de suspension des interventions du CIR en Afghanistan, le projet d'appui institutionnel du CIR a été remanié et relancé. Ce projet vise à soutenir la mise en œuvre des processus d'après-accession à l'OMC, à renforcer les capacités des responsables commerciaux et à étoffer la coordination de l'Aide pour le commerce.

## Appuyer les possibilités commerciales de la République centrafricaine

La RCA s'est heurtée à d'innombrables difficultés économiques en raison des conflits qui ont marqué son histoire et de la fragilité de sa situation politique.<sup>15</sup> En outre, du fait du sous-développement de ses infrastructures, le pays n'a eu que des possibilités limitées de tirer parti du commerce intrarégional.<sup>16</sup> Cependant, avec l'appui du CIR, la RCA a accompli d'importants progrès ces dernières années pour ce qui est d'intégrer le commerce dans son Plan national de développement.

La Stratégie de développement du commerce et de l'industrie du pays pour la période 2019-2023 a été élaborée et adoptée et est à présent mise en œuvre. Cette stratégie adopte un ensemble de règlements relatifs au commerce, y compris des nouvelles lois portant création d'un code national d'investissement; un système de métrologie; ainsi que des règlements relatifs à la normalisation, à la certification, à l'accréditation et à la promotion de la qualité. En 2020, des membres du personnel en lien avec le CIR ont participé à la réunion virtuelle d'experts relative à l'agriculture et à la sécurité alimentaire en Afrique, organisée par l'Union africaine. Cette rencontre a contribué à renforcer les capacités de mesurer les conséquences de la COVID-19 pour le secteur agricole et de formuler des recommandations pour atténuer les effets qu'a la COVID-19 non seulement sur l'économie mais aussi sur la fourniture de produits alimentaires agricoles.

Dans le cadre du renforcement des capacités humaines, les formations du CIR ont contribué à renforcer la base de qualifications des fonctionnaires et des acteurs du secteur privé pour ce qui est des questions relatives au commerce. En 2020, ce sont en tout 649 personnes (48% de femmes et 18% de jeunes) qui ont bénéficié d'activités de formation portant sur des sujets allant de la facilitation des échanges à l'accès au financement en passant par l'élaboration de plans d'entreprise, ainsi que de cours de commerce destinés aux femmes et aux jeunes qui travaillent dans le secteur informel.

## Revitalisation des Arrangements nationaux de mise en œuvre du CIR au Soudan

Le Gouvernement du Soudan a franchi une étape importante en 2020, en concluant un accord de paix avec la quasi-totalité des groupes d'opposition armés internes pour mettre fin à 17 ans de conflit. Dans le sillage de cet élan positif, le SE et le GFAS, aux côtés du facilitateur des donateurs du CIR dans le pays, l'Union européenne, ont agi rapidement et organisé des réunions avec le Ministère du commerce. Il en est ressorti une nouvelle feuille de route pour revitaliser un projet institutionnel de soutien du CIR au Soudan afin de contribuer à une plus grande intégration commerciale mondiale et régionale dans le but de parvenir à un développement durable et à une réduction de la pauvreté au Soudan. Le projet vise à aborder des domaines tels que l'adhésion à l'OMC, le renforcement des capacités en matière d'élaboration de politiques, la mise à jour de l'EDIC et la conception de projets d'appui visant à résoudre les contraintes liées à l'offre.



# MPME



Les MPME sont l'épine dorsale des économies nationales, en particulier dans les PMA. Elles sont un moteur essentiel de la croissance économique, de la création d'emploi, de la fourniture de biens et services publics et de l'allègement de la pauvreté. En outre, le développement des MPME contribue à la concrétisation de l'ensemble des 17 ODD.<sup>17</sup>

Plus de 13 000 MPME ont bénéficié à ce jour d'un soutien dans le cadre de projets du CIR, dont 1 925 en 2020. Les petites et moyennes entreprises sont des créateurs essentiels d'emplois et de nouvelles exportations en provenance des PMA. Le CIR a, par exemple, appuyé de petites entreprises au Bénin pour ce qui est de l'accès au financement, du commerce électronique et de la gestion de la qualité; en Mauritanie, il a organisé des activités

de formation à l'intention des MPME au sujet de la création de valeur ajoutée dans le cadre de la production de jus de fruit; et au Togo, il a favorisé la création de liens avec les marchés pour les entreprises. En Guinée équatoriale, un soutien a été apporté pour aider les MPME à faire face aux chocs liés à la COVID-19, ce qui a contribué au maintien de l'emploi.

Favoriser la croissance des MPME contribue également à réduire les inégalités et à promouvoir l'inclusion.<sup>18</sup> De manière générale, la création d'emplois par l'intermédiaire des MPME profite aux plus vulnérables, au nombre desquels figurent les femmes et les jeunes.<sup>19</sup> En outre, une part considérable des MPME est détenue ou dirigée par des femmes.



En outre, les MPME se sont révélées particulièrement vulnérables aux conséquences de la COVID-19. Leur secteur est celui qui a été le plus touché par les confinements, les restrictions aux voyages et les autres mesures prises par les pouvoirs publics pour contenir le virus.<sup>20</sup> D'après l'enquête menée par l'ITC en 2020 pour évaluer l'impact de la pandémie sur les entreprises, près des deux tiers des micro et petites entreprises considèrent que la pandémie a fortement nui à leurs activités et un cinquième déclare risquer de fermer définitivement dans les trois mois.<sup>21</sup> Conscients de ces difficultés, les pouvoirs publics de 19 PMA ont introduit des mesures de report de paiement des impôts et autres frais d'exploitation à l'intention des MPME.<sup>22</sup>

## Formation commerciale à l'intention des agriculteurs dans les Îles Salomon

L'agriculture compte pour 16% environ du total du PIB des Îles Salomon, ce qui en fait le secteur qui contribue le plus à l'économie du pays.<sup>23</sup> Le secteur peut aider grandement le pays à mieux participer au système commercial mondial et à en tirer profit. Cependant, la plupart des activités d'agriculture et de pêche continuent d'être pratiquées avec pour unique objectif la subsistance. Le CIR s'emploie à faire bouger les lignes. En 2020, 13 séances de formation ont eu lieu dans l'optique d'aider les producteurs indépendants de taro et de manioc qui pratiquent une agriculture de subsistance à mieux comprendre comment collaborer pour créer une MPME susceptible d'accroître la production et de faire parvenir les produits sur les marchés locaux et internationaux. Cette action porte déjà ses fruits, car une MPME se remet à exporter du manioc surgelé à destination de l'Australie.



**Le Cadre intégré renforcé** @EIF4LDSc - 13 oct. 2020

Le confinement en 🇰🇲 Ouganda a entraîné une interruption des activités commerciales. Bien qu'ils manquent d'argent, des entrepreneurs comme Anne Kalinzi, en Ouganda, ont bon espoir pour leur entreprise, car ils y voient une occasion de repenser et de se recentrer!

⚡ #PowerupTrade pour que les MPME puissent prospérer à nouveau!



3

61

2,1 k



**Le Cadre intégré renforcé** @EIF4LDSc - 6 nov 2020

🇬🇲 En Gambie, de jeunes entrepreneurs créent des solutions innovantes pour lutter contre la pandémie!

Ndey Fatou Nije est l'une des femmes qui produisent des masques imprimés en 3D.

⚡ Nous devons #PowerupTrade pour qu'elles restent en activité!

Plus par @ITCNews [intracen.org/news/Story-You...](https://intracen.org/news/Story-You...)



7

17





# 3

## Points forts du programme

“En appuyant le développement de cadres institutionnels solides pour le commerce et en investissant dans des chaînes de valeur telles que celles des cuirs et peaux et du sésame, le CIR joue un rôle clé dans l’intégration de notre pays et d’autres PMA dans la ZLECAf et dans le système commercial mondial.”

*S.E. M. Sadou Seydou,  
Ministre du commerce de la promotion du secteur privé du Niger*



# Suivi, évaluation et apprentissage (SEA)



## Introduction

Les procédures opérationnelles du CIR reposent sur des systèmes de SEA solides afin d'obtenir de bons résultats et des enseignements permettant une amélioration constante.

### Objectifs atteints en 2020:



**Un recours accru à des pratiques de SEA solides**, à la suite de l'organisation d'activités de formation du CIR sur les systèmes de SEA qui ont réuni plus de 100 participants et le lancement du programme de détachement du CIR.



**La consolidation des systèmes liés aux projets** par l'amélioration du Système de gestion de l'information (SGI) du CIR et des processus d'évaluation des projets.



**Un suivi réactif des projets** par l'intermédiaire de missions de suivi physiques et virtuelles dotées de mécanismes en la matière adaptés au vu de la situation liée à la COVID-19.



**Une gestion dynamique des risques liés à la pandémie de COVID-19** assurée par une équipe spéciale conjointe du SE et du GFAS.



**Des résultats solides en matière d'optimisation des ressources** dans le cadre de la mise en œuvre et du suivi de la matrice pour l'optimisation des ressources.



**Le renforcement des systèmes d'évaluation des projets** grâce à une note d'orientation mise à jour.



**Adaptation et redevabilité accrues du programme** par la mise à jour des cibles du cadre logique du programme et une note explicative plus précise.

## Amélioration des outils des équipes de pays du CIR par le renforcement de leurs capacités en matière de SEA

**Participation de cent soixante-deux (162) personnes à des ateliers spécifiques sur le SEA, y compris deux activités en personne avant la mise en place des restrictions liées à la COVID-19.** Pour s'adapter à la situation, une série d'ateliers en ligne a été mise en place, dont un consacré à la gestion des évaluations et, surtout, un autre portant sur la gestion des risques, les deux ayant suscité des réactions et des remarques positives.

### Lancement du programme de détachement SEA.

Les deux premières personnes détachées (du Sénégal et de la Tanzanie) ont rejoint le SE entre septembre et décembre 2020. Outre la formation sur place, le programme de détachement permet d'intégrer directement les vues et les données



d'expérience des bénéficiaires du CIR dans les mécanismes opérationnels du programme. Les personnes détachées ont été formées et exposées aux travaux menés par les équipes de l'ITC, organisme partenaire du CIR, s'agissant des processus d'évaluation dans leur région.



**Mme Maimouna Gueye**  
Experte chargée de projets et de suivi et évaluation (S&E),  
Ministère du commerce et des PME du Sénégal

*“Ce qui m’a semblé le plus utile dans ce programme, c’est le travail en équipe. J’ai beaucoup appris aux côtés des coordonnateurs et de l’équipe chargée du SEA. De plus, j’ai amélioré ma maîtrise des outils de formulation et de suivi et d’évaluation élaborés par le CIR (cadre des résultats du programme, plan stratégique, lignes directrices pour les évaluations, questionnaire sur les indicateurs, modèle de rapport technique, base de données, etc.).”*

### Au Sénégal, le système de suivi et d'évaluation sera renforcé, notamment par:

- l'établissement d'une base de données pour le programme;
- le renforcement des outils pour assurer un suivi des plans de travail du projet, des recommandations et des risques;
- la contribution à l'élaboration d'outils pour la formulation et le suivi des projets du Ministère chargé du commerce”.





©Natasha Ngalla Ngowi

**Mme Natasha Ngalla Ngowi**

Fonctionnaire principale chargée des questions commerciales et spécialiste du S&E, Ministère de l'industrie et du commerce de la Tanzanie, Département de la politique et de la planification: unité de coordination des programmes et des projets.

“Le programme de détachement offre des connaissances et des compétences qui ne peuvent être acquises lors d'un séminaire ou dans une salle de classe. L'aspect pratique répond à la plupart des questions que se posent les UNMO au niveau national, y compris sur l'importance des fonctions de S&E, l'utilisation de divers outils et les prescriptions relatives à l'établissement de rapports.

**Grâce à ce programme, j'ai davantage d'idées et je vais pouvoir apporter un soutien à la Tanzanie, au CIR et à d'autres PMA.**

*Mon expérience dans le cadre du programme de détachement me fournira les compétences nécessaires pour examiner la stratégie de S&E du Ministère du commerce et de l'industrie ainsi que le plan stratégique de ce secteur pour la période 2021-2022. Je vais également apporter mes contributions dans le cadre des évaluations, des cadres logiques, des plans de S&E, des matrices de risques et des outils utilisés pour les programmes et projets en Tanzanie.”*



## Renforcement du suivi axé sur les résultats

Dans un esprit d'adaptabilité, le CIR s'efforce de renforcer et de perfectionner ses systèmes en permanence. Le Groupe de travail sur le S&E recueille les riches expériences des partenaires du CIR et continue d'apporter ses contributions à l'évolution des systèmes de SEA, par exemple:



**Le cadre logique et la note explicative du CIR ont été mis à jour.** Cette mise à jour a relevé le niveau d'ambition dans les cas où le programme avait déjà atteint ses cibles ou s'en approchait; elle a fixé des cibles pour les indicateurs mis en place en 2019 et adapté toutes les cibles à l'échelle de l'ensemble du programme.



**L'accessibilité des outils et des orientations en matière de S&E dans le SGI du CIR** a été améliorée.



**Une base de données des priorités de la matrice des actions issues** des EDIC et de leurs mises à jour a été mise au point. Elle favorisera l'amélioration de l'apprentissage et constituera une ressource clé pour l'analyse, notamment thématique, des contraintes et des priorités en matière de commerce.



**Un SGI plus sûr et plus efficace** a été mis en place, comprenant un accès facilité aux modules de téléchargement et de consultation des informations et de traitement des changements apportés aux projets. Plus précisément, les nouveautés comprennent notamment le traitement des prolongations sans coût des projets dans le cadre du SGI en vue d'accroître l'efficacité et la ponctualité de l'ensemble du processus.



**Les systèmes d'évaluation de la qualité des propositions de projet et de suivi des projets ont été améliorés.** Le processus de l'examen de la qualité au stade initial a été affiné pour garantir, entre autres choses, une plus grande attention concernant les résultats des projets, un examen plus approfondi de la contribution des éléments relatifs au genre et l'adaptation des projets à la situation relative à la COVID-19.



**Un modèle pour des plans de S&E des projets** a été élaboré et appliqué aux projets du CIR pour promouvoir l'amélioration de la qualité en matière de collecte de données et de gestion axée sur les résultats.



**La compréhension des besoins des pays a été améliorée grâce à une cartographie des systèmes de SEA dans les pays du CIR,** ce qui a permis de fournir des éclaircissements sur le fonctionnement de ces systèmes et de déterminer les domaines dans lesquels un soutien supplémentaire serait nécessaire.



**Plus de 100 rapports de projet ont été évalués** et des résultats ont été consignés avec les observations reçues concernant la mise en œuvre des projets, les résultats et les enseignements fournis aux PEMO.



## Gestion des risques



La pandémie de COVID-19 a accéléré la mise en place de processus de gestion des risques plus systématiques, ce qui était en tout état de cause un domaine d'action prévu pour 2020. Dans le cadre du renforcement des processus de gestion des risques au niveau du programme, une équipe spéciale conjointe du SE et du GFAS a été constituée, un registre des risques spécifique à la COVID-19 a été établi, et le Conseil du CIR et les parties prenantes en général ont été régulièrement tenus informés par l'intermédiaire d'un plan de continuité des activités. Une étude a été menée sur les risques au niveau des projets et dans le contexte plus large des pays afin de recenser les nouveaux risques liés à la COVID-19 pesant sur la mise en œuvre des projets et les adaptations nécessaires à cet égard. De nouveaux registres d'identification et de gestion des risques ont été mis en place dans tous les pays du CIR et un exercice de formation ad hoc a été mené à l'intention des responsables de la mise en œuvre des projets du CIR.

### Parmi les grands risques liés à la COVID-19 auxquels le programme a été confronté figuraient:

- **La chute des taux de décaissement due par exemple à une moindre disponibilité des ressources destinées aux activités des projets (marchandises et services), entraînant un retard dans la mise en œuvre.** Les mesures d'atténuation visaient notamment

à assurer un suivi plus étroit auprès des pays grâce aux appels réguliers du SE/GFAS et à ajuster les plans de travail des projets, en particulier la planification des passations de marchés. Les bonnes pratiques en matière d'adaptation des projets ont été recensées et communiquées. Dans l'ensemble, les chutes des taux de décaissement n'étaient pas évidentes; cependant, les calendriers de décaissement ont fait l'objet de modifications;

- **Des périodes de démarrage plus longues pour les nouveaux projets (comme les délais pour la signature des mémorandums d'accord et les retards dans la mise en œuvre de projets existants qui exigeaient plus de temps pour respecter les obligations administratives, ce qui a raccourci le calendrier pour l'obtention de résultats).** Pour faire face à cette situation, le Conseil du CIR a approuvé certaines flexibilités s'agissant des prolongations sans coût liées à la COVID-19 ainsi qu'un ajustement des processus pour permettre que la signature électronique des mémorandums d'accord soit acceptée. Un dialogue régulier a été maintenu avec les pays du CIR pour limiter les retards dans la mise en œuvre;
- **Des perspectives limitées concernant le financement futur du FASCIR, les gouvernements bailleurs de fonds ayant**



© Kathleen McNally

### Renforcer la gestion des risques

*«La gestion efficace des risques est essentielle pour atteindre les objectifs du CIR, et elle l'est encore plus en temps de pandémie mondiale. J'ai eu le plaisir de prendre la parole lors d'un événement du CIR consacré à la gestion des risques l'année dernière. L'atelier en ligne sur la gestion des risques, qui a réuni 57 participants issus des projets du CIR, a permis d'accroître la sensibilisation et de renforcer les compétences dans ce domaine important.»*

Kathleen McNally, Conseillère pour le programme de commerce pour le développement, Royaume-Uni



**accordé la priorité aux mesures de lutte contre la COVID-19.** Le dialogue avec les donateurs du CIR a porté sur les besoins et les éventuels déficits de financement des projets du CIR;

- **Des modalités de fonctionnement perturbées dans les PMA, ce qui a nui à la bonne gestion financière.** Certains rapports et audits financiers ont été retardés pendant l'année. Pour y remédier, une surveillance accrue et des séances de suivi ont été mises en place.

## Adaptation des mécanismes de suivi dans le contexte de la COVID-19

**Au deuxième trimestre de 2020, le CIR a rapidement agi pour adapter les mécanismes de suivi de ses projets, comme indiqué dans la section précédente.**

### Témoignages

#### Adaptation de la gestion du portefeuille

*“L’année 2020 s’est vite traduite par diverses situations dans les différents pays, mais les coordonnateurs du SE, soutenus par le personnel chargé des systèmes SEA et des services de communication ainsi que nos collègues du Gestionnaire du Fonds d’affectation spéciale pour le CIR, ont rapidement réussi à se rapprocher de chaque équipe de projet pour déterminer les risques et atténuer les nouveaux problèmes. Nous avons rapidement été en mesure de donner des conseils sur les ajustements qui devaient être apportés aux projets et même de réunir toutes les équipes pour tirer des enseignements des différentes approches. Les équipes de coordination du CIR dans les ministères du commerce ont témoigné d’un sens aigu de l’esprit d’équipe et de la collégialité. Je suis fier que nous ayons pu continuer de produire des résultats, en toute sécurité, malgré la crise.”*

Peter Donelan, coordonnateur du SE

#### Utilisation des systèmes numériques

*“Dans le contexte de la COVID-19, nous nous sommes remis à nos systèmes numériques existants, comme la passation de marchés par voie électronique et les systèmes de recrutement numériques. Nous avons ainsi eu l’occasion de continuer à aller de l’avant indépendamment des mesures mises en place pour contenir la propagation du virus. À des fins de résilience, nous avons maintenu nos obligations en matière de présentation de rapports et fait en sorte de ne pas nous écarter de la portée et du budget des projets, tout en nous penchant sur des plates-formes innovantes qui pouvaient assurer la continuité des activités..”*

Richard Niwenshuti, coordonnateur de l’unité individuelle de mise en œuvre des projets, Ministère du commerce et de l’industrie du Rwanda

## Optimisation des ressources

Les principes d'efficacité, d'économie, d'efficacité et d'équité sont des éléments fondamentaux des systèmes du CIR. La mesure dans laquelle ils sont respectés fait l'objet d'un suivi au moyen d'une matrice des actions spécifiquement conçue pour l'optimisation des ressources. La mise en œuvre de la matrice des actions pour l'optimisation des ressources du CIR (adoptée par le Conseil du CIR en juin 2018) est sur la bonne voie pour atteindre les cibles établies et fait l'objet d'un suivi aux niveaux du programme et des pays par l'intermédiaire d'une section y afférente dans les rapports descriptifs.

### Les points forts de 2020 sont les suivants:



**Les dépenses du SE et du GFAS ont été réduites** d'environ 12% (soit environ 500 000 CHF) pour le SE et de 8% (soit environ 200 000 USD) pour le GFAS. Avant la flambée de COVID-19, la plupart des missions sur le terrain du SE et du GFAS étaient menées conjointement pour optimiser les frais de déplacement. Depuis la crise liée à la COVID-19, le SE et le GFAS ont mené des missions virtuelles.



Les Lignes directrices concernant la sélection des Principales entités de mise en œuvre (PEMO) et des sous-entités de mise en œuvre des projets financés par le CIR (approuvées en 2019) **ont été déployées pour garantir la sélection ouverte et transparente des fournisseurs de services** en vue et assurer ainsi le meilleur mode de mise en œuvre.



**Le taux des frais d'administration du SE et du GFAS** en ce qui concerne le portefeuille de financement global est **d'environ 10,41%**, ce qui reste en deçà des 13% de l'ensemble des contributions annoncées pour les phases un et deux du CIR.



**Tous les projets financés par le CIR et mis en œuvre par les UNMO** sont dotés d'un budget fondé sur les activités, ce qui permet une meilleure répartition et rationalisation des ressources pour les résultats essentiels des projets.

Pour aller plus loin, le SE et le GFAS continuent de collaborer avec les UNMO et les PEMO pour inclure la matrice des actions pour l'optimisation des ressources dans les plans de S&E des projets nationaux. Au niveau des programmes, les aspects d'optimisation des ressources continueront d'être pris en considération dans le processus de renforcement du S&E.

## Enseignements tirés et évaluations

### Amélioration des lignes directrices pour l'évaluation des projets du CIR

Une mise à jour complète des lignes directrices du CIR pour la réalisation des évaluations a été lancée en 2020. Pour assurer la plus grande

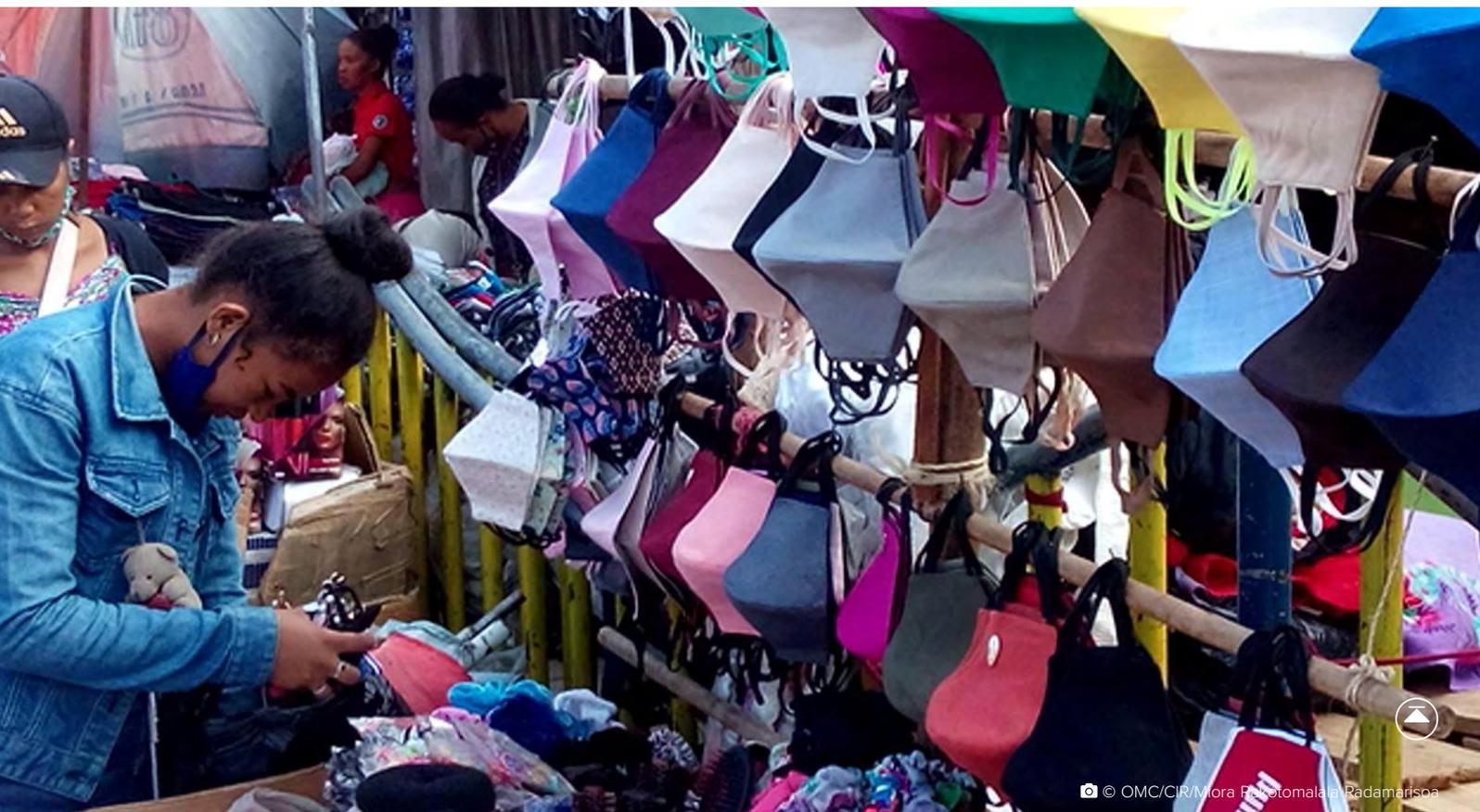
**TABLE DES MATIÈRES**

<b>ABRÉVIATIONS</b> .....	2
<b>1 INTRODUCTION ET CONTEXTE</b> .....	4
<b>2 PRINCIPES D'ÉVALUATION ET ORGANISATION</b> .....	5
2.1 Principes d'évaluation .....	5
2.2 Responsabilité en matière d'évaluation .....	5
<b>3 PROCESSUS D'ÉVALUATION</b> .....	6
3.1 Planification de l'évaluation, examen des projets et détermination de la nécessité de mener une évaluation .....	8
3.2 Détermination des paramètres d'évaluation et élaboration du mandat d'évaluation .....	12
3.3 Recrutement des évaluateurs .....	16
3.4 Phase de lancement de l'évaluation.....	18
3.5 Mise en œuvre et suivi de l'évaluation et communication autour de l'évaluation .....	22
3.6 Élaboration du rapport d'évaluation .....	23
3.7 Informations en retour sur l'évaluation et suivi .....	27
Annexe 1: Liste récapitulative des questions à poser dans le cadre de l'évaluation .....	30
Annexe 2: Modèle de mandat d'évaluation .....	34
Annexe 3: Modèle de déclaration relative aux normes d'évaluation et aux conflits d'intérêts .....	39
Annexe 4: Critères permettant d'apprécier les propositions pour l'évaluation des projets, et grille de notation proposée.....	42
Annexe 5: Modèle de rapport de lancement de l'évaluation .....	44
Annexe 6: Modèle de rapport pour une évaluation finale.....	52

clarté et promouvoir la normalisation à l'échelle du programme, une série d'annexes détaillées a été élaborée à l'intention des équipes dans les pays afin de soutenir les processus. Parmi ces annexes figure, par exemple, une liste récapitulative pour que les UNMO examinent la qualité des projets de rapports d'évaluation avant le contrôle de la qualité mené par le SE et le GFAS. Les lignes directrices actualisées comprennent également un nouveau mécanisme permettant de simplifier l'examen à mi-parcours et de procéder à l'examen final des projets de soutien à la durabilité.

### Évaluation du programme du CIR pour 2021

Le mandat régissant l'évaluation complète du CIR a été élaboré par le Sous-comité d'évaluation. Le processus de passation de marché pour cet exercice a été lancé et devrait commencer au deuxième trimestre de 2021 pour se terminer avant la fin de l'année.





# Mobilisation de ressources, partenariats et communication au service des résultats

En 2020, la pandémie de COVID-19 a entraîné un ensemble de difficultés particulières qui ont pesé sur les partenariats, la communication, la mobilisation des ressources et les relations avec les donateurs du programme. Face à cette situation, le CIR a tiré sa force du partenariat mondial qu'il constitue pour consolider et maintenir l'engagement en faveur du programme. Le renforcement du partenariat a permis au CIR d'accroître la visibilité de sa communication numérique à l'échelle mondiale et d'obtenir des financements supplémentaires et le soutien des donateurs en faveur de la phase actuelle des travaux du programme (2016-2024).

Entre mars 2020 et la fin de l'année, le CIR a réuni ses partenaires pour qu'ils témoignent de leurs expériences s'agissant de l'incidence de la pandémie sur le commerce dans les PMA par l'intermédiaire de son nouveau site, [Nouvelles du commerce pour le développement](#), de



ses comptes sur les réseaux sociaux, du site Web du groupe et d'une série d'activités numériques mondiales. Parmi les participants figuraient des représentants de gouvernements de PMA et d'institutions internationales, des donateurs, des universitaires et des acteurs de la société civile prenant part à des activités commerciales dans les PMA.

L'engagement des donateurs du CIR pour faire face à la pandémie s'est traduit par de nouvelles contributions financières apportées par l'Allemagne, l'Estonie et la Finlande pour un montant total de 2,1 millions d'USD versé au FASCIR. Le CIR a également mobilisé 10,6 millions d'USD au titre de cofinancements en provenance de gouvernements de PMA, de partenaires de développement et du secteur privé afin de financer ses projets sur le terrain. Le programme a obtenu ces contributions malgré les difficultés budgétaires rencontrées par nombre des donateurs du CIR et des gouvernements de PMA.

## Points forts de 2020



**2,1 millions d'USD de nouvelles contributions financières** ont été reçus de la part de l'Allemagne, de l'Estonie et de la Finlande.



**1 Guide sur la mobilisation des ressources**, dans une édition mise à jour, distribué à tous les partenaires du CIR et accessible au public.



**Plus de 3 500 participants** – visionnage en direct et à la demande – aux activités numériques portant sur la COVID-19 organisées par le CIR et ses partenaires.



**124 articles publiés sur le site [Nouvelles du commerce pour le développement](#)**, touchant potentiellement plus de **248 000 lecteurs**.



**11 tribunes libres publiées dans de grands médias**, touchant potentiellement plus de **18,3 millions de lecteurs**.



**11 bulletins d'information et 27 communiqués de presse** consultés **76 286 fois**.



**150 membres participant à CommsConnect**, la plate-forme d'échange de pratiques du CIR en matière de communication.



**123 646 nouveaux utilisateurs** sur le site Web du CIR, **soit une augmentation de 277%** par rapport à 2019.



**5 549 nouveaux abonnés sur les réseaux sociaux**, **soit une augmentation de 425%** par rapport à 2019.



## Collaboration avec les donateurs du cir et mobilisation de ressources au niveau national

Le CIR a consolidé sa collaboration avec ses donateurs en les aidant à éclairer et à orienter leurs mesures de lutte contre la COVID-19 dans le domaine du commerce au service du développement. Les interlocuteurs à Genève et dans les capitales ont manifesté un vif intérêt et ont cherché à comprendre les incidences de la pandémie sur le commerce des PMA aux niveaux mondial et national ainsi que les réactions de ces pays face aux difficultés liées à la COVID-19. Dès le début de la pandémie, le CIR a rapidement montré qu'il était un partenaire digne de confiance et fiable en produisant et en communiquant des connaissances et des renseignements relatifs aux incidences de la COVID-19 sur le commerce des PMA par divers moyens – y compris par l'intermédiaire du site Nouvelles du commerce pour le développement et de mises à jour régulières transmises aux parties prenantes du programme.

Les nouvelles contributions financières de l'Allemagne, de l'Estonie et de la Finlande contribuent à soutenir 29 projets financés par le CIR qui avaient été approuvés en 2020 pour un montant de 21,3 millions d'USD.

Le CIR a également mis à jour son [Guide sur la mobilisation des ressources](#) pour fournir de nouvelles connaissances aux ministères du commerce des PMA sur les effets que pourrait avoir la COVID-19 concernant les possibilités de financement liées à l'APD en faveur des PMA. Des outils numériques accompagnaient le Guide afin d'améliorer la visibilité du financement du commerce dans les PMA, y compris une [série de vidéos en 12 épisodes](#) sur la mobilisation des ressources réalisée à l'intention des parties prenantes du CIR.



**Télécharger le guide**  
[Guide sur la mobilisation des ressources](#)



**Visionner les vidéos en ligne**  
[série de vidéos en 12 épisodes](#)

## Partenariat avec et en faveur des PMA

Les partenaires du CIR ont intensifié leur soutien au programme dans le cadre du financement du commerce, de la coopération régionale et de la communication. Le CIR a noué un nouveau partenariat axé sur le financement du commerce avec la Société islamique internationale de financement du commerce et la CCI afin de renforcer les capacités des PMA. Ce partenariat, mis en œuvre dans le cadre d'une initiative d'un an entre 2020 et 2021, proposera des activités de renforcement des capacités à 11 fonctionnaires gouvernementaux provenant de 8 PMA. Cette initiative vise à terme à aider les PMA à consolider leurs connaissances et leur réseau en matière de financement du commerce alors que de nouvelles approches financières de la reprise après la COVID-19 s'avèrent nécessaires.

Le CIR a également renforcé son partenariat avec le SFIP. Il a lancé un nouveau projet régional sur l'assurance de la qualité des infrastructures dans

le Pacifique, qui sera mis en œuvre par le SFIP et des partenaires. Il s'est également associé à une initiative relative au commerce électronique menée par le SFIP, dont l'objectif est d'orienter la collaboration future au niveau régional et l'intégration en matière de commerce électronique et de commerce numérique.

Le CIR a recueilli un vaste soutien auprès des organisations partenaires et des partenaires stratégiques, y compris le SFIP, le Secrétariat du Commonwealth et l'IFTC, pour qu'ils contribuent aux efforts de communication et de sensibilisation. Les partenaires ont activement contribué à la plate-forme Nouvelles du commerce pour le développement, aux activités numériques, aux campagnes sur les réseaux sociaux et aux activités de renforcement des capacités organisées par la plate-forme CommsConnect du CIR.



## CommsConnect: une nouvelle plate-forme d'échange de pratiques consacrée à la communication



Le renforcement des capacités des ministères des PMA demeure une grande priorité stratégique des travaux de communication du CIR. En 2020, le CIR a lancé CommsConnect, la première plate-forme d'échange de pratiques du programme consacrée à la communication. CommsConnect a réuni plus de 150 membres dans le cadre de diverses activités de renforcement des capacités et de formations

numériques dispensées en anglais et en français. Ces formations ont aidé les ministères des PMA à mieux faire comprendre les incidences de la pandémie de COVID-19 sur le commerce et les répercussions économiques subies par leurs pays au cours de l'année.

### Renforcement des capacités de communication dans le contexte de la COVID-19



**150 membres** issus de PMA d'Asie, des Amériques, du Pacifique et d'Afrique.



**4 modules de renforcement des capacités** ont été proposés sur les plans de communication, la gestion des réseaux sociaux, la photographie et les récits d'expérience.



**4 partenaires**, à savoir l'ITC, l'Institut international du développement durable, la Thomson Reuters Foundation et le FCDO du Royaume-Uni, ont contribué à la conception et à l'organisation des modules de formation.



**8 outils et modèles de formation** ont été consultés **plus de 1 300 fois**.



**7 vidéos de formation** ont été visionnées **plus de 3 600 fois**.

## Nouvelles du commerce pour le développement

Le site d'information du CIR, en ligne depuis trois ans, a joué un rôle de premier plan dans le renforcement des connaissances et la communication de renseignements concernant les incidences de la COVID-19 sur le développement du commerce dans les PMA. Au total, 124 articles ont été publiés sur le site au cours de l'année. Parmi ceux-ci, 57 étaient consacrés à la situation liée à la COVID-19 et portaient sur des sujets allant

des incidences de la pandémie sur le tourisme aux moyens de travailler avec les PMA pour qu'ils s'adaptent aux perturbations des chaînes d'approvisionnement mondiales et s'en remettent. Ce site d'information a fait entendre la voix d'un grand nombre de ministères du commerce des PMA et d'organisations partenaires qui ont participé à la fois au contenu et à l'écriture des récits



### Récits d'expérience en matière de commerce pendant la pandémie



**124 articles ont été publiés** et ont bénéficié d'une vaste promotion.



**113 860 visiteurs** ont été enregistrés sur le site Nouvelles du commerce pour le développement, **soit une augmentation de 80%** par rapport à 2019.



**Article le plus lu en 2020:** [«Une jeune créatrice fait bouger les lignes de la mode en Gambie»](#).



**4** reportages photos, **7** questions-réponses, **15** récits d'expérience, **25** nouvelles publiées.



**Pour de plus amples renseignements sur ce projet, cliquez sur le lien**  
[Une jeune créatrice fait bouger les lignes de la mode en Gambie.](#)



## Transformation numérique – événements internationaux

Expert Q&As

T4DNEWS X COLLAB

### Webinar series

Join EIF's Trade for Development News and experts for a series of online discussions on topics crucial to the impacts of COVID-19 on trade in least developed countries.

REGISTER || INFO:  
trade4devnews.enhancedif.org/en/webinars

T4DNEWS X UNDP PRESENT  
1 **Fragility & conflict**  
13 May 3pm CET

T4NEWS X COMMONWEALTH SECRETARIAT PRESENT  
2 **LDC graduation**  
28 May 3pm CET

T4DNEWS X UNWTO X COMMONWEALTH SECRETARIAT PRESENT  
3 **Tourism & COVID-19**  
11 June 10am CET



Les événements du CIR sont passés au format numérique en 2020, afin de prendre part aux dialogues mondiaux, de les façonner et les éclairer, et de rendre possibles des discussions autour des effets de la COVID-19 et de la relance. La plate-forme du CIR Nouvelles du commerce pour le développement a organisé, dans le cadre d'un partenariat avec le PNUD, l'OMT et le Secrétariat du Commonwealth, une [série de questions-réponses](#) et de discussions en ligne avec des experts internationaux sur les effets de la COVID-19 sur le retrait de la liste des PMA et le tourisme, et sur ses incidences sur les pays fragiles et touchés par des conflits. La série comprenait trois manifestations retransmises en direct, qui ont eu lieu entre mai et juin 2020 et ont attiré plus de 2 700 spectateurs, y compris les visionnages ultérieurs à la demande. Le public a activement participé à chaque séance, avec une moyenne de 50 questions posées par les participants, auxquelles des réponses ont été apportées en direct ou par courriel.



En partenariat avec l'OCDE, le Groupe de la Banque mondiale, Bamboo Capital Partners et responsAbility Investments AG, le CIR a organisé un événement en ligne intitulé «[Comment un financement novateur du commerce peut aider les PMA à se rétablir de la COVID-19](#)».



La manifestation a réuni un groupe d'experts constitué d'investisseurs, de chefs d'entreprises et de représentants des gouvernements. Plus de 830 personnes de 55 pays ont suivi la manifestation en direct ou en visionnage à la demande.

Le CIR a aussi participé activement à trois événements internationaux organisés par des partenaires. Il s'est joint au Centre du commerce international, en tant que partenaire stratégique, pour organiser son [événement de WebTV à l'occasion de la Journée des MPME](#) le 24 juin 2020. Il a aussi été «partenaire inclusif» de la [Semaine du commerce à Genève](#)



accueillie par la Geneva Trade Platform du Graduate Institute du 28 septembre au 3 octobre 2020; le CIR a aidé les PMA à faire entendre leur voix pendant les discussions et a fait ressortir les éléments essentiels pour eux. Pendant les préparatifs de la cinquième Conférence des Nations Unies sur les PMA, le CIR s'est joint à l'OCDE, à la Fondation pour les études et recherches sur le développement international, à l'UN-OHRLLS et à de nombreux autres partenaires pour organiser et accueillir l'événement intitulé [Vers ONU PMA 5: Pour se relever de la COVID-19](#) qui a eu lieu du 21 au 23 octobre 2020.



**Comment un financement novateur du commerce peut aider les PMA à se rétablir de la COVID-19**



Schéma résumant la discussion menée lors de l'événement organisé par le CIR «Comment un financement novateur du commerce peut aider les PMA à se rétablir de la COVID-19.»

**Moments forts de l'événement**



**Plus de 2 700 spectateurs, direct et visionnage à la demande confondus, pour 3 séries de questions-réponses avec des experts au sujet de la COVID-19** – participation de représentants de **44 pays à l'évènement sur la sortie de la catégorie des PMA, participation de représentants de 49 pays à l'évènement sur la fragilité et les conflits, et participation de représentants de 72 pays à l'évènement sur le tourisme durable.**



**4 articles de presse publiés** dans Nouvelles du commerce pour le développement pendant la Semaine du commerce à Genève.



**Plus de 830 spectateurs de 55 pays,** direct et visionnage à la demande confondus, pour l'évènement sur les modes de financements innovants.



**23 000 impressions sur les réseaux sociaux grâce à la couverture en direct de 4 évènements numériques organisés par le CIR.**



**9 articles de presse publiés** dans Nouvelles du commerce pour le développement en même temps que les séries de questions-réponses avec des experts au sujet de la COVID-19.



## Réseaux sociaux

En 2020, la présence du CIR sur les réseaux sociaux s'est considérablement développée grâce à de nouvelles approches et techniques adoptées dans le cadre de la nouvelle stratégie du CIR pour le numérique et les réseaux sociaux (2020-2021). Ce développement a aidé le CIR à globalement accroître sa présence, à toucher un plus large public et à susciter des réactions. Dans le cadre de cette nouvelle approche, le CIR a élaboré et mené une campagne sur les réseaux sociaux, #PowerUpTrade, coorganisée par l'OMC, le Centre du commerce international, l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel et Care International. De septembre à décembre 2020, la campagne a donné la parole à 13 entrepreneurs de 12 PMA qui ont pu expliquer en quoi la crise avait directement eu une incidence sur leurs entreprises en perturbant les chaînes de valeur mondiales.

La campagne a attiré l'attention sur les difficultés rencontrées et les succès remportés par les négociants dans les pays les plus pauvres du monde et offert une réflexion sur les manières d'améliorer l'inclusivité des chaînes de valeur mondiales. Plus de 90 publications ont été vues par 318 600 utilisateurs sur Twitter, LinkedIn et Facebook, et 40 000 utilisateurs ont vu les 2 animations vidéo de la campagne.

Le nombre d'abonnés du CIR sur les réseaux sociaux avait cru exponentiellement avant la fin de l'année. Il a augmenté de 103% sur Twitter et de 84% sur Facebook. Le compte LinkedIn du CIR a vu son nombre d'abonnés croître de 91%. Le CIR a gagné plus de 5 549 nouveaux abonnés sur les réseaux sociaux au cours de l'année, et le nombre de réactions observées sur les principales plates-formes a considérablement augmenté.



## Points marquants concernant les principaux réseaux sociaux



**5 549** nouveaux abonnés, soit 425% d'augmentation depuis 2019.



**845 621** réactions, soit 3 517% d'augmentation depuis 2019.



**170 271 clics sur des publications**, soit 5 046 % d'augmentation depuis 2019.



**264 574** vidéos vues, soit 1 245% d'augmentation depuis 2019.



**3 770 retweets ou partages**, soit 160% d'augmentation depuis 2019.





# Mise à jour sur la situation financière

## Cadre juridique

Les principaux documents juridiques du CIR demeurent i) les dispositions types relatives à la Phase Deux et ii) le document-cadre du Programme, tous deux approuvés par le Conseil du CIR en 2016. Les dispositions types fixent les conditions applicables à tous les accords de contribution signés avec des donateurs et les obligations du GFAS en matière de redevabilité et de présentation de rapports. Le document-cadre décrit les principaux résultats escomptés de la Phase Deux du CIR.

En décembre 2019, le Conseil du CIR a approuvé une prolongation de la Phase Deux du CIR, de décembre 2022 à décembre 2024. Tous les projets devront toutefois être achevés d'ici à juin 2023, à l'exception de quelques projets affectés par la COVID-19 qui pourront être mis en œuvre jusqu'en décembre 2023.<sup>24</sup> Le délai pour la clôture effective de la Phase Deux est fixé à 2024.

## Gestion financière et fiduciaire

### Engagements des donateurs et contributions reçues pour la Phase Deux

Pour la période comprise entre la conférence d'annonce de contributions du CIR organisée en novembre 2015 et le 31 décembre 2020, le montant indicatif des engagements des donateurs pour la Phase Deux s'élève à 141,04 millions d'USD, dont 122,44 millions avaient été reçus à la fin de 2020. Le tableau 1 présente en détail les fonds reçus des donateurs pour la Phase Un et la Phase Deux. Le tableau 2 présente en détail les engagements et les fonds reçus pour la Phase Deux. Les fonds déposés au FASCIR avant la fin 2020 représentent 86,82% du montant total des engagements figurant dans les accords de contribution signés pour la Phase Deux.

**TABLEAU 1. CONTRIBUTIONS DES DONATEURS DU CIR**

	Période considérée (2020) en millions d'USD		
	CIR Phase Un	CIR Phase Deux	Sous total
Fonds commun CI-PNUD et compte d'ordre du PNUD pour le CIR	33,48	-	33,48
Contributions des donateurs du CIR	166,23	107,78	274,01
Solde de la Phase Un	(12,06)	12,06	-
<b>Sous-total</b>	<b>187,65</b>	<b>119,84</b>	<b>307,49</b>
Intérêts perçus	6,73	2,60	9,33
<b>Total général</b>	<b>194,38</b>	<b>122,44</b>	<b>316,82</b>



**TABLEAU 2. DÉTAIL DES CONTRIBUTIONS DES DONATEURS POUR LA PHASE DEUX DU CIR**  
(au 31 décembre 2020, en USD)

Donateur	Engagements	Fonds reçus
Australie	3 948 121	3 607 333
Danemark	12 009 574	12 009 574
Estonie	85 054	85 054
Commission européenne	11 543 791	11 237 939
Finlande	11 113 507	11 113 507
France	4 018 307	4 018 307
Allemagne	8 337 309	7 395 024
Japon	116 071	116 071
Corée, République de	1 000 000	1 000 000
Luxembourg	5 106 785	5 106 785
Pays-Bas	472 255	472 255
Norvège	17 204 736	17 204 736
Arabie saoudite, Royaume d'	4 000 000	2 000 000
Suède	16 148 221	10 765 480
Suisse	2 000 000	2 000 000
Royaume-Uni	29 268 766	19 647 104
Solde de la Phase Un	12 064 726	12 064 726
Intérêts des placements - allocation	2 553 629	2 553 629
Intérêts des placements - remboursement par les PEMO	50 549	50 549
<b>Total</b>	<b>141 041 399</b>	<b>122 448 072</b>

### Fonds alloués à la Phase Deux du CIR et projets approuvés

Au 31 décembre 2020, les fonds nets alloués aux activités de la Phase Deux du CIR s'élevaient à 119,83 millions d'USD, dont 87,89 millions d'USD pour les projets et 31,96 millions d'USD pour les activités globales du CIR, le SE et le GFAS. Le montant total des fonds alloués à la mise en œuvre des projets dans les PMA jusqu'au 31 décembre 2020 était de 65,67 millions d'USD (46,71% du montant total des fonds alloués aux projets), alors que la part des organisations du CIR allouée à la

mise en œuvre était de 15,67 millions d'USD (11,14%). Les 6,5 millions d'USD (4,62%) restants représentent les fonds alloués par plusieurs autres organismes, dont des ONG et des organisations internationales. En 2020, 29 projets ont été approuvés, pour un total de 21,33 millions d'USD. Cela porte le nombre total de projets approuvés durant la Phase Deux du CIR à l'heure actuelle à 143. Le tableau 3 présente en détail les projets approuvés, par type et par PEMO.



**TABLEAU 3. FONDS ALLOUÉS AUX ACTIVITÉS DU CIR**

Catégorie	Type de projet	CIR Phase Un	CIR Phase Deux	Total général
Mise en œuvre par les PMA	Catégorie 1	45 212 826	20 177 861	65 390 687
	Catégorie 2	50 541 308	38 017 536	88 558 844
	Combiné	-	7 498 900	7 498 900
<b>Mise en œuvre par les PMA – Total</b>		<b>95 754 133</b>	<b>65 694 297</b>	<b>161 448 430</b>
Autre mise en œuvre	Catégorie 1	160 000	-	160 000
	Catégorie 2	10 795 671	1 625 557	12 421 228
	Régional	-	4 872 086	4 872 086
<b>Autre mise en œuvre – Total</b>		<b>10 955 671</b>	<b>6 497 643</b>	<b>17 453 314</b>
Mise en œuvre par des organisations	Catégorie 1	15 125 022	5 758 603	20 883 625
	Catégorie 2	18 803 178	2 964 739	21 767 917
	Régional	-	4 850 609	4 850 609
	Combiné	-	2 100 000	2 100 000
<b>Mise en œuvre par des organisations – Total</b>		<b>33 928 200</b>	<b>15 673 951</b>	<b>49 602 151</b>
Activités globales		5 266 818	3 600 787	8 867 605
<b>Total des activités globales</b>		<b>5 266 818</b>	<b>3 600 787</b>	<b>8 867 605</b>
SE		26 500 111	19 731 730	46 231 841
<b>Total SE</b>		<b>26 500 111</b>	<b>19 731 730</b>	<b>46 231 841</b>
GFAS		20 528 294	8 631 855	29 160 149
<b>Total GFAS</b>		<b>20 528 294</b>	<b>8 631 855</b>	<b>29 160 149</b>
<b>Total général</b>		<b>192 933 227</b>	<b>119 830 263</b>	<b>312 763 490</b>

En 2020, le CIR a fourni un soutien à divers niveaux: renforcement des capacités institutionnelles, principalement au moyen des projets de catégorie 1, des EDIC, des mises à jour des EDIC et des projets liés à l'intégration du commerce; et renforcement des capacités de production grâce à des projets de catégorie 2 et à des projets régionaux.



## Décaissements

En 2020, sur la base des accords juridiques signés avec les PEMO et des calendriers de paiement convenus, au total 24,26 millions d'USD ont été déboursés pour les projets du FASCIR concernant la Phase Deux, tandis qu'un montant de 1,37 million d'USD a été remboursé au FASCIR au titre de projets achevés dans le cadre de la Phase Un - ce qui représente une sortie nette de 22,87 millions d'USD pour le FASCIR. Comme le montre le tableau 4, le montant total des décaissements pour la Phase Un et la Phase Deux du CIR, depuis le premier décaissement jusqu'au 31 décembre 2020, est de 267,50 millions d'USD.

## Fonds disponibles

Au terme de la Phase Un du CIR, le 31 décembre 2017, le Conseil du CIR a décidé qu'en 2018 le solde des ressources non dépensées de la Phase Un serait transféré à la Phase Deux. Un montant total de 12,06 millions d'USD a donc été transféré à la Phase Deux. Avec cet ajout aux contributions des donateurs, le montant total disponible pour la programmation au titre de la Phase Deux a augmenté pour atteindre 122,44 millions d'USD. Une fois les fonds de 2020 alloués, un solde de 1,72 millions d'USD était disponible pour de nouvelles allocations à des projets du CIR en date du 31 décembre 2020, comme le montre la figure 1.

**TABLEAU 4. DÉCAISSEMENTS POUR LA PHASE UN ET LA PHASE DEUX DU CIR**  
(millions d'USD)

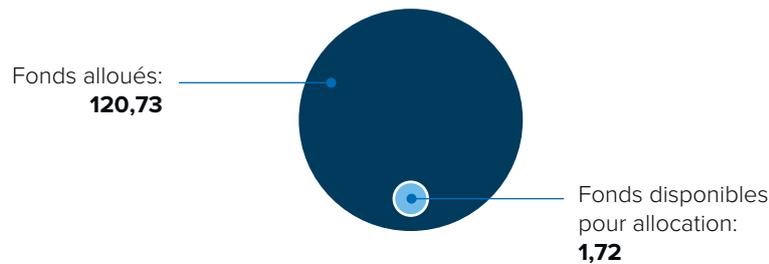
Phase du CIR	Catégorie dans le rapport annuel	2008-2019	2020	Total général
<b>CIR Phase Un</b>	Mise en œuvre par les PMA	96,64	(0,89)	95,75
	Mise en œuvre par des organisations	33,98	(0,06)	33,92
	Autre entité de mise en œuvre	11,32	(0,37)	10,95
	Activités globales	5,32	(0,06)	5,26
	SE	26,50	-	26,50
	GFAS	20,52	-	20,52
	Honoraires de gestion du Gestionnaire du Fonds d'affectation spéciale (0,75%)	1,46	(0,01)	1,45
<b>Total Phase Un du CIR</b>		<b>195,74</b>	<b>(1,39)</b>	<b>194,35</b>
CIR Phase Deux	Mise en œuvre par les PMA	25,77	11,20	36,97
	Mise en œuvre par des organisations	3,58	3,50	7,08
	Autre entité de mise en œuvre	2,00	1,51	3,51
	Activités globales	1,07	1,85	2,92
	SE	11,88	4,01	15,89
	GFAS	4,23	2,01	6,24
	Honoraires de gestion du Gestionnaire du Fonds d'affectation spéciale (0,75%)	0,36	0,18	0,54
<b>Total Phase Deux du CIR</b>		<b>48,89</b>	<b>24,26</b>	<b>73,15</b>
<b>Total général (Phase Un et Phase Deux du CIR)</b>		<b>244,63</b>	<b>22,87</b>	<b>267,50</b>

N.B.: Les chiffres entre parenthèses correspondent aux remboursements au titre de projets achevés et d'activités dans le cadre de la Phase Un.



**FIGURE 1.****Fonds au titre de la Phase Deux du CIR disponibles pour allocation**

(millions d'USD, au 31 décembre 2020)



## Transparence et redevabilité

### Garanties fiduciaires du GFAS

Conformément à son mandat et à ses attributions pour la Phase Deux du CIR, pendant l'année considérée, le GFAS a continué, dans la mesure du possible en utilisant des moyens virtuels, d'assurer un contrôle fiduciaire et de garantir la protection des fonds du CIR, malgré les difficultés causées dans le monde entier par la crise de la COVID-19. Les résultats du suivi de l'utilisation des ressources du CIR sont communiqués au SE dans le cadre des activités régulières de coordination entre le SE et le GFAS, aux donateurs du CIR à titre individuel dans le cadre de rapports ponctuels, et au Conseil du CIR le cas échéant lors de ses réunions. Les principaux outils de protection et de contrôle du GFAS, qui ont été pleinement mis en œuvre de manière virtuelle en 2020, comprennent l'évaluation de la capacité fiduciaire des PEMO et l'examen des nouvelles propositions par le Comité d'examen des projets (CEP), les missions d'aide au démarrage, l'examen des rapports financiers trimestriels et des questions fiduciaires essentielles concernant les ressources humaines, les achats, la vérification des comptes et la notification des retards. Le GFAS a de plus mené huit évaluations virtuelles de la maturité fiduciaire au

cours de l'année pour vérifier la capacité fiduciaire des PEMO des gouvernements et leur apporter un soutien ciblé pour leur permettre de renforcer cette capacité.

### Processus d'approbation préalable et définitive des projets

En 2020, le SE et le GFAS ont soumis 29 propositions de projets au Conseil du CIR (ou à son autorité déléguée) pour approbation. Ces propositions se déclinent comme suit: i) 13 projets de catégorie 1; ii) 8 projets de catégorie 2; iii) 7 projets régionaux; et iv) 1 projet combiné.



## Résultats globaux en matière de responsabilité

Le GFAS a mis au point un ensemble d'outils pour répondre aux exigences en matière de redevabilité concernant les principes du CIR (appropriation par les pays, partenariat, approche participative et fondée sur les besoins) en utilisant les principes financiers et fiduciaires internationaux (redevabilité, transparence, efficience et efficacité). La présente section décrit les résultats obtenus en 2020 s'agissant de garantir le respect des exigences relatives à ces deux composantes normatives de base.

### Mécanisme pour l'établissement de rapports du GFAS

Les rapports établis par le GFAS pour 2020 ont pour destinataires principaux le Conseil du CIR, les donateurs, les PMA et les interlocuteurs du SE. Selon le Recueil pour la Phase Deux du CIR: 2016-2022 et ses prescriptions en matière de redevabilité, le GFAS soumet les rapports suivants:

- Rapport d'évaluation des capacités et comptes rendus de réunions du CEP<sup>25</sup>: pour toutes les propositions de projet, une Mission virtuelle d'évaluation des capacités du GFAS (ou, dans le cas de la mise en œuvre par une organisation partenaire, un examen sur dossier) est menée pour examiner les capacités de mise en œuvre institutionnelles, opérationnelles et fiduciaires des PEMO. Cinq évaluations de ce type ont eu lieu au cours de l'année. Les sujets traités comprenaient les ressources humaines et les capacités de gestion administrative, la gestion financière, les achats, les systèmes de contrôle interne et le plan de travail/dispositif de suivi et d'évaluation. Le CEP du GFAS examine ensuite les propositions et rédige un rapport résumant les conclusions et recommandations du GFAS qu'il soumet ou non au Conseil du CIR pour examen.
- Rapports financiers: Le GFAS publie quatre rapports financiers intermédiaires trimestriels et un état financier annuel vérifié sur la

situation financière du FASCIR. Des rapports supplémentaires portant sur des questions spécifiques sont soumis pendant l'année à la demande des donateurs du CIR, du SE ou d'autres parties prenantes.

- Rapport d'activité annuel: Conjointement avec le SE, le GFAS a soumis au Conseil du CIR et aux parties prenantes le rapport d'activité pour 2019, qui vient s'ajouter aux 12 rapports précédents soumis depuis le début de la Phase Un du CIR. Ces rapports décrivent les résultats globaux et les progrès opérationnels du CIR ainsi que sa situation financière et fiduciaire.
- Rapports ad hoc: en 2020, plusieurs rapports *ad hoc* ont été fournis aux donateurs du CIR (l'Union européenne, l'Allemagne et le Royaume-Uni). En outre, des contributions ont été fournies pour le rapport annuel du CAD de l'OCDE.

### Établissement de rapports par les PEMO nationales<sup>26</sup>

Dans l'ensemble, les rapports établis par les PEMO nationales sont présentés conformément au calendrier prévu et aux modèles figurant dans les mémorandums d'accord. Les PEMO nationales doivent présenter des rapports financiers trimestriels et des rapports descriptifs/techniques semestriels et annuels au GFAS et au SE, en plus des rapports finaux pertinents.

La qualité des rapports financiers n'a cessé de s'améliorer grâce aux ateliers régionaux et au renforcement des capacités sur le terrain assuré par le GFAS. En outre, le GFAS a amélioré son suivi du respect par les PEMO des lignes directrices du Conseil du CIR sur le signalement des retards. La plupart des rapports descriptifs ont été reçus en temps utile (au moins pour la version préliminaire), bien que des problèmes de qualité et des retards aient parfois été constatés dans la présentation des rapports finaux. Le GFAS signale chaque année les retards au Conseil du CIR. Le dernier rapport a été



présenté à la réunion virtuelle du Conseil du CIR en novembre 2020.

### Établissement de rapports par les organisations et les autres PEMO

Les organisations et les autres PEMO présentent des rapports conformément aux obligations inscrites dans les accords juridiques correspondants. Le GFAS continue de constater des retards et des problèmes de qualité dans les rapports financiers et descriptifs communiqués par les organisations. Toutefois, grâce aux nombreux rappels et aux examens réguliers des partenariats instaurés par le SE et le GFAS, la situation s’est améliorée en 2020, notamment en ce qui concerne le remboursement des soldes des projets achevés, le cas échéant.

### Pratiques en matière de vérification des comptes

En ce qui concerne les projets du CIR, toutes les PEMO, qu’il s’agisse ou non d’organismes publics, doivent présenter des comptes annuels vérifiés, conformément aux accords respectifs signés avec le GFAS. Des mécanismes de vérification des comptes ont été instaurés dans tous les PMA qui mettent en œuvre des projets de catégorie 1 ou 2, conformément aux mémorandums d’accord pertinents. Par ailleurs, des rapports d’audit interne ou externe sont établis à l’issue de la première année de mise en œuvre des projets. Comme

l’indique le tableau 5 ci-dessous, depuis le début de la Phase Un du CIR, 418 rapports de vérification des comptes ont été établis, dont 36 en 2020. Au 31 décembre 2020, 19 rapports étaient en cours d’élaboration, et 17 étaient en attente. Le GFAS, en collaboration avec le SE, applique les critères de transmission à un échelon supérieur des constatations négatives issues de la vérification des comptes qui ont été approuvés par le Conseil du CIR.

### Base de données et système d’information

Le Pôle de connaissances du CIR constitue toujours une source d’information précieuse pour le CIR, d’une manière générale, et le GFAS, en particulier. Les renseignements émanant du Pôle sont incorporés au SGI et au site Web du CIR. En tant qu’outil évolutif, le Pôle s’améliore constamment et s’adapte aux besoins du CIR. L’un des principaux changements survenus cette année était le transfert complet du code du pôle et de sa maintenance, assurée par l’entreprise ASSIST basée au Guatemala, vers les installations informatiques du Bureau des Nations Unies pour les services d’appui aux projets situées à Valence (Espagne). En plus d’améliorer la sécurité du système, ce transfert a aussi mis fin à une dépendance envers une partie extérieure pour apporter des changements ou des améliorations. Le système a été régulièrement mis à jour pour répondre aux besoins supplémentaires signalés par les utilisateurs.

**TABLEAU 5. SITUATION CONCERNANT LES RAPPORTS DE VÉRIFICATION DES COMPTES**

Situation concernant les rapports de vérification des comptes	2008-2019	2020	Total
Achevés	382	36	418
En cours d’élaboration (vérification prévue et commencée)	4	15	19
En attente (vérification prévue, mais pas commencée)	4	13	17
<b>Total</b>	<b>390</b>	<b>64</b>	<b>454</b>





# 4 Annexes



# Résultats par indicateur



## Indicateurs au niveau des impacts

### A – Part des PMA dans les exportations de produits non pétroliers (%)

La part des PMA dans les exportations de marchandises hors pétrole - 0,8% - est stable depuis trois ans après avoir augmenté entre 2010 et 2017. Les données pour 2020 sont des estimations provisoires.

Source: Secrétariat de l'OMC



### B – Valeur du commerce des PMA (milliards d'USD)

Les estimations préliminaires pour 2020 indiquent que la valeur globale des échanges des PMA a baissé fortement au cours de l'année, les exportations de services des principaux exportateurs chutant de 39% sur l'année.

Source: Secrétariat de l'OMC



### C – Flux d'Aide pour le commerce à destination des PMA

Les flux d'Aide pour le commerce à destination des PMA ont progressé légèrement, de 13,6 milliards d'USD en 2017 à 13,9 milliards d'USD en 2019.

Source: OMC/OCDE



### D – Investissement étranger direct (IED) dans les PMA (milliards d'USD)

En 2019, les flux d'IDE vers les PMA ont diminué pour atteindre 21 milliards d'USD, dernière année pour laquelle des données sont disponibles.

Source: CNUCED (World Investment Report)



### E – Indice de développement humain (IDH) dans les PMA

L'IDH moyen pour les PMA a continué d'augmenter à un taux marginal pour atteindre 0,538 en 2019 (dernière année pour laquelle des données sont disponibles).

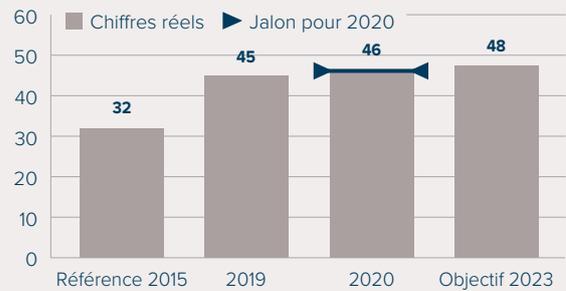
Source: Human Development Report 2020, UNDP.



## Résultat 1 – Amélioration de l’environnement commercial propice à une croissance inclusive et durable des PMA

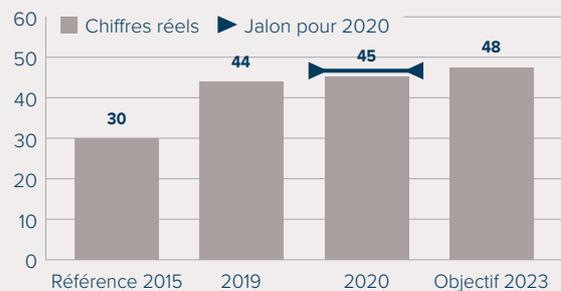
### 1.a. – Nombre de pays du CIR qui ont intégré le commerce dans leur plan national de développement

Avec un pays de plus en 2020, 46 pays du CIR ont intégré le commerce dans leur PND. Le chiffre pour 2019 a été revu à la hausse, passant de 44 à 45.



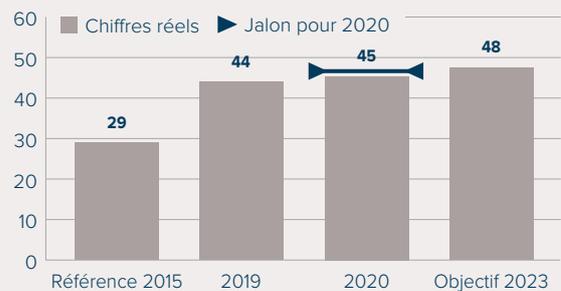
### 1.b. – Nombre de pays du CIR qui disposent de mécanismes effectifs de coordination dans le domaine commercial.

Ces mécanismes de coordination réunissent des groupes de parties prenantes clés pour examiner les questions commerciales. Avec un pays de plus en 2020, 45 pays ont indiqué disposer de mécanismes de coordination dans le domaine commercial.



### 1.c. – Nombre de pays du CIR qui disposent de stratégies sectorielles intégrant le commerce.

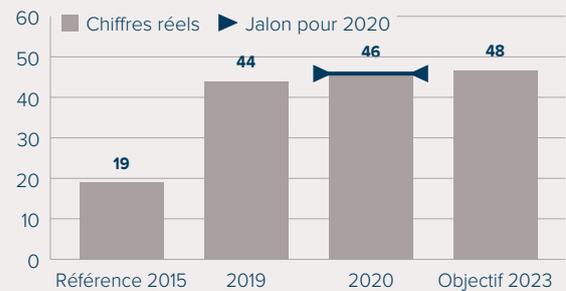
45 pays du CIR, dont un nouveau en 2020, indiquent disposer de stratégies sectorielles intégrant le commerce.



## Produit 1 – Amélioration des cadres politiques et réglementaires fondés sur des données probantes pour le commerce et l’investissement

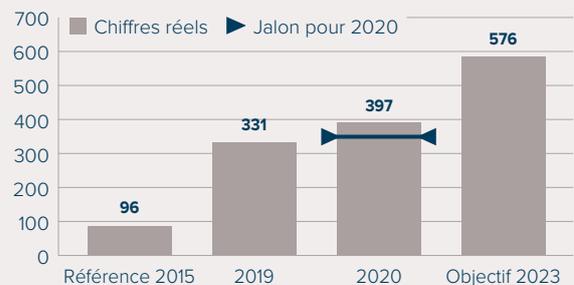
### 1.1.a. – Nombre de politiques en matière de commerce et d’investissement de qualité, formulées et mises à jour avec le soutien du CIR

Pour l’ensemble du programme, 46 politiques en matière de commerce et d’investissement, dont 2 nouvelles en 2020, ont été formulées ou mises à jour avec le soutien du CIR.



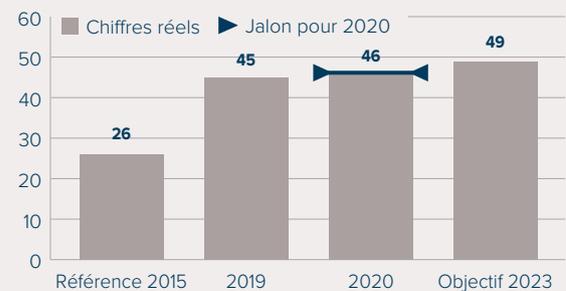
### 1.1.b. – Nombre d’actions visant à améliorer la législation et la participation à divers processus et réunions

397 actions, dont 66 en 2020 ont été entreprises pour soutenir l’environnement commercial dans les pays du CIR.



### 1.1.c. – Nombre d’EDIC effectuées avec l’aide du CIR.

46 EDIC, dont une de plus en 2020, ont été effectuées avec l’aide du CIR.



### 1.1.d. – Nombre de règlements liés au commerce et à l’investissement adoptés

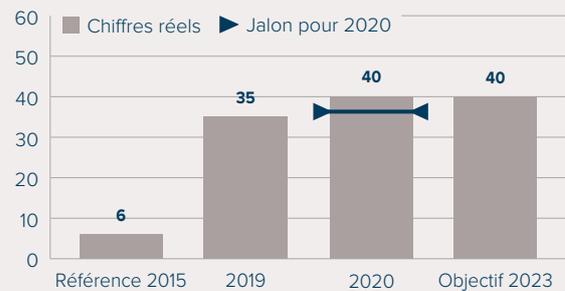
44 règlements liés au commerce et/ou à l’investissement ont été adoptés, y compris huit en 2020. Les chiffres cumulés jusqu’en 2019 ont été revus à la hausse pour rendre compte des données antérieures.



## Produit 2 – Renforcement de la coordination institutionnelle pour le développement du commerce et l'investissement

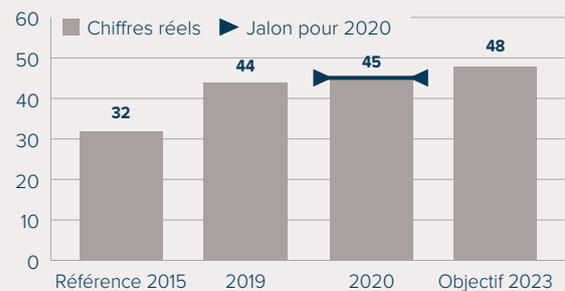
### 1.2.a. – Nombre de pays du CIR dans lesquels les Unités nationales de mise en œuvre du CIR sont intégrées aux structures gouvernementales.

40 pays du CIR, dont cinq de plus en 2020, ont des équipes de coordination de l'Aide pour le commerce et d'intégration du commerce dans les structures gouvernementales.



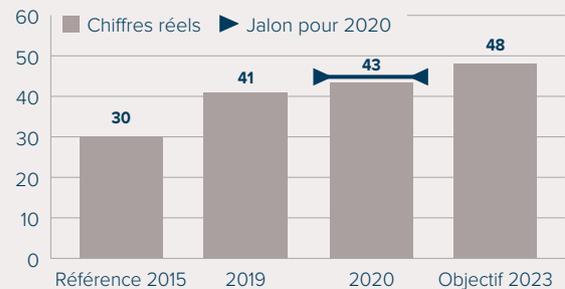
### 1.2.b. – Nombre de pays du CIR qui disposent de mécanismes de coordination public-privé efficaces et de qualité

45 pays du CIR, soit un de plus par rapport à 2019, indiquent disposer de mécanismes facilitant le dialogue entre les pouvoirs publics et le secteur privé.



### 1.2.c. – Nombre de pays du CIR qui disposent de mécanismes pour un dialogue de qualité entre le gouvernement et les donateurs sur les questions liées au commerce et à l'investissement.

43 pays du CIR, dont deux pays supplémentaires en 2020, indiquent disposer de mécanismes pour encourager le dialogue concernant l'Aide pour le commerce.

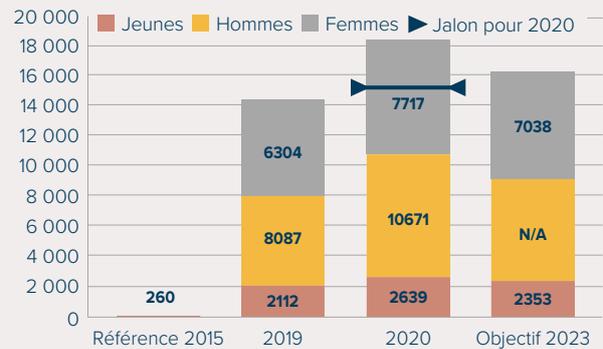


## Produit 3 – Renforcement des capacités de formulation et de mise en œuvre des politiques

### 1.3.a. – Nombre de fonctionnaires (ventilés par sexe et par âge) formés dans des domaines liés à l'investissement et au commerce.

Plus de 18 000 fonctionnaires (3 997 en 2020) ont participé à des formations du CIR, dont 42% étaient des femmes.

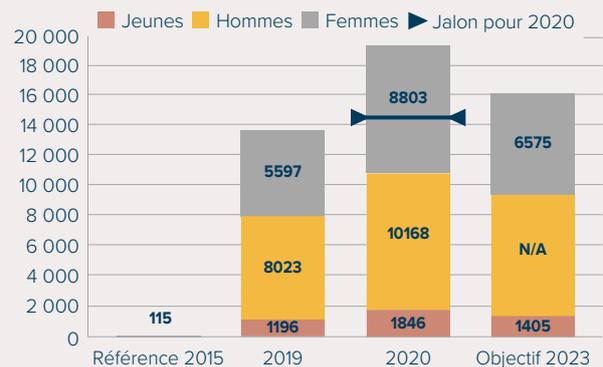
Note: Le graphique présente le total cumulé des hommes et femmes participants. Les jeunes sont inclus à titre indicatif et ne contribuent pas au total cumulé.



### 1.3.b. – Nombre de représentants du secteur privé et de la société civile (ventilé par sexe et par âge) qui ont été formés dans des domaines liés à l'investissement et au commerce pour participer au programme national en matière de commerce

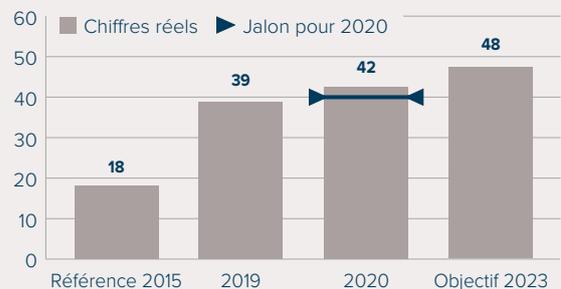
Plus de 18 500 personnes (5 351 en 2020) du secteur privé et de la société civile ont participé à des formations du CIR, dont 46% étaient des femmes.

Note: Le graphique présente le total cumulé des hommes et femmes participants. Les jeunes sont inclus à titre indicatif et ne contribuent pas au total cumulé.



### 1.3.c. – Nombre de pays du CIR qui disposent d'outils de communication de renseignements liés à l'investissement et au commerce pour les diverses parties prenantes.

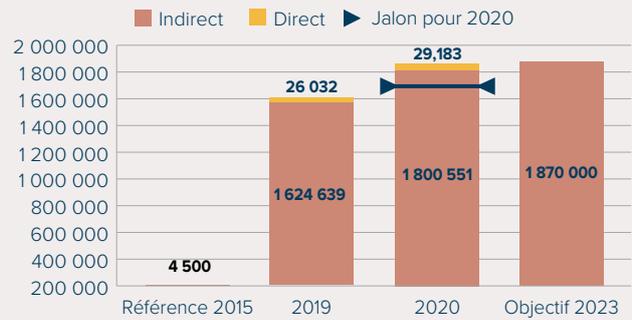
42 pays du CIR disposent d'outils de communication pour les renseignements liés à l'investissement et au commerce, dont trois de plus en 2020.



## Résultat 2 – Accroissement des exportations et amélioration de l'accès aux marchés internationaux pour les PMA

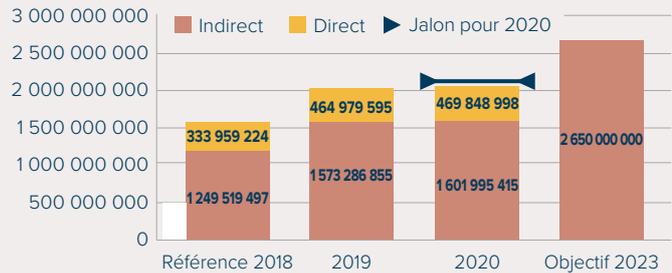
### 2.a. – Volume de la production générée grâce aux interventions du CIR (tonnes).

Plus de 1,8 million de tonnes métriques ont été produites dans les pays du CIR avec le soutien du programme. Le soutien au niveau sectoriel ou national est considéré comme soutien indirect (175 912 tonnes métriques en 2020), tandis que la production de groupes spécifiques bénéficiaires du CIR correspond à un soutien direct (3 151 tonnes métriques en 2020). Les chiffres de 2019 ont été revus à la hausse.



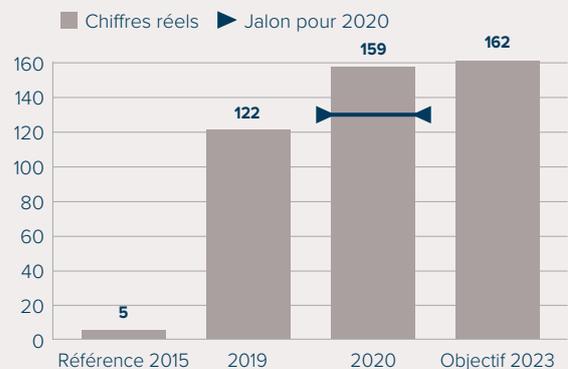
### 2.b. – Valeur (USD) des exportations générées grâce aux interventions du CIR (USD)

Des exportations d'une valeur de 2,07 milliards d'USD ont été générées grâce aux interventions du CIR. Les exportations indirectes (28,7 millions en 2020) correspondent aux résultats de projets pour lesquels le CIR a fourni un soutien au niveau sectoriel ou national, tandis que les exportations directes (4,8 millions en 2020) proviennent de groupes spécifiques ayant bénéficié d'un soutien du CIR. Les chiffres de 2019 ont été révisés.



### 2.c. – Nombre de nouveaux marchés internationaux pénétrés avec l'aide du CIR

Plus de 159 nouvelles relations commerciales ont été établies, dont 37 en 2020.

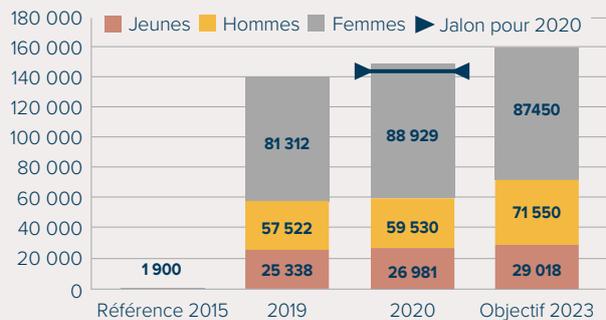


## Produit 1 – Amélioration de la participation des pays du CIR aux chaînes de valeur stratégiques pour une connectivité accrue aux marchés

### 2.1.a. – Nombre total de personnes (ventilé par sexe et par âge) qui ont été formées aux pratiques relatives aux chaînes de valeur grâce à une participation aux initiatives de renforcement des capacités du CIR.

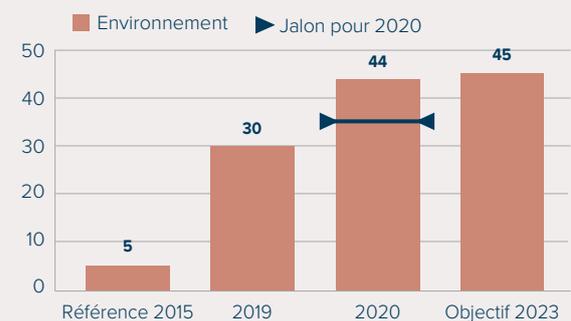
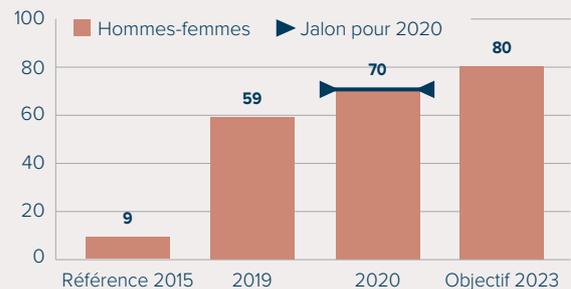
Plus de 148 000 personnes ont participé à des formations relatives aux chaînes de valeur à ce jour, dont 9 625 de plus en 2020.

Note: Le graphique présente le total cumulé des hommes et femmes participants. Les jeunes sont inclus à titre indicatif et ne contribuent pas au total cumulé.



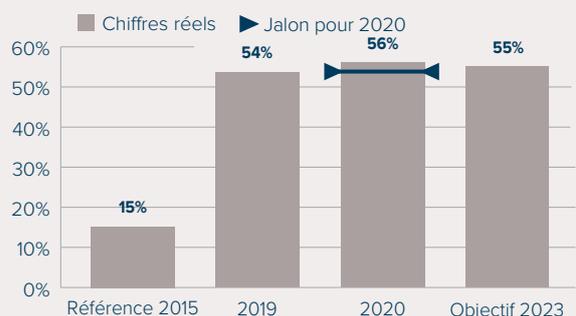
### 2.1.b. – Nombre d'activités de sensibilisation menées sur la problématique hommes-femmes et l'environnement

Au total, 70 activités de sensibilisation sur la problématique hommes-femmes ont été menées, dont 11 en 2020. Par ailleurs, 44 actions de sensibilisation concernant l'environnement (14 en 2020) ont été entreprises.



### 2.1.c. – Pourcentage de femmes parmi les bénéficiaires directs des projets dans les secteurs de production financés par le CIR

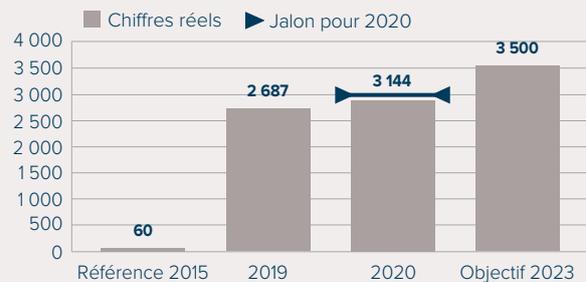
Avec les contributions supplémentaires de 2020, 56% des bénéficiaires des projets dans les secteurs de production sont des femmes.



## Produit 1 – Amélioration de la participation des pays du CIR aux chaînes de valeur stratégiques pour une connectivité accrue aux marchés

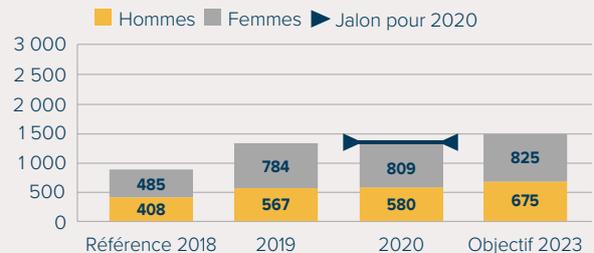
### 2.1.d. – Nombre d'associations de producteurs formées aux pratiques relatives aux chaînes de valeur

Plus de 3 000 associations de producteurs ont été formées dans le cadre d'interventions du CIR.



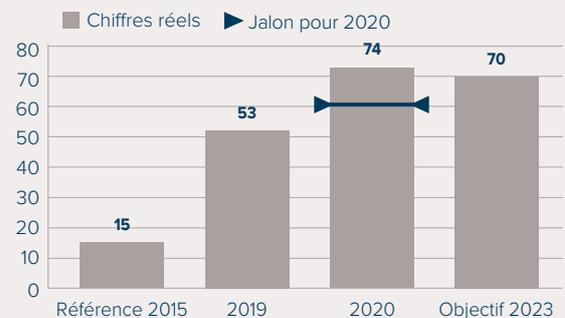
### 2.1.e. – Nombre de personnes (ventilé par sexe) participant à des foires commerciales liées à la connectivité des marchés

1 389 personnes (52% de femmes) ont participé à des foires commerciales grâce au soutien du CIR, dont 38 de plus en 2020.



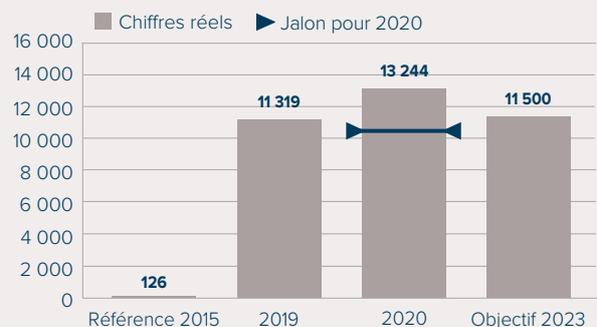
### 2.1.f. – Nombre d'initiatives de facilitation des échanges entreprises avec le soutien du CIR

Au moins 74 actions liées à la facilitation des échanges ont été entreprises, dont 21 en 2020.



### 2.1.g. – Nombre de MPME soutenues dans le cadre d'un projet du CIR

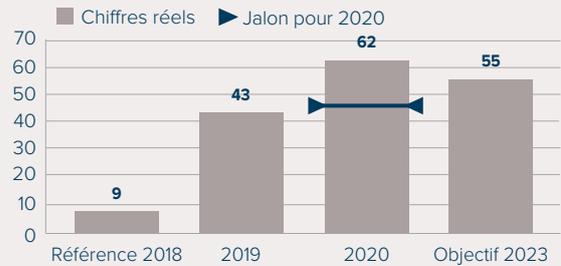
Selon les estimations, plus de 13 000 MPME ont bénéficié d'un soutien du CIR à ce jour. Les chiffres de 2019 ont été revus à la hausse.



## Produit 2 – Amélioration de l’utilisation de la technologie dans la production et les services pour certaines chaînes de valeur

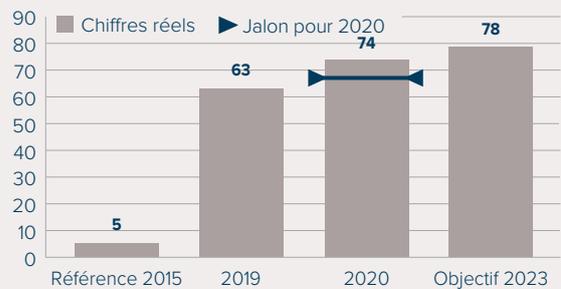
### 2.2.a. – Nombre d’initiatives lancées pour le commerce électronique

62 actions visant à soutenir le développement du commerce électronique ont été entreprises, dont 19 en 2020.



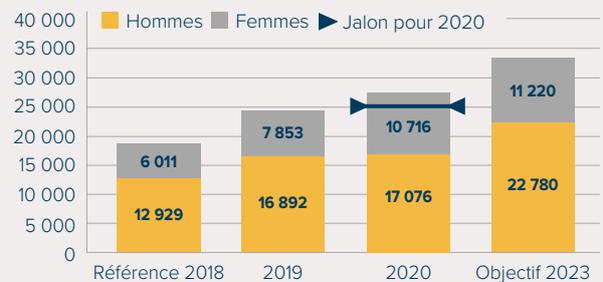
### 2.2.b. – Nombre de nouvelles technologies adoptées grâce au soutien du CIR

74 nouvelles technologies ont été adoptées dans le cadre de projets soutenus par le CIR, dont 11 en 2020.



### 2.2.c. – Nombre de personnes (ventilé par sexe) ayant adopté de nouvelles technologies grâce aux initiatives de renforcement des capacités du CIR

Plus de 27 000 personnes (dont plus de 3 000 supplémentaires en 2020) ont adopté de nouvelles technologies grâce aux interventions du CIR.



## Produit 3 – Soutien aux pays du CIR visant à mobiliser (directement ou indirectement) des ressources supplémentaires

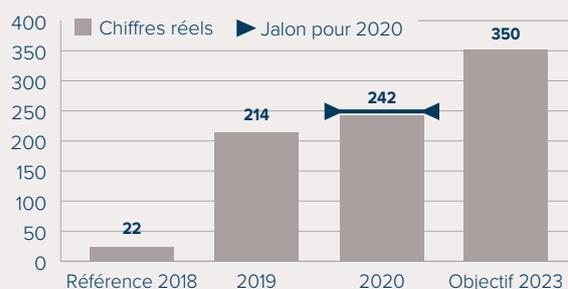
### 2.3.a. – Nombre de mesures prises par les partenaires du CIR (organisations/PEMO) pour mobiliser des financements et de l'expertise

430 actions visant à mobiliser des ressources supplémentaires pour l'Aide pour le commerce ont été entreprises dans les pays du CIR, y compris 26 en 2020.



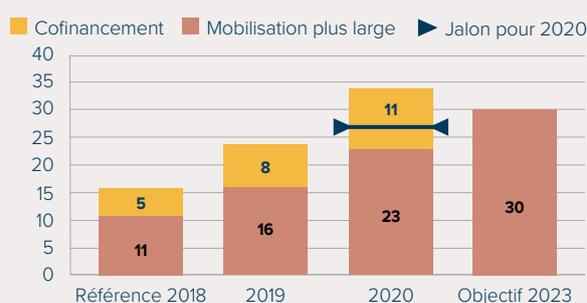
### 2.3.b. – Nombre de projets financés par les partenaires de développement (donateurs/agences/banques de développement) liés à la matrice des actions de l'Étude diagnostique sur l'intégration du commerce

242 projets répondent à des priorités recensées dans les EDIC des pays du CIR.



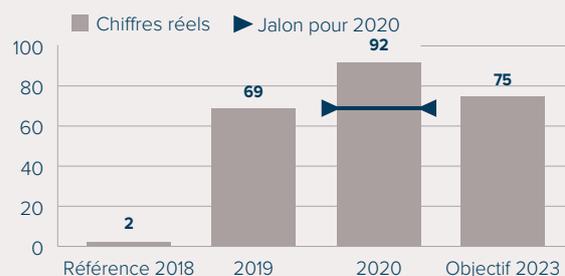
### 2.3c. – Nombre de projets du CIR mobilisant des ressources du secteur privé

34 projets du CIR ont mobilisé des ressources du secteur privé au cours de la phase deux du CIR, y compris 11 projets dans le cadre d'un cofinancement.



### 2.3d. – Nombre de projets du CIR bénéficiant d'un financement additionnel de la part de gouvernements et de partenaires de développement

92 projets du CIR bénéficient de contributions additionnelles provenant de gouvernements et de partenaires de développement (contributions en espèces ou en nature), dont 23 de plus en 2020.



# Projets de renforcement des capacités institutionnelles



Au 31 décembre 2020, en USD

PAYS	PROJECT	PEMO	DATE D'APPROBATION INITIALE	PHASE UN DU CIR	PHASE DEUX DU CIR	TOTAL GÉNÉRAL
Afghanistan	Pré-étude diagnostique sur l'intégration du commerce	Gouvernement	22 septembre 2010	50 000		50 000
	Etude diganostique sur l'intégration du commerce (EDIC)	Banque mondiale	8 octobre 2008	400 000		400 000
	Mise à jour de l'EDIC*	Banque mondiale	14 décembre 2020		200 000	200 000
	Soutien du CIR aux arrangements nationaux de mise en œuvre (ANMO) (catégorie 1, phase 1)	Gouvernement	22 décembre 2016		12 560	12 560
	Soutien aux ANMO – Remanié*	Gouvernement	31 mars 2020		687 600	687 600
<b>Total Afghanistan</b>				<b>450 000</b>	<b>900 160</b>	<b>1 350 160</b>
Angola	Mise à jour de l'EDIC*	Banque mondiale	13 mars 2020		300 000	300 000
<b>Total Angola</b>					<b>300 000</b>	<b>300 000</b>
Bangladesh	Pré-EDIC	Gouvernement	22 septembre 2010	50 000		50 000
	EDIC	Banque mondiale	25 mars 2011	460 000		460 000
	Mise à jour de l'EDIC*	Gouvernement	28 mars 2019		20 199 230	20 199 230
	Soutien aux ANMO (catégorie 1, phase 1)	Gouvernement	28 août 2015	300 000		300 000
	Soutien aux ANMO (catégorie 1, phase 1 – années 2 et 3)*	Gouvernement	27 juin 2018		600 000	600 000
<b>Total Bangladesh</b>				<b>810 000</b>	<b>799 230</b>	<b>1 609 230</b>



PAYS	PROJECT	PEMO	DATE D'APPROBATION INITIALE	PHASE UN DU CIR	PHASE DEUX DU CIR	TOTAL GÉNÉRAL
Bénin	Mise à jour de l'EDIC	Banque mondiale	11 août 2011	20 196 353		20 196 353
	Soutien aux ANMO (catégorie 1, phases 1 et 2)	Gouvernement	11 août 2011	1 499 991		1 499 991
	Soutien à la durabilité*	Gouvernement	21 décembre 2018		300 000	300 000
<b>Total Bénin</b>				<b>1 696 344</b>	<b>300 000</b>	<b>1 996 344</b>
Bhoutan	Pré-EDIC	Gouvernement	15 janvier 2010	50 000		50 000
	EDIC	Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)	24 mars 2011	400 000		400 000
	Mise à jour de l'EDIC*	PNUD	11 septembre 2019		200 000	200 000
	Soutien aux ANMO (catégorie 1, phase 1)	Gouvernement	14 juin 2013	900 053		900 053
	Soutien aux ANMO (catégorie 1, phase 2)*	Gouvernement	7 décembre 2017		600 000	600 000
<b>Total Bhoutan</b>				<b>1 350 053</b>	<b>800 000</b>	<b>2 150 053</b>
Burkina Faso	Mise à jour de l'EDIC	Banque mondiale	6 février 2013	20 191 322		20 191 322
	Soutien aux ANMO (catégorie 1, phases 1 et 2)	Gouvernement	22 novembre 2010	1 465 002		1 465 002
	Soutien à l'intégration	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED)	15 décembre 2015	70 621		70 621
	Soutien à la durabilité	Gouvernement	22 décembre 2016		300 000	300 000
<b>Total Burkina Faso</b>				<b>1 726 945</b>	<b>300 000</b>	<b>2 026 945</b>
Burundi	Mise à jour de l'EDIC	Banque mondiale	12 février 2010	20 198 268		20 198 268
	Mise à jour de l'EDIC*	Gouvernement	27 juillet 20		250 000	250 000
	Soutien aux ANMO (catégorie 1, phases 1 et 2)	Gouvernement	12 février 2010	1 499 476		1 499 476
	Soutien à la durabilité*	Gouvernement	1 mai 2018		300 000	300 000
<b>Total Burundi</b>				<b>1 697 745</b>	<b>550 000</b>	<b>2 247 745</b>



PAYS	PROJECT	PEMO	DATE D'APPROBATION INITIALE	PHASE UN DU CIR	PHASE DEUX DU CIR	TOTAL GÉNÉRAL
Cabo Verde	Mise à jour de l'EDIC*	Gouvernement	19 septembre 2012	200 000		200 000
	Soutien aux ANMO (catégorie 1, phase 1)	Gouvernement	23 novembre 2011	900 000		900 000
	Soutien aux ANMO (catégorie 1, phase 2)*	Gouvernement	4 mai 2016		594 343	594 343
<b>Total Cabo Verde</b>				<b>1 100 000</b>	<b>594 343</b>	<b>1 694 343</b>
Cambodge	Mise à jour de l'EDIC	PNUD	29 septembre 2009	20 194 355		20 194 355
	Mise à jour de l'EDIC	Gouvernement	23 avril 2018		185 756	185 756
	Soutien aux ANMO (catégorie 1, phases 1 et 2)	Gouvernement	29 septembre 2009	1 288 392		1 288 392
	Soutien à la durabilité	Gouvernement	22 décembre 2016		201 192	201 192
	Formulation d'une stratégie en matière de commerce électronique*	Gouvernement	12 février 2019		126 600	126 600
<b>Total Cambodge</b>				<b>1 482 747</b>	<b>513 549</b>	<b>1 996 296</b>
République centrafricaine	Mise à jour de l'EDIC	PNUD	12 mai 2010	29 455		29 455
	Soutien aux ANMO (catégorie 1, phase 1)	Gouvernement	12 mai 2010	900 000		900 000
	Soutien aux ANMO (catégorie 1, phase 2)*	Gouvernement	26 mars 2018		590 858	590 858
<b>Total République centrafricaine</b>				<b>929 455</b>	<b>590 858</b>	<b>1 520 313</b>
Tchad	Mise à jour de l'EDIC	PNUD	9 juin 2011	367 000		367 000
	Soutien aux ANMO (catégorie 1, phases 1 et 2)	Gouvernement	9 juin 2011	1 500 000		1 500 000
	Soutien aux ANMO par l'intermédiaire de conseillers commerciaux internationaux (CCI)	Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS)	9 juin 2011	730 541		730 541
	Soutien à la durabilité	Gouvernement	18 décembre 2017		297 028	297 028
<b>Total Tchad</b>				<b>2 597 541</b>	<b>297 028</b>	<b>2 894 569</b>



PAYS	PROJECT	PEMO	DATE D'APPROBATION INITIALE	PHASE UN DU CIR	PHASE DEUX DU CIR	TOTAL GÉNÉRAL
Comores	Mise à jour de l'EDIC	PNUD	25 janvier 2011	256 791		256 791
	Soutien aux ANMO (catégorie 1, phase 1)	PNUD	25 janvier 2011	900 000		900 000
	Soutien aux ANMO (catégorie 1, phase 2)	Gouvernement	2 juin 2014	599 650		599 650
	Soutien à la durabilité	Gouvernement	21 avril 2017		299 543	299 543
	Soutien à l'intégration	Gouvernement	31 août 2017		20 199 933	20 199 933
<b>Total Comores</b>				<b>1 756 441</b>	<b>499 476</b>	<b>2 255 917</b>
Congo, République démocratique du	Pré-EDIC	Gouvernement	15 janvier 2010	49 841		49 841
	EDIC	Banque mondiale	8 octobre 2008	400 000		400 000
	Mise à jour de l'EDIC	CNUCED	15 mai 2018		20 198 810	20 198 810
	Soutien aux ANMO (catégorie 1, phases 1 et 2)	Gouvernement	31 mai 2011	1 500 159		1 500 159
	Soutien aux ANMO par l'intermédiaire de CCI – catégorie 1, phase 1	PNUD	31 mai 2011	252 520		252 520
	Soutien aux ANMO par l'intermédiaire de CCI – catégorie 1, phase 2	PNUD	9 décembre 2015	75 193		75 193
	Soutien à la durabilité*	Gouvernement	31 mai 2018		300 000	300 000
<b>Total Congo, République démocratique du</b>				<b>2 277 713</b>	<b>498 810</b>	<b>2 776 523</b>
Djibouti	Mise à jour de l'EDIC	CNUCED	1 juin 2011	20 196 529		20 196 529
	Soutien aux ANMO (catégorie 1, phases 1 et 2)	Gouvernement	1 juin 2011	1 381 375		1 381 375
	Soutien aux ANMO par l'intermédiaire de CCI	UNOPS	1 juin 2011	642 592		642 592
	Soutien à la durabilité*	Gouvernement	12 mars 2018		300 000	300 000
<b>Total Djibouti</b>				<b>2 220 496</b>	<b>300 000</b>	<b>2 520 496</b>



PAYS	PROJECT	PEMO	DATE D'APPROBATION INITIALE	PHASE UN DU CIR	PHASE DEUX DU CIR	TOTAL GÉNÉRAL
Guinée équatoriale	Pré-EDIC	Gouvernement	1 février 2017		50 000	50 000
	EDIC	Banque mondiale	29 juin 2017		285 000	285 000
	Soutien aux ANMO (catégorie 1, phase 1)*	PNUD	11 octobre 2018		898 560	898 560
<b>Total Guinée équatoriale</b>					<b>1 233 560</b>	<b>1 233 560</b>
Éthiopie	Mise à jour de l'EDIC	CNUCED	9 septembre 2014	390 058		390 058
	Soutien aux ANMO par l'intermédiaire de CCI	Organisation mondiale du commerce	16 septembre 2014	49 963		49 963
	Soutien aux ANMO – Phase 1 (années 1 et 2) – Phase Un du CIR	Gouvernement	26 mars 2014	625 000		625 000
	Soutien aux ANMO (catégorie 1, phase 2 – année 3 Solde du budget au titre de la Phase Un du CIR; et catégorie 1, phase 2)*	Gouvernement	21 novembre 2018		575 000	575 000
<b>Total Éthiopie</b>				<b>1 065 021</b>	<b>575 000</b>	<b>1 640 021</b>
Gambie	Mise à jour de l'EDIC	CNUCED	15 décembre 2009	20 193 559		20 193 559
	Soutien aux ANMO (catégorie 1, phases 1 et 2)	Gouvernement	15 décembre 2009	1 500 000		1 500 000
	Soutien à l'intégration	CNUCED	4 novembre 2015	89 409		89 409
	Soutien à la durabilité*	Gouvernement	2 juin 2017		300 000	300 000
	Programme de lutte contre l'aflatoxine (projet pilote)*	Gouvernement	31 mai 2018		50 000	50 000
	Analyse du commerce et de l'économie numérique*	Gouvernement	22 octobre 2020		99 715	99 715
<b>Total Gambie</b>				<b>1 782 969</b>	<b>449 715</b>	<b>2 232 684</b>



PAYS	PROJECT	PEMO	DATE D'APPROBATION INITIALE	PHASE UN DU CIR	PHASE DEUX DU CIR	TOTAL GÉNÉRAL
Guinée	Mise à jour de l'EDIC	Banque mondiale	23 novembre 2011	278 476		278 476
	Soutien aux ANMO (catégorie 1, phases 1 et 2)	Gouvernement	23 novembre 2011	1 500 000		1 500 000
	Soutien à la durabilité*	Gouvernement	12 juin 2018		300 000	300 000
<b>Total Guinée</b>				<b>1 778 476</b>	<b>300 000</b>	<b>2 078 476</b>
Guinée-Bissau	Mise à jour de l'EDIC	PNUD	22 novembre 2010	20 199 435		20 199 435
	Soutien aux ANMO (catégorie 1, phases 1 et 2)	Gouvernement	22 novembre 2010	1 500 000		1 500 000
	Soutien aux ANMO par l'intermédiaire de CCI	PNUD	10 septembre 2014	205 610		205 610
	Soutien à la durabilité*	Gouvernement	14 février 2018		300 000	300 000
<b>Total Guinée-Bissau</b>				<b>1 905 045</b>	<b>300 000</b>	<b>2 205 045</b>
Haïti	Pré-EDIC	Gouvernement	15 octobre 2010	50 000		50 000
	EDIC	Banque mondiale	11 août 2011	294 953		294 953
	Soutien aux ANMO (catégorie 1, phase 1)	Gouvernement	17 décembre 2012	900 000		900 000
	Soutien aux ANMO (catégorie 1, phase 2)	Gouvernement	28 juillet 2017		600 000	600 000
	Étude de faisabilité – Secteur agricole*	Centre du commerce international (ITC)	20 décembre 2019		20 196 013	20 196 013
	Soutien à la durabilité*	Gouvernement	22 avril 2020		300 000	300 000
<b>Total Haïti</b>				<b>1 244 953</b>	<b>1 096 013</b>	<b>2 340 966</b>
Kiribati	Mise à jour de l'EDIC**	PNUD	18 juin 2015			
	Soutien aux ANMO (catégorie 1, phase 1 – années 1 et 2)	PNUD	18 juin 2015	600 000		600 000
	Soutien aux ANMO (catégorie 1, phase 1 – année 3)	PNUD	28 mai 2018		299 925	299 925
	Soutien aux ANMO (catégorie 1, phase 2)*	PNUD	29 juillet 2020		600 000	600 000
<b>Total Kiribati</b>				<b>600 000</b>	<b>899 925</b>	<b>1 499 925</b>



PAYS	PROJECT	PEMO	DATE D'APPROBATION INITIALE	PHASE UN DU CIR	PHASE DEUX DU CIR	TOTAL GÉNÉRAL
RDP lao	Mise à jour de l'EDIC	Gouvernement	29 octobre 2010	390 484		390 484
	Mise à jour de l'EDIC*	Gouvernement	20 décembre 2019		200 000	200 000
	Soutien aux ANMO (catégorie 1, phases 1 et 2)	Gouvernement	26 janvier 2010	1 446 260		1 446 260
	Soutien à l'intégration	Gouvernement	28 octobre 2014	20 198 496		20 198 496
<b>Total RDP lao</b>				<b>2 035 240</b>	<b>200 000</b>	<b>2 235 240</b>
Lesotho	Mise à jour de l'EDIC	USAID	26 janvier 2010	160 000		160 000
	Soutien aux ANMO (catégorie 1, phases 1 et 2)	Gouvernement	26 janvier 2010	1 296 857		1 296 857
	Intégration du commerce – Politique commerciale nationale*	ITC	28 mars 2019		177 138	177 138
	Soutien à la durabilité*	PNUD	13 septembre 2019		299 754	299 754
<b>Total Lesotho</b>				<b>1 456 857</b>	<b>476 892</b>	<b>1 933 749</b>
Libéria	Mise à jour de l'EDIC	Banque mondiale	22 octobre 2009	20 199 640		20 199 640
	Soutien aux ANMO (catégorie 1, phases 1 et 2)	Gouvernement	22 octobre 2009	1 499 900		1 499 900
	Soutien à la durabilité*	Gouvernement	11 décembre 2018		300 000	300 000
<b>Total Libéria</b>				<b>1 699 540</b>	<b>300 000</b>	<b>1 999 540</b>
Madagascar	Pré-EDIC	Gouvernement	17 juin 2014	49 677		49 677
	Mise à jour de l'EDIC	Banque mondiale	23 juillet 2013	223 840		223 840
	Soutien aux ANMO (catégorie 1, phase 1)*	Gouvernement	7 novembre 2016		900 000	900 000
<b>Total Madagascar</b>				<b>273 517</b>	<b>900 000</b>	<b>1 173 517</b>



PAYS	PROJECT	PEMO	DATE D'APPROBATION INITIALE	PHASE UN DU CIR	PHASE DEUX DU CIR	TOTAL GÉNÉRAL
Malawi	Mise à jour de l'EDIC	Banque mondiale	23 septembre 2009	20 199 080		20 199 080
	Soutien aux ANMO (catégorie 1, phase 1)	Gouvernement	23 septembre 2009	899 250		899 250
	Soutien aux ANMO (catégorie 1, phase 2)	Gouvernement	11 juillet 2016		593 173	593 173
	Soutien à la durabilité*	Gouvernement	28 juin 2019		300 000	300 000
	Produits dérivés du coton*	CNUCED	27 novembre 2020		50 168	50 168
<b>Total Malawi</b>				<b>1 098 330</b>	<b>943 341</b>	<b>2 041 671</b>
Maldives	Soutien aux ANMO (catégorie 1, phases 1 et 2)	Gouvernement	22 décembre 2010	1 495 522		1 495 522
<b>Total Maldives</b>				<b>1 495 522</b>		<b>1 495 522</b>
Mali	Mise à jour de l'EDIC	CNUCED	14 juillet 2010	200 000		200 000
	Soutien aux ANMO (catégorie 1, phases 1 et 2)	Gouvernement	14 juillet 2010	1 449 378		1 449 378
	Soutien à la durabilité*	Gouvernement	19 novembre 2019		300 000	300 000
<b>Total Mali</b>				<b>1 649 378</b>	<b>300 000</b>	<b>1 949 378</b>
Mauritanie	Mise à jour de l'EDIC	Banque mondiale	8 septembre 2014	400 000		400 000
	Soutien aux ANMO (catégorie 1, phase 1)*	Gouvernement	23 novembre 2017		899 875	899 875
<b>Total Mauritanie</b>				<b>400 000</b>	<b>899 875</b>	<b>1 299 875</b>
Mozambique	Mise à jour de l'EDIC	CNUCED	26 octobre 2012	20 195 755		20 195 755
	Soutien aux ANMO (catégorie 1, phase 1)	Gouvernement	12 mars 2012	600 000		600 000
	Soutien aux ANMO par l'intermédiaire de CCI	PNUD	12 mars 2012	184 150		184 150
	Soutien aux ANMO (catégorie 1, phase 2)	Gouvernement	7 décembre 2018		600 000	600 000
<b>Total Mozambique</b>				<b>979 905</b>	<b>600 000</b>	<b>1 579 905</b>



PAYS	PROJECT	PEMO	DATE D'APPROBATION INITIALE	PHASE UN DU CIR	PHASE DEUX DU CIR	TOTAL GÉNÉRAL
Myanmar	Pré-EDIC	Gouvernement	11 décembre 2013	50 000		50 000
	EDIC	Banque mondiale	18 juin 2014	340 050		340 050
	Soutien aux ANMO (catégorie 1, phase 1 – années 1 et 2)	Gouvernement	9 juin 2015	600 000		600 000
	Soutien aux ANMO (catégorie 1, phase 1 – année 3)	Gouvernement	6 avril 2018		293 613	293 613
<b>Total Myanmar</b>				<b>990 050</b>	<b>293 613</b>	<b>1 283 663</b>
Népal	Mise à jour de l'EDIC	Gouvernement	19 juin 2014	86 448		86 448
	Soutien aux ANMO (catégorie 1, phases 1 et 2)	Gouvernement	15 mars 2010	941 687		941 687
	Soutien aux ANMO – Remanié*	Gouvernement	29 mars 2019		382 980	382 980
<b>Total Népal</b>				<b>1 028 135</b>	<b>382 980</b>	<b>1 411 115</b>
Niger	Mise à jour de l'EDIC	CNUCED	26 janvier 2011	20 193 144		20 193 144
	Soutien aux ANMO (catégorie 1, phases 1 et 2)	Gouvernement	26 janvier 2011	1 500 000		1 500 000
	Soutien à la durabilité*	Gouvernement	31 mai 2018		300 000	300 000
<b>Total Niger</b>				<b>1 693 144</b>	<b>300 000</b>	<b>1 993 144</b>
Rwanda	Soutien aux ANMO (catégorie 1, phases 1 et 2)	Gouvernement	23 septembre 2009	1 634 400		1 634 400
	Soutien à la durabilité*	Gouvernement	12 juin 2018		300 000	300 000
<b>Total Rwanda</b>				<b>1 634 400</b>	<b>300 000</b>	<b>1 934 400</b>
Samoa	Mise à jour de l'EDIC	Gouvernement	8 octobre 2012	156 469		156 469
	Soutien aux ANMO (catégorie 1, phase 1)	Gouvernement	8 octobre 2012	898 682		898 682
<b>Total Samoa</b>				<b>1 055 151</b>		<b>1 055 151</b>
Sao Tomé-et-Principe	Mise à jour de l'EDIC	Banque mondiale	26 avril 2012	173 705		173 705
	Soutien aux ANMO (catégorie 1, phase 1)*	Gouvernement	24 juin 2019		900 000	900 000
<b>Total Sao Tomé-et-Principe</b>				<b>173 705</b>	<b>900 000</b>	<b>1 073 705</b>



PAYS	PROJECT	PEMO	DATE D'APPROBATION INITIALE	PHASE UN DU CIR	PHASE DEUX DU CIR	TOTAL GÉNÉRAL
Sénégal	Mise à jour de l'EDIC	CNUCED	24 novembre 2011	20 195 734		20 195 734
	Soutien aux ANMO (catégorie 1, phase 1)	Gouvernement	24 novembre 2011	900 000		900 000
	Soutien aux ANMO (catégorie 1, phase 2)	Gouvernement	23 juin 2016		600 000	600 000
	Intégration du commerce*	Gouvernement	11 juin 2018		200 000	200 000
	Soutien à la durabilité*	Gouvernement	23 mai 2019		300 000	300 000
<b>Total Sénégal</b>				<b>1 095 734</b>	<b>1 100 000</b>	<b>2 195 734</b>
Sierra Leone	Mise à jour de l'EDIC	Banque mondiale	1 juillet 2009	20 199 873		20 199 873
	Soutien aux ANMO (catégorie 1, phases 1 et 2)	Gouvernement	2 juillet 2009	1 408 859		1 408 859
	Soutien à la durabilité*	Gouvernement	27 mai 2019		298 500	298 500
<b>Total Sierra Leone</b>				<b>1 608 732</b>	<b>298 500</b>	<b>1 907 232</b>
Îles Salomon	Mise à jour de l'EDIC**	Gouvernement	11 octobre 2017			
	Soutien aux ANMO (catégorie 1, phases 1 et 2 – années 1 à 4)	Gouvernement	21 décembre 2010	1 200 000		1 200 000
	Soutien aux ANMO (catégorie 1, phase 2 – année 5)	Gouvernement	11 octobre 2017		300 000	300 000
<b>Total Îles Salomon</b>				<b>1 200 000</b>	<b>300 000</b>	<b>1 500 000</b>
Somalie	Pré-EDIC	Gouvernement	15 juillet 2015	50 875		50 875
<b>Total Somalie</b>				<b>50 875</b>		<b>50 875</b>
Soudan du Sud	Pré-EDIC	Gouvernement	10 décembre 2013	50 000		50 000
	EDIC	PNUD	24 janvier 2013	398 456		398 456
	Mise à jour de l'EDIC*	PNUD	6 décembre 2019		200 000	200 000
	Soutien à l'intégration	PNUD	15 août 2017		115 365	115 365
	Soutien aux ANMO (catégorie 1, phase 1)*	PNUD	13 décembre 2017		900 000	900 000
<b>Total Soudan du Sud</b>				<b>448 456</b>	<b>1 215 365</b>	<b>1 663 821</b>



PAYS	PROJECT	PEMO	DATE D'APPROBATION INITIALE	PHASE UN DU CIR	PHASE DEUX DU CIR	TOTAL GÉNÉRAL
Soudan	Mise à jour de l'EDIC	Banque mondiale	23 avril 2013	20 197 759		20 197 759
	Soutien aux ANMO (catégorie 1, phase 1)*	Gouvernement	9 mai 2019		900 000	900 000
<b>Total Soudan</b>				<b>20 197 759</b>	<b>900 000</b>	<b>1 097 759</b>
Tanzanie	Mise à jour de l'EDIC	Banque mondiale	30 octobre 2015	340 466		340 466
	Soutien aux ANMO (catégorie 1, phase 1)	PNUD	13 mai 2013	900 000		900 000
<b>Total Tanzanie</b>				<b>1 240 466</b>		<b>1 240 466</b>
Timor-Leste	Pré-EDIC	Gouvernement	15 janvier 2010	50 000		50 000
	Renforcement des capacités institutionnelles en vue de l'accèsion à l'OMC et intégration du commerce*	Gouvernement	22 décembre 2020		300 000	300 000
<b>Total Timor-Leste</b>				<b>50 000</b>	<b>300 000</b>	<b>350 000</b>
Togo	Pré-EDIC	Gouvernement	15 janvier 2010	50 000		50 000
	EDIC	Banque mondiale	8 octobre 08	400 000		400 000
	Mise à jour de l'EDIC	Gouvernement	6 octobre 2015	200 000		200 000
	Soutien aux ANMO (catégorie 1, phases 1 et 2)	Gouvernement	23 novembre 2011	1 500 000		1 500 000
	Produits dérivés du coton*	CNUCED	27 novembre 2020		50 168	50 168
<b>Total Togo</b>				<b>2 150 000</b>	<b>50 168</b>	<b>2 200 168</b>
Tuvalu	Mise à jour de l'EDIC*	PNUD	14 décembre 2012	156 445		156 445
	Soutien aux ANMO (catégorie 1, phase 1)	PNUD	14 décembre 2012	900 000		900 000
	Soutien aux ANMO (catégorie 1, phase 2)*	PNUD	26 octobre 2018		587 702	587 702
<b>Total Tuvalu</b>				<b>1 056 445</b>	<b>587 702</b>	<b>1 644 147</b>



PAYS	PROJECT	PEMO	DATE D'APPROBATION INITIALE	PHASE UN DU CIR	PHASE DEUX DU CIR	TOTAL GÉNÉRAL
Ouganda	Mise à jour de l'EDIC	Banque mondiale	28 septembre 2009	20 192 592		20 192 592
	Mise à jour de l'EDIC*	Gouvernement	10 mars 2020		20 194 000	20 194 000
	Soutien aux ANMO (catégorie 1, phases 1 et 2)	Gouvernement	28 septembre 2009	1 495 932		1 495 932
	Soutien à la durabilité	Gouvernement	20 octobre 2017		300 000	300 000
<b>Total Ouganda</b>				<b>1 688 524</b>	<b>494 000</b>	<b>2 182 524</b>
Vanuatu	Mise à jour de l'EDIC	Gouvernement	24 septembre 2013	174 782		174 782
	Soutien aux ANMO (catégorie 1, phase 1)*	Gouvernement	24 septembre 2013	900 000		900 000
	Soutien aux ANMO (catégorie 1, phase 2)*	Gouvernement	19 décembre 2017		600 000	600 000
	Transition en douceur vers la sortie de la catégorie des PMA*	Gouvernement	17 mai 2019		95 760	95 760
	Soutien à la durabilité*	Gouvernement	23 octobre 2020		300 000	300 000
	Mise en œuvre d'une plateforme de communication pour SYDONIA et le système de déclaration en douane (CDS) de l'UPU*	CNUCED	7 décembre 2020		200 000	200 000
<b>Total Vanuatu</b>				<b>1 074 782</b>	<b>1 195 760</b>	<b>2 270 542</b>
Yémen	Mise à jour de l'EDIC	PNUD	1 juillet 2009	237 010		237 010
	Soutien aux ANMO (catégorie 1, phase 1)	Gouvernement	1 juillet 2009	931 000		931 000
<b>Total Yémen</b>				<b>1 168 010</b>		<b>1 168 010</b>



PAYS	PROJECT	PEMO	DATE D'APPROBATION INITIALE	PHASE UN DU CIR	PHASE DEUX DU CIR	TOTAL GÉNÉRAL
Zambie	Mise à jour de l'EDIC	Banque mondiale	12 juillet 2012	397 570		397 570
	Soutien aux ANMO (catégorie 1, phase 1)	Gouvernement	8 février 2010	898 928		898 928
	Soutien aux ANMO (catégorie 1, phase 2)	Gouvernement	11 février 2016		600 600	600 600
<b>Total Zambie</b>				<b>1 296 498</b>	<b>600 600</b>	<b>1 897 098</b>
<b>Total général</b>				<b>60 461 098</b>	<b>25 936 464</b>	<b>86 397 561</b>

\*Projets en cours/récemment approuvés

\*\*Projets annulés



# Capacités productives, projets régionaux et thématiques



Au 31 décembre 2020, en USD

PAYS	PROJECT	PEMO	DATE D'APPROBATION INITIALE	PHASE UN DU CIR	PHASE DEUX DU CIR	TOTAL GÉNÉRAL
Bangladesh	Compétitivité des exportations*	Gouvernement	29 décembre 2017		1 100 000	1 100 000
<b>Total Bangladesh</b>					<b>1 100 000</b>	<b>1 100 000</b>
Bénin	Renforcement des capacités productives et commerciales (RCPC)	Gouvernement	24 juillet 2014	2 956 550		2 956 550
	Étude de faisabilité	Gouvernement	27 avril 2018		160 000	160 000
	Développement de la chaîne de valeur karité*	Gouvernement	13 septembre 2018		1 500 000	1 500 000
<b>Total Bénin</b>				<b>2 956 550</b>	<b>1 660 000</b>	<b>4 616 550</b>
Bhoutan	Infrastructure électronique (E4T)*	Gouvernement	13 avril 2017		1 482 270	1 482 270
	Diversification des exportations – Brand Bhutan*	Gouvernement	28 novembre 2019		1 500 000	1 500 000
<b>Total Bhoutan</b>					<b>2 982 270</b>	<b>2 982 270</b>
Burkina Faso	Sésame	Gouvernement	17 septembre 2012	2 666 884		2 666 884
	Étude de faisabilité – Karité	Centre du commerce international (ITC)	22 novembre 2013	196 094		196 094
	Mangue et noix de cajou	Gouvernement	15 avril 2014	2 999 089		2 999 089
	Filière du karité (PACFI-K)*	Gouvernement	04 décembre 2018		1 499 780	1 499 780
<b>Total Burkina Faso</b>				<b>5 862 067</b>	<b>1 499 780</b>	<b>7 361 847</b>



PAYS	PROJECT	PEMO	DATE D'APPROBATION INITIALE	PHASE UN DU CIR	PHASE DEUX DU CIR	TOTAL GÉNÉRAL
Burundi	Mécanismes de soutien à l'exportation	Gouvernement	20 décembre 2012	606 274		606 274
	Mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS)	Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI)	04 juillet 2012	2 503 277		2 503 277
<b>Total Burundi</b>				<b>3 109 551</b>		<b>3 109 551</b>
Cambodge	CEDEP I – Évaluation	Gouvernement	06 août 2012	220 661		220 661
	CEDEP I – Riz	Banque mondiale	06 août 2012	1 112 847		1 112 847
	CEDEP I – Soie	ITC	06 août 2012	974 980		974 980
	CEDEP II – Académie des arts culinaires (ACAC)	Shift 360	13 janvier 2014	950 000		950 000
	CEDEP II – Manioc	Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)	13 janvier 2014	993 955		993 955
	CEDEP II – Évaluation	Gouvernement	13 janvier 2014	339 952		339 952
	CEDEP II – Pêche en mer	ONUDI	13 janvier 2014	988 953		988 953
	Go4eCAM*	Gouvernement	28 janvier 2020		1 499 344	1 499 344
<b>Total Cambodge</b>				<b>5 581 348</b>	<b>1 499 344</b>	<b>7 080 692</b>
République centrafricaine	Capacité d'approvisionnement agricole**	Gouvernement	18 septembre 2012			
	Sésame, maïs et huile de palme*	Gouvernement	22 juillet 2020		1 500 000	1 500 000
<b>Total République centrafricaine</b>				<b>-</b>	<b>1 500 000</b>	<b>1 500 000</b>
Tchad	Gomme arabique (PRCCGA)	Gouvernement	11 octobre 2013	2 492 036		2 492 036
	Gomme arabique – Soutien par l'intermédiaire de CCI	Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets	11 octobre 2013	375 180		375 180
	Étude de faisabilité	ONUDI	19 février 2014	147 235		147 235
	Peaux et cuirs (PRCCFPCT)*	Gouvernement	25 juillet 2019		1 500 000	1 500 000
<b>Total Tchad</b>				<b>3 014 451</b>	<b>1 500 000</b>	<b>4 514 451</b>



PAYS	PROJECT	PEMO	DATE D'APPROBATION INITIALE	PHASE UN DU CIR	PHASE DEUX DU CIR	TOTAL GÉNÉRAL
Comores	Compétitivité des exportations	PNUD	10 janvier 2014	3 503 237		3 503 237
	Écotourisme*	Gouvernement	29 juillet 2019		1 500 000	1 500 000
<b>Total Comores</b>				<b>3 503 237</b>	<b>1 500 000</b>	<b>5 003 237</b>
Congo, République démocratique du	Huile de palme	Gouvernement	15 décembre 2014	2 647 745		2 647 745
<b>Total Congo, République démocratique du</b>				<b>2 647 745</b>		<b>2 647 745</b>
Djibouti	Développement et promotion du tourisme*	Gouvernement	27 mars 2017		1 500 000	1 500 000
	Amélioration de l'économie informelle*	Gouvernement	09 juillet 2019		1 500 000	1 500 000
<b>Total Djibouti</b>					<b>3 000 000</b>	<b>3 000 000</b>
Éthiopie	Production de miel de qualité*	Centre international sur la physiologie et l'écologie des insectes (ICIPE)	13 septembre 2018		1 499 918	1 499 918
<b>Total Éthiopie</b>					<b>1 499 918</b>	<b>1 499 918</b>
Gambie	Compétitivité sectorielle et diversification des exportations (SCEDP)	ITC	18 janvier 2012	2 340 528		2 340 528
	Facilitation des échanges (aéroport)	Gouvernement	04 avril 2013	2 494 200		2 494 200
	SheTrades Gambie (B751)*	ITC	05 novembre 2018		300 012	300 012
<b>Total Gambie</b>				<b>4 834 728</b>	<b>300 012</b>	<b>5 134 740</b>
Guinée	Mangue (PRODEFIMA)	Gouvernement	21 novembre 2013	2 998 148		2 998 148
	Laboratoire SPS*	Gouvernement	19 décembre 2017		1 500 000	1 500 000
	Stratégie nationale de développement du commerce*	Gouvernement	22 juillet 2019		200 000	200 000
	Coopération à flux inversé sur le renforcement de la chaîne de valeur*	Gouvernement	06 décembre 2019		348 090	348 090
<b>Total Guinée</b>				<b>2 998 148</b>	<b>2 048 090</b>	<b>5 046 238</b>



PAYS	PROJECT	PEMO	DATE D'APPROBATION INITIALE	PHASE UN DU CIR	PHASE DEUX DU CIR	TOTAL GÉNÉRAL
Haïti	Pêche et sel de mer*	Gouvernement	21 décembre 2020		1 500 000	1 500 000
<b>Total Haïti</b>					<b>1 500 000</b>	<b>1 500 000</b>
Kiribati	Évaluation de l'état de préparation au commerce électronique	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED)	26 octobre 2018		60 106	60 106
<b>Total Kiribati</b>					<b>60 106</b>	<b>60 106</b>
RDP lao	Qualité et statistiques	Gouvernement	27 novembre 2013	2 488 411		2 488 411
	Projet combiné – Promotion des exportations et soutien à la durabilité*	Gouvernement	04 décembre 2018		1 800 000	1 800 000
<b>Total RDP lao</b>				<b>2 488 411</b>	<b>1 800 000</b>	<b>4 288 411</b>
Lesotho	Productivité agricole	ITC	21 décembre 2012	2 705 214		2 705 214
	Évaluation de l'état de préparation au commerce électronique	CNUCED	20 août 2018		54 409	54 409
<b>Total Lesotho</b>				<b>2 705 214</b>	<b>54 409</b>	<b>2 759 623</b>
Libéria	Études de faisabilité – Tourisme et ameublement	ITC	13 août 2015	199 433		199 433
	Évaluation de l'état de préparation au commerce électronique	CNUCED	06 octobre 2017		49 204	49 204
	Tourisme du surf*	ITC	16 janvier 2019		500 000	500 000
<b>Total Libéria</b>				<b>199 433</b>	<b>549 204</b>	<b>748 637</b>



PAYS	PROJECT	PEMO	DATE D'APPROBATION INITIALE	PHASE UN DU CIR	PHASE DEUX DU CIR	TOTAL GÉNÉRAL
Malawi	Lien des petits exploitants avec l'agroalimentaire	Association des petits exploitants agricoles du Malawi	16 septembre 2014	1 648 750		1 648 750
	Soutien au secteur agroalimentaire (MITC)	Gouvernement	16 septembre 2014	1 146 299		1 146 299
	Étude sur les zones économiques spéciales (MITC-SEZ)	Banque mondiale	22 février 2018	200 000		200 000
	Évaluation de l'état de préparation au commerce électronique	CNUCED	20 août 2018		59 757	59 757
	Soutien au secteur agroalimentaire (MITC) – Solde du budget au titre de la Phase Un du CIR	Gouvernement	21 novembre 2018		204 519	204 519
	Don pour l'élaboration de projets (DEP) – Stratégie d'exportation nationale II*	Gouvernement	07 juillet 2020		100 000	100 000
<b>Total Malawi</b>				<b>2 995 049</b>	<b>364 276</b>	<b>3 359 325</b>
Maldives	Renforcement des capacités institutionnelles pour la facilitation des échanges	Gouvernement	30 mai 2013	1 557 502		1 557 502
<b>Total Maldives</b>				<b>1 557 502</b>		<b>1 557 502</b>
Mali	Gomme arabique – Phase Un du CIR*	Gouvernement	17 février 2012	2 825 340		2 825 340
	Gomme arabique – Solde du budget au titre de la Phase Un du CIR*	Gouvernement	21 novembre 2018		1 543 813	1 543 813
	Développement de la filière karité*	Gouvernement	10 février 2020		1 500 000	1 500 000
<b>Total Mali</b>				<b>2 825 340</b>	<b>3 043 813</b>	<b>5 869 153</b>
Mauritanie	Écotourisme (PNBA)*	Gouvernement	21 août 2020		1 500 000	1 500 000
<b>Total Mauritanie</b>					<b>1 500 000</b>	<b>1 500 000</b>



PAYS	PROJECT	PEMO	DATE D'APPROBATION INITIALE	PHASE UN DU CIR	PHASE DEUX DU CIR	TOTAL GÉNÉRAL
Myanmar	Projet combiné – Renforcement du commerce des services (M-STEP) et projet de catégorie 1, phase 2*	Gouvernement	15 avril 2019		2 100 000	2 100 000
<b>Total Myanmar</b>					<b>2 100 000</b>	<b>2 100 000</b>
Népal	Compétitivité de la filière gingembre	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture	06 mai 2012	700 642		700 642
	Pashmina (PETS)	ITC	22 mai 2013	1 861 603		1 861 603
	Évaluation de l'état de préparation au commerce électronique	CNUCED	04 juillet 2017		44 274	44 274
	Plantes médicinales et aromatiques – Phase Un du CIR	Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ)	18 novembre 2013	3 580 000		3 580 000
	Plantes médicinales et aromatiques – Solde du budget au titre de la Phase Un du CIR	GIZ	21 novembre 2018		125 639	125 639
	Exportation de thé durable (NISTE)*	Gouvernement	14 août 2020		1 495 000	1 495 000
<b>Total Népal</b>				<b>6 142 245</b>	<b>1 664 913</b>	<b>7 807 159</b>
Niger	Cuir et peaux	Gouvernement	19 août 2013	2 271 070		2 271 070
	Développement de la filière sésame*	Gouvernement	09 juillet 2019		1 500 000	1 500 000
<b>Total Niger</b>				<b>2 271 070</b>	<b>1 500 000</b>	<b>3 771 070</b>
Rwanda	Développement des capacités transfrontières	Gouvernement	08 décembre 2014	3 324 948		3 324 948
	Compétitivité commerciale grâce au commerce électronique*	Gouvernement	17 janvier 2019		500 000	500 000
	Croissance des exportations*	Gouvernement	02 décembre 2019		1 488 250	1 488 250
<b>Total Rwanda</b>				<b>3 324 948</b>	<b>1 988 250</b>	<b>5 313 198</b>



PAYS	PROJECT	PEMO	DATE D'APPROBATION INITIALE	PHASE UN DU CIR	PHASE DEUX DU CIR	TOTAL GÉNÉRAL
Samoa	Programme de soutien du secteur commercial (TSSP) – Phase Un du CIR	Gouvernement	30 avril 2014	2 364 849		2 364 849
	Évaluation de l'état de préparation au commerce électronique	CNUCED	13 juin 2017		42 347	42 347
	TSS – Solde du budget au titre de la Phase Un du CIR	Gouvernement	21 novembre 2018		539 378	539 378
<b>Total Samoa</b>				<b>2 364 849</b>	<b>581 725</b>	<b>2 946 574</b>
Sénégal	Compétitivité de la filière mangue – Phase Un du CIR	Gouvernement	20 août 2014	2 877 541		2 877 541
	Métrologie*	Gouvernement	20 juin 2018		1 500 000	1 500 000
	Compétitivité de la filière mangue – Solde du budget au titre de la Phase Un du CIR	Gouvernement	21 novembre 2018		112 002	112 002
<b>Total Sénégal</b>				<b>2 877 541</b>	<b>1 612 002</b>	<b>4 489 543</b>
Sierra Leone	Tourisme durable (STDPP)	Gouvernement	27 janvier 2012	811 074		811 074
	Tourisme durable (STDPP) – Remanié*	Gouvernement	02 décembre 2019		1 499 990	1 499 990
<b>Total Sierra Leone</b>				<b>811 074</b>	<b>1 499 990</b>	<b>2 311 064</b>
Îles Salomon	Tourisme (SI-TIDE) – Phase Un du CIR	Gouvernement	22 janvier 2014	1 500 000		1 500 000
	Évaluation de l'état de préparation au commerce électronique	CNUCED	12 octobre 2017		46 460	46 460
	Renforcement des capacités pour le commerce des produits agricoles (ECAT)*	Gouvernement	12 janvier 2018		1 500 000	1 500 000
	Tourisme(SI-TIDE) – Solde du budget au titre de la Phase Un du CIR	Gouvernement	21 novembre 2018		44 700	44 700
<b>Total Îles Salomon</b>				<b>1 500 000</b>	<b>1 591 160</b>	<b>3 091 160</b>



PAYS	PROJECT	PEMO	DATE D'APPROBATION INITIALE	PHASE UN DU CIR	PHASE DEUX DU CIR	TOTAL GÉNÉRAL
Tanzanie	Projet combiné – Capacités des MPME et projet de catégorie 1, phase 2*	PNUD	07 février 2020		2 100 000	2 100 000
<b>Total Tanzanie</b>					<b>2 100 000</b>	<b>2 100 000</b>
Togo	Soja	Gouvernement	20 octobre 2014	2 997 992		2 997 992
	Projet combiné – Soutien à la durabilité et noix de cajou et karité (PRODAK)*	Gouvernement	25 juin 2018		1 800 000	1 800 000
<b>Total Togo</b>				<b>2 997 992</b>	<b>1 800 000</b>	<b>4 797 992</b>
Tuvalu	Évaluation de l'état de préparation au commerce électronique	CNUCED	27 septembre 2018		59 938	59 938
	Commerce et développement intégré du secteur privé*	PNUD	03 septembre 2020		1 500 000	1 500 000
<b>Total Tuvalu</b>					<b>1 559 938</b>	<b>1 559 938</b>
Ouganda	Services commerciaux de district (DICOSS)	Gouvernement	30 août 2011	2 987 089		2 987 089
	Développement de l'artisanat et de la fabrication de souvenirs (HSDP)*	Gouvernement	18 janvier 2019		1 500 400	1 500 400
<b>Total Ouganda</b>				<b>2 987 089</b>	<b>1 500 400</b>	<b>4 487 489</b>
Vanuatu	Infrastructures touristiques (VTIP)	Gouvernement	18 décembre 2014	2 967 654		2 967 654
	Évaluation de l'état de préparation au commerce électronique	CNUCED	06 octobre 2017		48 233	48 233
	Système de guichet unique électronique (ESWS)*	Gouvernement	12 janvier 2018		1 500 000	1 500 000
<b>Total Vanuatu</b>				<b>2 967 654</b>	<b>1 548 233</b>	<b>4 515 887</b>



PAYS	PROJECT	PEMO	DATE D'APPROBATION INITIALE	PHASE UN DU CIR	PHASE DEUX DU CIR	TOTAL GÉNÉRAL
Yémen	Productivité et qualité du miel (IHPQ)	ICIPE	21 décembre 2012	1 060 154		1 060 154
	Centre de lutte contre les maladies de l'abeille (CBDP)	ICIPE	31 octobre 2014	1 086 837		1 086 837
<b>Total Yémen</b>				<b>2 146 991</b>		<b>2 146 991</b>
Zambie	Miel (TIPEC-ZAS)	Organisation néerlandaise de développement (SNV)	28 janvier 2013	2 469 930		2 469 930
	Renforcement des capacités phytosanitaires*	Gouvernement	27 juillet 2018		200 000	200 000
	SheTrades Zambie (B785)*	ITC	18 octobre 2018		200 000	200 000
	Projet combiné – Développement coopératif et soutien à la durabilité*	Gouvernement	15 avril 2019		1 798 900	1 798 900
<b>Total Zambie</b>				<b>2 469 930</b>	<b>2 198 900</b>	<b>4 668 830</b>

#### PROJECTS RÉGIONAUX ET THÉMATIQUES

	Intégration du renforcement des capacités SPS dans le Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine (PDDAA) et d'autres cadres politiques nationaux*	Marché commun de l'Afrique orientale et australe	29 juin 2018		207 400	207 400
	Commerce transfrontières sans papier*	Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique (CESAP)	05 septembre 2018		197 963	197 963
	Étude sur les technologies agricoles*	Overseas Development Institute	11 décembre 2018		195 792	195 792



PAYS	PROJECT	PEMO	DATE D'APPROBATION INITIALE	PHASE UN DU CIR	PHASE DEUX DU CIR	TOTAL GÉNÉRAL
Projets régionaux et thématiques	Aide à la sortie de la catégorie des PMA*	Organisation mondiale du commerce (OMC)	16 janvier 2019		350 000	350 000
	Transfert de technologie pour le coton*	OMC	07 juin 2019		204 694	204 694
	Renforcement des capacités en matière de commerce électronique pour des MPME dirigées par des femmes en Asie du Sud*	CESAP	08 juillet 2019		498 300	498 300
	DEP – Infrastructure qualité dans le Pacifique*	Secrétariat du Forum des îles du Pacifique (PIFS)	17 juillet 2019		84 654	84 654
	Développement commercial inclusif du secteur du karité (PRADCIFK)*	Global Shea Alliance	02 décembre 2019		2 506 240	2 506 240
	Renforcement des capacités pour la promotion des investissements*	Association mondiale des organismes de promotion de l'investissement	18 novembre 2019		378 000	378 000
	Écosystème numérique pour l'autonomisation économique des femmes*	Union internationale des télécommunications	24 mars 2020		798 104	798 104
	Promotion d'une politique commerciale tenant compte de la problématique hommes-femmes dans les PMA*	CNUCED	25 mars 2020		251 450	251 450
	Augmentation des prix et nouveaux débouchés pour les femmes intervenant dans les chaînes de valeur du karité au Soudan du Sud et en Ouganda*	East African Women in Business Platform	16 juillet 2020		450 115	450 115



PAYS	PROJECT	PEMO	DATE D'APPROBATION INITIALE	PHASE UN DU CIR	PHASE DEUX DU CIR	TOTAL GÉNÉRAL
Projets régionaux et thématiques	Politique commerciale et stratégie en matière d'accès aux marchés pour les PMA de l'ASEAN*	CNUCED	23 juillet 2020		199 983	199 983
	Facilitation des échanges en Afrique de l'Ouest*	CNUCED	27 juillet 2020		1 500 000	1 500 000
	Infrastructure qualité dans le Pacifique*	PIFS	10 août 2020		1 500 000	1 500 000
	Accès aux marchés tenant compte de la problématique hommes-femmes*	Fairtrade Australie et Nouvelle-Zélande	18 novembre 2020		400 000	400 000
<b>Total régionaux et thématiques</b>					<b>9 722 695</b>	<b>9 722 695</b>
<b>Total général</b>				<b>80 140 157</b>	<b>61 929 427</b>	<b>142 069 584</b>

\* Projets en cours/récemment approuvés

\*\* Projets annulés



# Abréviations

<b>AGK</b>	Alliance globale du karité	<b>ONCQ</b>	Office national de contrôle de qualité de la Guinée
<b>CCI</b>	Chambre du commerce international	<b>PEMO</b>	Principale entité de mise en œuvre du CIR
<b>CEP</b>	Comité d'examen des projets du GFAS	<b>PMA</b>	Pays moins avancé
<b>CESAP</b>	Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique	<b>PNUD</b>	Programme des Nations Unies pour le développement
<b>CIR</b>	Cadre intégré renforcé	<b>RCA</b>	République centrafricaine
<b>CNUCED</b>	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement	<b>S&amp;E</b>	Suivi et évaluation
<b>DESA</b>	Département des affaires économiques et sociales	<b>SE</b>	Secrétariat exécutif du CIR
<b>EDIC</b>	Étude diagnostique sur l'intégration du commerce	<b>SEA</b>	Suivi, évaluation et apprentissage
<b>FASCIR</b>	Fonds d'affectation spéciale pour le CIR	<b>SFIP</b>	Secrétariat des îles du Pacifique
<b>GFAS</b>	Gestionnaire du Fonds d'affectation spéciale pour le CIR	<b>SGI</b>	Système de gestion de l'information du CIR
<b>ICIPE</b>	Centre international sur la physiologie et l'écologie des insectes	<b>TIC</b>	Technologies de l'information et de la communication
<b>IED</b>	Investissement étranger direct	<b>UIT</b>	Union internationale des télécommunications
<b>ITC</b>	Centre du commerce international	<b>UN OHRLLS</b>	Bureau de la Haute Représentante des Nations Unies pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement
<b>MPME</b>	Micro, petites et moyennes entreprises	<b>UNMO</b>	Unité nationale de mise en œuvre du CIR
<b>OCDE</b>	Organisation de coopération et de développement économiques		
<b>ODD</b>	Objectif de développement durable		
<b>OMC</b>	Organisation mondiale du commerce		
<b>OMT</b>	Organisation mondiale du tourisme		



# Notes de fin

- 1 Alliance globale du karité. [«Renforcer la production de la filière du karité au Togo»](#). Nouvelles de l'Aide pour le commerce, 15 décembre 2020.
- 2 Alliance globale du karité. [«Une lueur d'espoir dans le secteur du karité – l'histoire de Kora»](#). Nouvelles de l'Aide pour le commerce, 25 juin 2020.
- 3 eanna Ramsay, [«Mettre en valeur la filière du miel éthiopien»](#), Nouvelles de l'Aide pour le commerce, 16 septembre 2020.
- 4 épartement du commerce des Tuvalu [Trade69715411] (9 décembre 2020), [«Produits de l'artisanat local exposés et en vente à la foire commerciale de Talofa. En raison de la COVID-19 et de la fermeture des frontières, nos entreprises locales...»](#) [Tweet], Twitter,
- 5 Centre du commerce international, [«Le Centre du Commerce International continue à renforcer l'autonomie des femmes en Afrique de l'Ouest dans le contexte de la pandémie de COVID-19»](#), Afrique Renouveau, 22 mai 2020.
- 6 Rapport relatif au projet de formation, établi par l'Union internationale des télécommunications.
- 7 CNUCED, [«COVID-19 has changed online shopping forever, survey shows»](#), 8 octobre 2020.
- 8 Financial Express, [«Bangladesh qualifies for LDC graduation: What next?»](#) 11 mars 2021.
- 9 NUCED, [«Fast-tracking implementation of eTrade Readiness Assessments»](#), page 61.
- 10 Northern Benin: Preliminary Results.» *Forests*, 11(1):13, décembre 2019.
- 11 OMC et CIR. Trade impacts of LDC graduation, 2020, page 4.
- 12 Briefing sur le travail du CDP sur les PMA, Taffere Tafachew, Président du sous-groupe CDP sur les PMA. <https://www.un.org/development/desa/dpad/wp-content/uploads/sites/45/CDP-2021-Plenary-Briefing.pdf>
- 13 Documents de l'OMC: LDC group fisheries subsidies text proposal (RD/TN/RL/125); Extension de la période de transition pour les pays les moins avancés membres au titre de l'article 66.1 de l'Accord sur les ADPIC (P/C/W/668); Difficultés liées au commerce rencontrées par les pays les moins avancés et voie à suivre: projet de décision ministérielle (WT/GC/W/807).
- 14 36 présentations ont été faites par des PMA à 12 réunions.
- 15 Centre du commerce international. «Central African Republic, Domestic and Foreign Market Access.» Consulté le 8 avril 2021. <https://www.intracen.org/Central-african-republic/Domestic-and-Foreign-Market-Access/>.
- 16 Centre du commerce international. «Central African Republic, Domestic and Foreign Market Access.» Consulté le 8 avril 2021. <https://www.intracen.org/Central-african-republic/Domestic-and-Foreign-Market-Access/>.
- 17 DESA, [Concept Note: Global Symposium on the Role of Micro-, Small- and Medium-Enterprises \(MSMEs\) in the achievement of the Sustainable Development Goals \(SDGs\)](#), 2018.
- 18 ESA, Policy Brief: The Role of Micro-, Small and Medium-sized Enterprises (MSMEs) in Achieving the Sustainable Development Goals (SDGs), 2018.
- 19 DESA, Policy Brief: The Role of Micro-, Small and Medium-sized Enterprises (MSMEs) in Achieving the Sustainable Development Goals (SDGs), 2018.
- 20 CUTS International, [«The impact of COVID-19 on MSMEs in Developing Countries»](#), novembre 2020.
- 21 Centre du commerce international. [COVID-19: The Great Lockdown and its Impact on Small Business](#), 2020.
- 22 CUTS International, [«The impact of COVID-19 on MSMEs in Developing Countries»](#), novembre 2020.
- 23 Intra-ACP Agricultural Policy Programme. «The Solomon Islands Agriculture Policy Bank.» Consulté le 8 avril 2021. <https://pafpnet.spc.int/policy-bank/countries/solomon-islands>.
- 24 Cette exception inclut les projets (régionaux ou de catégorie 2) pour lesquels le délai normal est de trois ans et dont les Mémoires d'accord ont été signés entre juin et fin décembre 2020.
- 25 Le CEP doit examiner et évaluer chaque proposition du point de vue opérationnel et fiduciaire avant de la soumettre au Conseil du CIR pour approbation.
- 26 Les PEMO nationales sont les PEMO des pays bénéficiaires des fonds du CIR.





 [enhancedif.org](http://enhancedif.org)

 @EIF4LDCs

 facebook.com/eif4ldcs

 youtube.com/user/EIF4LDCs

 flickr.com/photos/152818923@N04/

 linkedin.com/company/11161784/

### Secrétariat Exécutif du CIR

Rue de Lausanne 154  
CH-1211 Genève 2  
Suisse

 +41 (0)22 739 6650

 eif.secretariat@wto.org



[trade4devnews.enhancedif.org](http://trade4devnews.enhancedif.org)



INFORMATIONS



TRIBUNE LIBRE



ACTIVITÉS



REPORTAGES PHOTO



RÉCITS D'EXPÉRIENCE



QUESTIONS-RÉPONSES

*Le Cadre intégré renforcé rassemble des partenaires et des ressources en vue d'aider les pays les moins avancés à utiliser le commerce pour réduire la pauvreté et assurer une croissance inclusive et un développement durable.*



#### Organisations partenaires du CIR

Fonds monétaire international (FMI)

Centre du commerce international (ITC)

Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED)

Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)

Groupe Banque mondiale (BM)

Organisation mondiale du commerce (OMC)

Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI)

Organisation mondiale du tourisme (OMT)

#### Gestionnaire du Fonds d'affectation spéciale du CIR

Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS)

#### Donateurs du Fonds d'affectation spéciale du CIR

